HENRI JOLY
De l'Académie des Sciences morales et politiques



L'avenir français

TÂCHES NOUVELLES



BLOUD ET GAY, ÉDITEURS
PARIS-BARCELONE

L'avenir français

DU MÊME AUTEUR

A LA LIBRAIRIE BLOUD ET GAY :

Histoire de la civilisation. — L'Italie contemporaine (vol. in-12).

Brochures : *La Hollande sociale. — L'Enfant. — La Paix religieuse. — Contre les maux de la guerre.*

LIBRAIRIES DIVERSES :

L'Instinct (in-8°). — *L'Imagination* (épuisé). — *Cours de philosophie. — L'Homme et l'animal. — Psychologie des grands hommes. — Malebranche* (in-8°).

Le Crime. — La France criminelle. — Le Combat contre le crime. — Problèmes de science criminelle. — L'Enfance coupable. — A la recherche de l'éducation correctionnelle à travers l'Europe. — La Belgique criminelle. — De la corruption de nos institutions.

Psychologie des saints. — Saint Ignace de Loyola. — Sainte-Thérèse. — Le Bienheureux Père Eudes. — Ozanam et ses continuateurs. — Pour entrer dans la vie (in-32).

HENRI JOLY

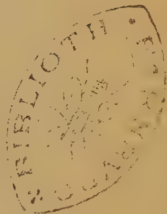
De l'Académie des Sciences morales et politiques



L'avenir français

TÂCHES NOUVELLES





BLOUD & GAY
Éditeurs
— *PARIS, 3, rue Garancière* —
Calle del Bruch, 35, BARCELONE
1917

AVANT-PROPOS

Préparer un nouvel avenir, et cela au milieu même des épreuves les plus périlleuses, voilà qui demande bien des efforts et complique, par conséquent, bien des tâches. Ces tâches, va-t-on les trouver toutes énumérées et expliquées dans ce volume? A coup sûr, non! Peut-être même a-t-on besoin de s'excuser de paraître laisser de côté un grand nombre de celles qui déjà nous pressaient et nous inquiétaient chaque jour davantage ! Car, après la paix du dehors, il s'agit toujours de nous assurer la paix du dedans, la paix sociale, la paix familiale, la paix religieuse. De ces préoccupations constantes, aucune cependant n'a été oubliée dans les essais qu'on offre dès ce jour au public. On a pris

surtout les choses au point où la guerre promet et menace tout à la fois de les laisser; mais on s'efforce de montrer dans les tâches en apparence les plus nouvelles autant de consécrations de celles dont l'heureux achèvement nous est depuis si longtemps nécessaire.

L'AVENIR FRANÇAIS

I

L'avenir des nationalités.
La part de la France.

Si quelques utopistes ont pu croire à de certains moments que l'avenir d'un pays ne dépendait que de ce pays même, que chaque peuple était libre de se faire sa place dans le monde sans se préoccuper de ses voisins, sinon pour faire avec eux, en toute sécurité, des échanges avantageux, il leur faudrait, au moment présent, une singulière ténacité dans l'illusion pour ne pas voir à quel point ils étaient dans la chimère.

Peu avant 1914, au moment même où l'orage éclatait, beaucoup disaient que la guerre était devenue un anachronisme. Or, pendant les quarante années précédentes, alors que les pacifistes devaient avoir les yeux bien ouverts, ils avaient pu compter toute une série de guerres à peu près ininterrompues : guerre entre la Russie et la Turquie (1877), suivie, à brève échéance, d'une guerre entre la Turquie et la Grèce; guerre des États-Unis contre l'Espagne en 1898 ; guerre Sud-Africaine, de 1899 à 1902 ; guerre entre la Russie et le Japon, de 1904 à 1905; guerre entre l'Italie et la Turquie; les

deux guerres balkaniques, sans compter celles qui ont éclaté entre le Chili et le Pérou, entre la Russie et le Japon... Survient la guerre de 1914. Les neutres en reçoivent vite le contre-coup. Ceux qui ne subissent pas le sort de la Belgique et du Luxembourg, tremblent d'avoir à le connaître sous peu. Les menaces en demeurent suspendues sur la Hollande, sur la Norvège, sur la Suisse. On compte le nombre des victimes que la piraterie germanique fait tous les jours dans les marines marchandes des pays scandinaves, dans celle du Danemarck, dans celles de l'Espagne et des États-Unis. Le tableau est complet. Or, d'où sont nés tous ces conflits, sinon des aspirations toujours renaissantes des peuples conquis et annexés malgré eux, mais dont les conquérants veulent à tout prix, conserver d'abord, puis agrandir la possession? Les relations commerciales qui, suivant divers économistes et sociologues, devaient fermer à tout jamais les portes du temple de Janus, les rouvrent incessamment à deux battants, pour en faire sortir les questions de l'opium, du guano, du fer et du charbon, sans parler des guerres coloniales et de la prétention d'imposer par la force ou par la menace des traités de commerce ruineux pour les nations obligées de les accepter. Assurer aux populations — dans l'avenir — la libre jouissance de leurs territoires, de leurs institutions, de leurs lois, de leurs droits à tous les échanges, offrir à chacune d'elles, petites ou grandes, des garanties plus efficaces que celles qu'on leur présentait dans la fragilité des papiers du passé, tel semble être le problème dont le président Wilson se dit prêt à poursuivre la solution, au nom du Nouveau Monde. Que l'avenir de la France y soit intéressé au premier chef, que la question des nationalités à libérer soit pour nous, pour notre propre indépendance et notre propre sécurité, un problème capital, personne ne le méconnaîtra.

Une fois de plus — pour la dernière fois peut-être — les nations opprimées ont, en esprit tout au moins, lié leurs destinées à la nôtre... Soyons vainqueurs, et nous aurons triomphé à la fois pour elles et pour nous ; si le sort nous était défavorable, leur défaite et la nôtre ne feraient qu'un seul et même désastre. La politique intérieure de l'Autriche-Hongrie, la politique extérieure de la Prusse, maîtresse absolue de l'Allemagne tout entière, livreraient, on peut dire, le monde entier à la merci de la race de proie. La consolidation des colonies germaniques ne serait qu'une étape sur la route d'une hégémonie qui mettrait partout la main sur les intérêts les plus positifs des autres nations. Battus dans la cause des nationalités opprimées comme dans la nôtre, nous le serions sur le terrain économique comme sur le terrain politique, si nous laissions se reconstituer ou plutôt se continuer cet état d'abdication où, pendant plus de quarante ans, nous avons permis à la puissance germanique d'envahir peu à peu tous les marchés, de dénaturer partout, à son avantage, les conditions du commerce international, d'organiser, sous vingt formes également trompeuses, un espionnage universel, de nous endormir, nous, nos alliés et nos clients naturels, par des promesses dont la valeur n'aurait pas dû, même alors, nous faire illusion. Combien cependant ne s'en ferait-on pas, si l'on s'imaginait qu'une paix remettant les petites nationalités aux mains de leurs maîtres d'hier n'enhardirait pas encore une fois ces derniers à reprendre activement cette politique?

Nous savons bien aujourd'hui qu'elle était à la veille de triompher sur terre et sur mer, à Anvers comme à Bagdad, partout enfin, quand l'impatience insensée de l'orgueil militaire a précipité les deux États centraux contre nous !

Quant aux nations qui veulent encore espérer en nous, ne les décourageons pas une fois de plus. Prêtes

à répondre à nos appels, si ces appels sont soutenus, elles seraient bien forcées de vivre d'une autre vie, si elles n'entendaient plus d'autres voix que celles du passé. Bon gré, mal gré, ce n'est pas seulement en dehors de nous, c'est contre nous que se laisseraient tourner leurs forces productives, leurs capacités d'échanges, d'échanges économiques comme d'échanges intellectuels. Sans doute, il est bien démontré que nous ne pouvons être directement ni dépouillés, ni asservis; mais il importe que nos amis ne le soient pas et que, maîtres de pouvoir compter sur eux, nous reprenions avec eux, dans l'œuvre de la civilisation universelle, la part dont nous avons trop de sujets de redouter la diminution croissante. A une telle diminution correspond, en effet, bien vite pour nous-mêmes une forme d'asservissement aussi néfaste à nos intérêts qu'à notre honneur national.

Ici, soupçonnera-t-on notre désintéressement? Nous prêtera-t-on des calculs égoïstes et cachés? Se demandera-t-on si on ne trouverait pas en nous des exploiteurs aux manières plus aimables et plus engageantes? A coup sûr, non! Ce que les uns craignent et ce que les autres espèrent de nous, c'est un nouvel accès de désintéressement; c'est le désir de nous replier sur nous-mêmes et de nous refuser aux tâches libératrices, comme celle que la Syrie, par exemple, attend de nous et de nous seuls (1). Heureusement, il est des symptômes d'un esprit à la fois plus prévoyant et plus hardi. « Je suis naturellement reconnaissant aux alliés de leur promesse de libérer notre nation tchéco-slave, écrivait tout récemment le chef du parti national de la Bohême, M. Masaryck, proscrit du sol natal et réfugié

---

(1) Se reporter à la belle campagne du comte Cressati, si bien secondé, d'ailleurs, par nos médecins français de Beyrouth.

à Londres. Il y a des indications que le Gouvernement français joue un rôle prédominant dans cette question slave. Je me réjouis du fait que la propagande politique de nos alliés est un plan de reconstruction de la politique créatrice, et, en cela, je crois distinguer la main de la France (1). »

Si telle est l'importance du sujet, il convient d'en rappeler ici les antécédents historiques, la portée légitime et les limites. On ne saurait rien prévoir de l'avenir, on n'en saurait rien préparer d'efficace, de durable, sans une connaissance précise des legs du passé.

* * *

Nation et nationalité, l'explication de ces deux termes et l'analyse des idées qu'ils expriment ont déjà fait couler beaucoup d'encre, on peut même ajouter beaucoup de sang. Indubitablement, il y a là deux conceptions aussi proches parentes que possible. Mais quelle est celle des deux qui se prétend l'aînée ou qui, tout au moins, revendique la primauté?

Au temps où l'on acceptait généralement l'état qu'on trouvait établi de fait a succédé celui où l'on prétend discuter et régler ce qui veut l'être en droit. Jadis, c'était donc la nation presque toujours issue de la conquête qui s'imposait avec sa souveraineté, avec ses usages invétérés, ses lois toutes faites, avec la légitimité établie de sa famille régnante. Par cela seul qu'on appartenait, de naissance, à une nation donnée, on en avait la nationalité avec tous les devoirs en dérivant. Sans vouloir trop multiplier les métaphores, on peut dire qu'alors le mouvement d'absorption d'une de ces deux idées par l'autre allait du dehors au dedans. De

---

(1) V. *la Nation tchèque*, du 16 janvier 1917, et *le Matin* du 14.

nos jours, c'est plutôt l'inverse : c'est la nationalité qui, après avoir réfléchi sur elle-même, aspire à faire la nation et à la faire à son image, en ce sens que les populations cherchent à grouper librement certains caractères qui, disent-elles, tiennent à leur chair et à leur sang, à leur façon de concevoir la nature, à leur manière de se la représenter, de la sentir, de la peindre, de s'en inspirer. C'est de cette reconnaissance commune de leur génie propre, original et résistant, qu'elles entendent s'élever à la constitution de la nation pour en remanier et l'armature et les organes et la vie extérieure ou de relation. Des idées qu'on n'a le plus souvent trouvées ou dégagées qu'après coup deviennent ainsi peu à peu des idées maîtresses. Ce qui était tenu pour une conséquence devient un principe.

Dans ce principe relativement nouveau, il y a toujours, à la vérité, deux éléments, dont l'un, plus fixe et plus naturel, s'impose, et dont l'autre, plus mobile, se prête à certaines variations. Il est d'abord bien évident qu'on ne choisit pas sa race. Or, la race est à la nation ce que le genre est à l'espèce — ce qui, pour le dire en passant, implique qu'il peut y avoir plusieurs nationalités dans une même race, soit par exemple, dans la race jaune, la nationalité chinoise, la nationalité japonaise, etc. Toutefois, dans la succession des faits qui d'une même race détachent une nationalité, puis une autre, se manifeste une action plus psychologique : elle se traduit par l'initiative et l'ascendant d'une élite, puis par l'adhésion libre des classes moyennes, s'il en existe, en attendant le concours peu réfléchi peut-être, mais non pas précisément inconscient, d'une partie de plus en plus considérable du peuple. Ce second élément est plus mobile et plus variable que le précédent, parce qu'il est plus complexe; et l'on sait que plus une existence est compliquée, plus elle comporte de relations — ce qui veut

dire souvent de conflits avec le dehors. C'est ce qui fait que dans l'arbre les branches et les feuilles varient beaucoup plus que les racines. Il se trouvera donc inévitablement des circonstances ou naturelles ou historiques qui feront que tel de ces éléments de la race se prêtera ou ne se prêtera pas à telle influence de son milieu, la subira ou la dominera, admettra ou non certaines épreuves, mais ne s'y habituera que s'il y trouve un dédommagement de nature à lui faire préférer l'effort à l'inertie.

Dans son discours, un instant célèbre, d'Ajaccio, où il s'appliquait à résumer toute la politique extérieure de sa dynastie, le prince Napoléon rendait assez bien l'aspect de cette complexité et en indiquait exactement les variations possibles. « Qu'est-ce, disait-il, qu'une nationalité? C'est une réunion de conditions d'origine, de race, de mœurs, de géographie, d'histoire, de langue, de religion, d'intérêts : il faut que cette nationalité soit dans la volonté de ceux qui la réclament, il faut que leur peuple soit digne de former une nationalité et qu'il sache s'affirmer par des sacrifices. » De ces multiples conditions il en est — tout le monde aujourd'hui le sait — qui prendront plus d'importance et plus de prix dans une contrée que dans une autre. Si un peuple tient vraiment à sa nationalité, c'est à l'élément le plus menacé qu'il s'attachera le plus. Si, par exemple, c'est à sa langue que ses conquérants en veulent, ce sera surtout sa langue qu'il défendra — comme en Pologne. L'Alsace, au contraire, s'accommodait de parler allemand et n'en était pas moins dévouée à la nationalité française dont elle aimait avant tout l'esprit et dont elle était prête à suivre le drapeau. Si elle cessait un jour de parler l'idiome des Saxons et des Prussiens, ce serait par un effort volontaire, pour mieux consacrer une rupture définitive avec ces associés d'un demi-siècle, trouvés décidément trop répulsifs. A toutes ces

actions issues du tempérament naturel, s'ajoutent — le Prince avait raison de l'observer — l'intérêt; non pas que l'intérêt crée, à proprement parler, la nationalité, mais il peut, s'il tient ses promesses, aider à supporter des différences de caractère qui, dès lors, vont en s'atténuant, deviennent de plus en plus supportables et ne comptent plus guère. En d'autres cas, le conflit des intérêts rendra l'hostilité originelle plus douloureuse encore. Mais que la nationalité mette de préférence sa marque et son signe de ralliement dans sa religion, ou dans sa langue, ou dans la liberté de ses communications, ou dans son art..., le témoignage par excellence de sa vitalité et de son droit à l'indépendance sera toujours l'ensemble des sacrifices d'argent et de sang, qu'elle tient à honneur d'affronter dès qu'elle le juge nécessaire. « J'en crois des témoins qui se font tuer, » dit Pascal.

* * *

Est-ce Napoléon III qui a inventé le principe des nationalités? Est-ce lui qui, comme on l'a dit, l'a lancé dans le monde? Il n'y a jamais eu, en histoire, de ces transformations subites et tout d'une pièce, pas plus que de brusques changements de front sur toute une ligne. Nation et nationalité, prises même au sens le plus moderne, s'étaient accordées en France plus que partout ailleurs, et c'est chez nous que l'on a eu le moins à faire pour renverser entre les deux idées le rapport longtemps observé. Quant à la suite des mouvements qui, de proche en proche, ont retourné les esprits contre le vieux droit des gens, il est aisé de le reconstituer.

Aux droits de succession revendiqués par les familles régnantes et déjà tenues elles-mêmes en respect par le souci d'un certain équilibre européen, la Révolution française opposa la proclamation des droits des

peuples : elle y voyait le complément nécessaire de la proclamation des Droits de l'homme. Tout en se donnant et comme étant, à quelques égards, l'héritier de la Révolution, Napoléon I[er] ne songea guère à faire profiter de cette doctrine les nationalités encore indécises de l'Europe ; mais les germes qu'il n'avait pu en étouffer se redressèrent contre nous, et nous le payâmes d'autant plus cher que nous avions fini par soulever à la fois contre la politique impériale et les représentants des aspirations nouvelles et la sainte alliance qui s'efforçait de restaurer la vieille politique des cours. C'est même à cette dernière que Talleyrand, au Congrès de Vienne, s'était cru obligé de faire un sacrifice : toutes les revendications qu'il soutenait au nom de la France, il les mettait sous la protection du principe de la légitimité (c'est même lui qui propagea le mot), et on sait que, désireux d'être conséquent avec lui-même, il fit échouer la combinaison tendant à reconstituer une Pologne sous le sceptre d'Alexandre, et à laisser la Prusse s'emparer, à titre de dédommagement, de la Saxe tout entière. Pour qu'on respectât les droits de la couronne de France, disait-il, il tenait à ce qu'on respectât également les droits de toutes les autres familles régnantes. C'est ce que Thiers lui a le plus reproché comme une fiction artificielle dont usait et mésusait qui le voulait. D'où devait venir la réaction nouvelle qui combattit et refoula cette réaction même ? De cet ensemble longtemps incohérent d'idées et d'efforts qui, au cours du XIX[e] siècle, se réclamèrent tour à tour, quelquefois simultanément, des traditions bonapartistes. Si on n'ose point en appeler cyniquement à la force et si l'on invoque un droit, il faut choisir entre le droit des rois et celui des peuples. Qu'on puisse les concilier, c'est évident ; mais encore faut-il savoir si c'est le roi qui a la charge de défendre les droits de son peuple exprimés par le peuple même,

ou si c'est le peuple qui est obligé de se grouper autour de sa maison souveraine et de « ses glorieuses destinées ». Sous l'explosion de 1848, dont la secousse allait momentanément soulever presque toutes les nations de l'Europe, Lamartine crut pouvoir résumer le mouvement international en ces quelques mots : « La République française respecte les nationalités étrangères comme elle entend qu'on respecte la sienne. » La République, toutefois, voudra quelque chose de plus ; elle voudra, non seulement respecter, mais aider, jusqu'à les affranchir, les nationalités encore privées de leur indépendance et de leurs droits. Lamennais réclame du pape qu'il se mette à la tête d'une croisade libératrice, et il semble bien que ce soit le refus du souverain pontife qui ait déterminé la révolte définitive du prêtre démocrate. Plus pratique fut la municipalité de Milan qui, en 1859, offrit la couronne de Lombardie (en attendant le reste) à Victor-Emmanuel « au nom du nouveau droit social, résultat du principe des nationalités ». Il est superflu de rappeler comment l'acte fondateur de la nouvelle Italie ne faisait que traduire dans les faits la doctrine autorisée, formulée par le chef du second Empire. Ce qui se passa vers cette époque fut toutefois assez important et assez discuté pour qu'il y ait lieu de s'y arrêter plus à loisir.

* * *

Les objections furent nombreuses et assez vives, en rapport d'ailleurs avec les difficultés vite aperçues. La principale — car c'est celle qui fut la plus exploitée par la duplicité des ambitieux — vint de l'incertitude des limites entre lesquelles une nationalité est précisément appelée à se maintenir et à se déployer. A ce sujet, les uns craignaient des nationalités trop étendues, nées de la fusion plus ou moins spontanée de divers groupes

politiques, sacrifiant leurs aptitudes les plus originales, leurs caractères les plus intéressants, à une centralisation niveleuse. Les autres redoutaient plutôt l'obstination de certaines nationalités peu importantes à refuser, sous prétexte d'indépendance, des unions qui seraient cependant profitables à la civilisation tout entière. Le premier de ces deux points de vue est clairement résumé par Le Play dans sa *Réforme sociale.* Le second est plutôt esquissé par un groupe de purs économistes, au milieu desquels on rencontrera, par exemple, M. Maurice Block, auteur de l'*Europe politique et sociale.*

En sa nomenclature sociologique, Le Play prend le soin de formuler ainsi son opinion avec beaucoup de précision : « Le faux principe des nationalités — erreur ou doctrine insidieuse de certains peuples conquérants qui s'appuient, soit sur la similitude des langages, soit sur l'histoire du passé, soit sur la nature des lieux, pour violer le droit des gens. »

Ceci appelle une première réflexion. Le droit des gens que vise ici Le Play est évidemment l'ensemble des traités conclus, des paroles données. Or, toute souveraineté, que ce soit celle du peuple ou celle d'une famille régnante, a ses responsabilités et ses devoirs : les nations les plus maîtresses d'elles-mêmes et les plus libres sont appelées à prendre des engagements. On peut ajouter que, précisément parce qu'elles sont libres, elles sont encore plus tenues que les autres de faire honneur à leur signature..., tant qu'elles n'ont pas devant elles une violation du pacte, un abus, un péril grave, une menace remettant tout en question. Que l'appréciation de ces abus et de ces périls soit souvent chose incertaine, prêtant elle-même à d'autres périls, à d'autres abus, on ne le sait que trop. C'est ce qui fait que la politique tendra toujours à être moins une science que l'art de provoquer et de faire valoir

des prétextes plausibles, de même que la rhétorique a été définie depuis bien longtemps, non la démonstration émue de la vérité, mais la dialectique des vraisemblances. Il n'en est pas moins vrai que le droit des nationalités et le droit des gens ne sont pas nécessairement en désaccord et que, là où le désaccord existe, le progrès consiste à le faire cesser... du mieux possible. C'est ce qui fait en ce moment que la cause de la Belgique est, sans contestations, la cause de la civilisation universelle, et que l'un et l'autre droits appellent également partout, avec une évidence aveuglante, la réprobation de l'agresseur.

Mais ce que Le Play craignait surtout, c'était que les grandes nationalités n'absorbassent les petites, et il analyse bien les avantages qui doivent plaider pour le maintien de ces dernières. Il soutient qu'elles apportent à la civilisation un contingent de forces morales qu'on ne saurait attendre aussi sûrement de nations trop prépondérantes. « Dans celles-ci, dit-il, les individualités éminentes trouvent rarement l'occasion de s'élever aux plus hauts degrés de la richesse : elles sont moins accessibles à l'orgueil, et, en conséquence, elles sont plus capables de résister à la corruption ou de se réformer par l'exemple. Les familles dirigeantes y sont moins portées que celles des grandes nations à l'absentéisme et à l'oisiveté par l'attrait des capitales; elles sont contrôlées de plus près par l'opinion publique; elles gèrent mieux leurs maisons, leurs domaines ou leur ateliers, etc. » Et ni dans l'histoire de la Renaissance, ni dans celle des temps contemporains, Le Play ne manque d'exemples à invoquer à l'appui de ce plaidoyer. S'il eût vécu il en eût encore trouvé d'autres. Tout cela est donc très spécieux. Seulement, qu'est-ce que Le Play est autorisé à qualifier ici d'erreur insidieuse ou de violation du droit des gens? Est-ce l'idée de la nationalité à ne point violenter, quelle que soit

l'étendue, quelle que soit la richesse, petite ou grande, de son territoire? Ou est-ce l'idée de l'absorption des petites nationalités par les grandes? Incontestablement, c'est la violence ou la ruse que Le Play condamne et flétrit; si la concentration a été volontairement acceptée, il se contente de la regretter. Dans tous les cas, c'est à l'opinion publique et à la vigilance des adversaires coalisés de toute oppression, de faire que le respect des petites nationalités ne devienne pas une utopie.

Il le deviendrait si l'opinion exprimée par Maurice Block au nom de certains économistes venait à prévaloir. Épris du culte des intérêts matériels, cet estimable savant tenait surtout à les servir par ce qu'il appelait l'éclat et la diffusion des « lumières » et par la marche du « progrès », le tout compris quelque peu sur le type de la culture germanique. Volontiers il eût traité de fanatiques ceux qui ne veulent sacrifier à l'embrasement de ces lumières ni leur nationalité ni leur culte. A ses yeux, toute nationalité qui, placée à côté d'une nationalité plus étendue, refuse de s'unir à elle et fait bande à part, tombera fatalement à l'état de « déchet ». « L'humanité, dit-il, a intérêt à ce que les États forment de grands foyers de lumière, et l'ensemble des membres de la nation doit y contribuer, car le foyer est d'autant plus ardent et plus brillant que le nombre des rayons (chaque individu est un rayon) qui y convergent est plus considérable. Si un faible faisceau de rayons voulait établir un foyer à part, il ne pourrait qu'affaiblir le foyer commun sans constituer lui-même une lumière... Ce ne sont que les ennemis du pays, ennemis intérieurs ou ennemis extérieurs, qui peuvent applaudir aux efforts faits dans certaines contrées pour élever des murs de nationalité, comme des murs de langue ou de dialecte, comme des murs de culte, entre les citoyens d'un même État. »

On pourrait objecter ici qu'il s'agit précisément de savoir où doit s'étendre, où doit finir et se limiter utilement ce « même État ». Laissons cette question. Il est assez surprenant de voir chez un économiste, ami obligé de la division du travail et de ses bienfaits, un pareil éloge de l'unification par le dehors et par l'extinction de toute variété, de tout genre de vie, de toute liberté de culte et de langue en un État donné. Sans doute, dans l'équilibre toujours nécessaire à maintenir entre l'unité et la diversité, entre l'initiative individuelle et l'esprit du corps, entre la valeur personnelle et la discipline collective, il ne faut jamais sacrifier l'un des éléments à l'autre; mais beaucoup pensent que la diversité bien vivante va en quelque sorte au-devant de l'unité, beaucoup plus que l'unité n'encourage la diversité. Toute diversité originale sent que les autres ont besoin d'elle, mais elle sent aussi qu'elle a besoin des autres, et de là l'échange des services. Est-ce que ce n'est pas là une vérité classique? Et n'est-il pas paradoxal de voir le même écrivain traiter le projet d'un *home rule* d'œuvre ruineuse, ruineuse pour l'Irlande aussi bien que pour l'Angleterre, comme si en refusant l'institution du *home rule*, on avait réussi à obtenir que la nationalité irlandaise devînt semblable à la nationalité anglo-saxonne, et comme si le maintien de la langue française et de beaucoup de mœurs françaises dans le Canada catholique empêchait le Dominion de développer de plus en plus sa prospérité et sa puissance?

Au-dessus, d'ailleurs, de ces contestations pour ou contre les bienfaits d'une grande étendue territoriale et d'une assimilation indéfinie des énergies nationales les unes aux autres, il y a un principe beaucoup plus digne de rallier tous les esprits. Il importe avant tout à la civilisation générale que les séparations comme les réunions soient consenties et acceptées. Sans apposi-

tion de signatures et sans votes, un groupement vivace trouve toujours le moyen de faire sentir où vont ses préférences et de quelles alliances il est capable de les soutenir un jour ou l'autre. Or, c'est bien de toute préférence combattue et non vaincue qu'on peut dire qu'il s'élève un mur de séparation. Est-ce que depuis 1870 le mur n'a pas été de plus en plus épaissi entre l'Alsace annexée malgré elle et les contrées limitrophes de l'Allemagne? Mieux sera comprise la nécessité de cette politique de persuasion, plus les solutions sembleront aisées parce qu'elles seront plus souples. Entre une indépendance risquant trop d'aller à l'isolement et une unification faisant peser sur trop de germes de vie locale ou régionale un trop lourd niveau, il y a place pour des groupements, pour des unions, pour des fédérations, où soient également respectées les exigences des intérêts économiques comme ceux des sentiments populaires.

* * *

Tout en ayant eu le mérite de faire appel à la conscience de ceux qui avaient leur mot à dire sur les nationalités ou pour elles, Napoléon III n'avait pas été sans voir que la solution des difficultés ne pouvait pas être partout la même. Il eut le tort ou le malheur d'être aussi incertain, aussi peu maître de lui-même dans ses interventions que dans ses non-interventions; car il érigea tour à tour les unes et les autres en systèmes, ayant quelquefois la prétention très imprudente d'imposer l'une ou l'autre, sans une prévision suffisante de leurs conséquences respectives. Or, quand une puissance a l'ambition de prendre en main, de son propre mouvement, la cause de nationalités étrangères, elle doit se garder de deux périls, celui de se faire accuser d'incohérence (ce que les malveillants traduisent toujours par duplicité), puis celui d'être dupe. L'auteur de

la guerre d'Italie ne sut se préserver ni du premier, ni du second.

Dans les critiques qu'il s'est ainsi attirées, on est remonté quelquefois jusqu'à la guerre de Crimée, ce qui ne semble pas juste. On a dit : nous avons versé le sang de nos soldats pour la défense de l'empire turc, et ensuite c'est pour les petites nationalités désireuses de se détacher du même empire, que nous avons travaillé. Il n'y a pas eu là tant de décousu qu'on veut bien le dire, et nous sommes aujourd'hui bien en mesure de parler librement de nos alliés comme de nos ennemis d'autrefois! L'empereur Nicolas voulait s'emparer de Constantinople. S'il l'eût fait, toutes les populations balkaniques eussent été sous sa domination immédiate; n'étant pas mûres pour l'affranchissement, elles n'auraient fait que changer de maîtres; car, malgré la très légitime reconnaissance et le très sincère attachement que les Roumains, les Bulgares, les Serbes, les Grecs ont eu le désir de témoigner à la Russie, personne ne peut dire qu'elles aient jamais fait partie de la nationalité russe. La guerre de Crimée en libéra partiellement quelques-unes; puis, grâce à des conventions successives, les liens qui les assujettissaient se desserrèrent peu à peu; leur force militaire s'organisa, leurs institutions se consolidèrent, leurs relations économiques s'étendirent. Les bandes insurrectionnelles devinrent ainsi, avec le temps, de vraies nationalités constituées et délimitées, à la veille, du moins, de régler pacifiquement, il faut l'espérer, les questions litigieuses que soulèvent encore le mélange de quelques-unes de leurs races et une trop longue absence de frontières reconnues. Somme toute, on peut dire que les États alliés de l'Occident ont bien travaillé, eux aussi, pour les nationalités balkaniques.

Tout à côté de nous, nous avons le droit de penser que la nationalité italienne n'a pas à se plaindre de la

nôtre. Si son action dans la politique européenne n'a pas toujours été celle que nous eussions attendue, nous avons peut-être à nous demander, nous, Français, si le vainqueur de Solférino, ou plutôt le signataire de la paix de Villafranca, s'y était toujours pris de la façon la plus heureuse ; s'il n'avait trop laissé faire au hasard et à l'habileté d'autrui, donnant, retenant, refusant, puis cédant, se mêlant d'octroyer un gouvernement de son choix à une nationalité qui ne le lui demandait pas, — comme le Mexique, — entrant là en un conflit parfaitement inutile et s'en trouvant ensuite trop affaibli le jour où il aurait pu arrêter une coalition d'où devait sortir pour nous le plus terrible des dangers. « Je serai toujours conséquent, dit-il, pour pallier ses insuccès : j'ai combattu pour l'indépendance de l'Italie, j'ai essayé d'intervenir en faveur de la Pologne, je ne puis avoir d'autre sentiment en Allemagne. » Mais en quoi le principe des nationalités était-il intéressé à ce que la Prusse devînt la maîtresse de l'Allemagne du Nord? Est-ce que les divers royaumes germaniques n'étaient pas tous habités par des populations germaniques? D'autre part, est-ce que le Hanovre ne protestait pas contre la mainmise de la Prusse? Et le Sleswig n'avait-il pas plus de titres encore à réclamer au nom de sa nationalité violée? Grande ou petite, une nationalité est une nationalité, quel que soit le gouvernement qu'elle se donne, et, malgré les métaphores de M. Block, on peut soutenir qu'un pays qui tient à la sienne est plus à même de servir la civilisation générale et de l'éclairer de ses exemples qu'un État annexé malgré lui. Une nationalité ne cesse d'être respectable que quand elle menace l'indépendance ou la sécurité de l'une ou de l'autre de ses voisines. Or, d'où vient la menace la plus redoutable, la plus ennemie de l'esprit de nationalité? De la petite nationalité qui ne veut pas se laisser absorber par la grande, ou de la grande qui veut absorber

la petite? En abandonnant à l'Allemagne le sort des duchés danois, ni la France, ni l'Angleterre n'ont bien servi les causes nationales qu'elles se voient obligées de défendre aujourd'hui par le fer et par le feu.

*
* *

En effet, la cause que nous soutenons contre l'Allemagne n'est pas seulement la nôtre et celle de nos alliés immédiats ; elle est visiblement celle des moyennes ou des petites nationalités munies de titres sérieux à l'indépendance et à la réparation de leurs griefs.

Ont-elles pris l'initiative de ces mesures « contraires au droit des gens », c'est-à-dire remettant en question par la force certaines distributions de territoires et certains partages de souveraineté reconnus par les traités? Ces traités, d'abord, beaucoup de nationalités subjuguées n'étaient pas trop mal venues à en contester la valeur; elles avaient cédé devant la force et non sans protester. L'Allemagne avait promis de consulter les populations du Sleswig sur le choix qu'elles entendaient faire de leur nationalité; cette promesse, elle ne l'a jamais tenue. L'Autriche avait été autorisée sur sa demande à occuper — pour y mettre l'ordre après les insurrections que les Turcs ne pouvaient pas comprimer — la Bosnie et l'Herzégovine. Brusquement, de sa seule autorité, elle les avait annexées purement et simplement. D'autre part, ni l'Allemagne n'avait d'Allemands à libérer, ni l'Autriche-Hongrie n'avait à faire rentrer d'opprimés dans le sein de la patrie commune. La grande prétention des deux puissances centrales était d'étendre leurs sphères d'influence et d'action, pour les transformer au plus vite en possessions définitives : hier la Bosnie, demain la Serbie. La lutte des nationalités se présente donc sous un aspect très différent de celui que Napoléon III essayait de lui donner.

C'est incontestablement l'Allemagne qui, en possession de sa nationalité intacte et puissante, attaque des nationalités voisines, et l'Autriche-Hongrie fait de même exactement.

En face d'elles que voyons-nous? Patientes jusqu'à faire douter d'elles-mêmes, ni l'Alsace-Lorraine, ni la France n'ont pris l'initiative de réclamer par les armes la répudiation du traité de Francfort : leur tactique était de démontrer que l'Allemagne avait commis là une erreur dangereuse pour elle en rendant impossibles des accords dont elle eût tiré de plus incontestables bénéfices. Bientôt sans doute les puissances non directement provoquées, l'Italie et la Roumanie en Europe, l'Arménie en Asie s'armeront, combattront même pour un affranchissement plus complet de leurs nationalités respectives. Mais c'est à bon droit qu'un homme politique de Roumanie faisait tout récemment la déclaration suivante (il pouvait n'être pas seul à la faire!) : « Pour rien au monde nous n'aurions provoqué une guerre générale, même si elle devait nous donner les conditions d'existence sans lesquelles une nation ne peut atteindre son plein développement. Mais aujourd'hui que cette guerre a été déclarée par d'autres, il nous est impossible de ne pas saisir l'occasion unique qui se présente. » C'est bien en effet l'agression spontanée des deux empires du centre qui a mis les autres États en demeure d'opter entre l'abandon ou le maintien de leurs droits nationaux. Or, les hostilités une fois engagées, ni le droit des gens, ni la morale internationale, ni la morale tout court ne peuvent empêcher une tierce puissance d'aller au secours d'un belligérant qui lui paraît le mériter par la justice de sa cause. En second lieu, les hostilités une fois engagées, il est impossible de ne pas prévoir qu'elles se termineront par des changements territoriaux où d'autres que les belligérants primitifs auront à sauvegarder leurs intérêts.

A coup sûr, les données de ces divers problèmes sont souvent très élastiques : les solutions sont rarement étudiées ou assurées dans un esprit digne de celui d'un saint Louis ; mais de toute façon celui qui aura déchaînê la guerre n'aura à s'en prendre qu'à lui-même s'il succombe à la fin sous une coalition de griefs qu'il aurait dû désarmer. Les satisfactions qu'on exigera de lui risquent d'être plus onéreuses que celles dont on se serait peut-être contenté si elles eussent été offertes spontanément et à temps.

Dès lors la question est toute dans la justice des griefs invoquês par les nationalités qu'il s'agit de sauver ou d'affranchir. Sur la nationalité belge, il n'y a point à discuter et on ne discute pas. Peut-on discuter davantage sur la nationalité polonaise? A la vérité l'oppression de celle-ci date de plus loin ; mais ce n'est pas là un titre contre elle. Elle a pris soin d'interrompre constamment la prescription par ses protestations réitérées, par les témoignages persévérants de la fidélité qu'elle garde à tous ses souvenirs. Présenter comme une conquête détournée la promesse faite par la Russie de reconstituer sous la protection du tsar une Pologne une, serait doublement injuste. Il est évident que sans une protection prolongée, la nationalité polonaise serait hors d'état de soutenir son indépendance et qu'elle retomberait vite dans l'état de morcellement dont elle a suffisamment éprouvé toutes les douleurs. Mais à qui donc serait-il possible cette fois de confier ou de laisser prendre cette tutelle émancipatrice? Assurément, ce n'est ni à la Prusse ni à l'Autriche. Tout invite donc les alliés à faire pleine confiance à l'héritier des tsars libérateurs. Le désintéressement avec lequel ils secondent depuis un demi-siècle l'indépendance et l'essor des peuples balkaniques leur donne le droit d'y compter.

La crise des nationalités condamnait-elle l'empire

d'Autriche à disparaître? Non, s'il savait comprendre la leçon de beaucoup d'événements. Il y avait longtemps déjà qu'on voyait le péril qui le menaçait; mais il y avait longtemps aussi qu'on voyait le moyen de l'en garantir. Depuis Sadowa, l'Autriche n'a pas un instant cessé d'être le jouet d'un double sentiment : la peur de sa rivale de la veille et le désir malsain d'une revanche à se procurer coûte que coûte au détriment d'autres. C'est pourquoi elle n'a point cessé de faire le jeu de Bismarck, qui l'a irrésistiblement poussée vers l'Orient. Il lui imposait la charge d'y ouvrir une route par laquelle passerait l'hégémonie prussienne pour mettre bientôt sa lourde main sur l'Adriatique, sur la Méditerranée, sur l'Asie Mineure, de proche en proche sur l'univers entier. Il était bien aisé de voir que par une telle docilité, en train de se transformer bientôt en esclavage, l'Autriche-Hongrie allait à la dislocation. Un des hommes qui avaient le mieux étudié la nouvelle Europe, M. Saint-René-Taillandier, écrivait il y a peut-être cinquante ans : « L'Autriche sera fédéraliste ou elle ne sera plus. » Ce fédéralisme eût-il été un pis aller, un expédient périlleux, une solution désespérée? Il s'en faut de tout. Allemands du Sud, aussi différents de caractère que Vienne est différente de Berlin, Slaves du Nord, Slaves du Sud, Tyroliens à l'âme à demi italienne, Magyars abusivement vainqueurs et Roumains mal soumis, tous ces peuples avaient leurs traditions distinctes et toutefois un égal besoin d'unité. De ces deux sentiments, aucun ne pouvait être sacrifié à l'autre sans faire courir à l'empire le plus redoutable péril : nous le voyons clairement, d'ailleurs. Si l'Autriche ne savait pas encourager dans toutes les parties de son grand domaine une tendance efficace au rapprochement et à l'union, dans une satisfaction commune, alors, au lieu d'une force centripète, on devait inévitablement voir agir une force centrifuge, avec des éléments gra-

vitant les uns vers un centre, les autres vers un autre.

Cependant, rien n'est plus prouvé : les Tchèques isolés dans le Nord de l'empire ne demandaient qu'une chose : être placés sur le même pied que les Magyars, former, comme eux, dans l'unité complexe de la Confédération, un groupe raisonnablement autonome. Quant aux Slaves du Sud, Croates, Dalmates, Slovènes et Serbes mêmes, en quelques parties limitrophes de la Serbie primitive, on pouvait observer, il n'y a pas encore dix ans, qu'ils prenaient peu à peu l'esprit occidental : ils respiraient l'air de l'Adriatique et de la Méditerranée et de ses contours plus volontiers que l'air de l'Orient. On remarquait que leurs vieilles habitudes patriarcales allaient en s'affaiblissant; et si, autour de Trieste, leur natalité gagnait de plus en plus sur celle des populations d'origine italienne, ce pouvait être là un gage inespéré contre les tentatives à craindre de la part de Rome. Il y a donc eu un moment où l'empire d'Autriche pouvait consacrer, par la satisfaction de longs rêves enfin réalisés, une solidarité nécessaire. Dans ce caractère mixte, franchement accepté à Budapest comme à Vienne, et comme à Prague, l'empire du Danube eût trouvé en même temps la force et l'indépendance; la France n'eût pas tardé à applaudir à son essor.

Tout ce rêve s'est évanoui. A qui la faute? A coup sûr, pas à nous! Ce n'est pas nous qui demandons pour nous la Transylvanie, ce n'est pas nous qui réclamons Trieste et le Trentin, ce n'est pas nous qui avons, par un régime de centralisation à outrance, détaché la Bosnie, l'Herzégovine et d'autres provinces encore d'un tronc sur lequel elles allaient peut-être se laisser greffer. Mais si nous sommes bien obligés de laisser des nécessités ou des fatalités que nous n'avons pas faites suivre leur cours, un autre devoir nous incombe. Nous devons gagner définitivement à notre cause les puis-

sances nouvelles ou nouvellement agrandies qui vont à leur tour travailler, espérons-le, à la consolidation d'une force capable de barrer la route à l'hégémonie tudesque. A elles seules, elles ne le pourraient pas? Raison de plus pour regarder très amicalement de leur côté, raison de plus pour faire en sorte qu'il ne s'y produise pas de ces dissidences et de ces rivalités qui ont été mortelles à plus d'un État. A nous, peut-être, de travailler dans l'avenir, à ce que ces États affranchis se réconcilient avec ce qui restera de l'ancienne Autriche ayant cessé d'être oppressive et ayant cessé d'être prussienne. Mais de savoir si l'amitié de l'Autriche intacte et puissante n'eût pas mieux valu, c'est aujourd'hui une question bien oiseuse. D'un côté, on nous appelle et on nous attend; de l'autre, on s'est rangé avec une aveugle obstination du côté de nos redoutables ennemis. L'hésitation n'est pas possible. L'établissement du dualisme austro-hongrois a, pour un moment, sauvé, a même paru consolider la monarchie. L'opinion générale était cependant que se maintenir indéfiniment dans cette halte allait devenir de plus en plus difficile. Sans doute, en se réconciliant avec le gouvernement de Vienne, la nationalité magyare lui a rendu longtemps de grands services par son activité, son intelligence et son courage. Seulement, suivant l'expression populaire, elle a voulu tirer l'échelle, et n'a pas vu que ceux qu'elle laissait dans le bas, comme des subordonnés, deviennent des ennemis de plus en plus dangereux. Il y a en Bohême environ six millions de Tchèques contre neuf millions de Magyars en Hongrie. Dans ces conditions les Tchèques, frères de race des Slaves du Midi de l'Autriche, ne pouvaient être dans l'ensemble de l'empire que des sujets jaloux, mécontents et indociles. Le royaume de Hongrie compte, il est vrai, dix-neuf millions d'habitants, mais (au recensement de 1900) on distinguait dans sa mosaïque mal fondue plus de deux

millions de Slovaques, près de trois millions de Croates et un nombre égal de Roumains, et seulement huit millions de Magyars, pas même la moitié de la monarchie. Aux protestations des Roumains dont les droits étaient sans cesse compromis par le rétrécissement du droit de suffrage de leurs nationaux et par la diminution du nombre de leurs députés, que répondait le fougueux ministre Tisza, celui qui prétendit un beau jour que les étrangers ne pouvaient être en sécurité dans Paris? « Nous n'accorderons jamais aux Roumains de Transylvanie, déclarait-il en 1913, l'autonomie qu'ils demandent. Nous sommes décidés à lutter par le sabre et par le feu contre leurs revendications. »

Les Hongrois proprement dits ne peuvent cependant pas accuser le royaume actuel de Roumanie de se servir de journalistes ou de politiciens ambitieux pour inspirer aux Roumains de la Transylvanie un nationalisme factice. C'est le contraire qui est la vérité. En Transylvanie (comme en Galicie, du reste) l'appât de certaines fonctions publiques et l'attrait d'un rôle à jouer dans la monarchie désarme encore assez facilement des partisans de l'indépendance : c'est le peuple, le peuple paysan qui est le plus fidèle, et ce phénomène ne date pas d'hier. En 1856, Edgar Quinet nous disait déjà à propos de la langue roumaine de chacune des fractions séparées : « Pour retrouver sous les alluvions des étrangers la langue nationale, quels éléments possède la Roumanie ? La Bible et le peuple ! C'est dans des villages détournés, sur les routes montagneuses, que les linguistes roumains ont été combler les lacunes de leur vocabulaire et restituer à ceux des mots que les mélanges et le cosmopolitisme avaient altérés leur pureté originaire. » Il y a fort peu de temps, un professeur de l'Université de Jassy, M. Xénopol, maintenant membre associé de notre Académie des sciences morales, nous faisait suivre le lent et obscur développement de

ce mouvement national ; il nous montrait, dans les plus modestes chaumières et chez les bergers des montagnes, le paysan de la Roumanie subjuguée entretenant avec des prêtres et des instituteurs des relations qui élevaient en eux le sentiment national plus haut même que dans la Roumanie libre, trop partagée entre grands propriétaires d'un côté, et prolétaires socialistes de l'autre. Durant une assez longue série d'années, les bergers de Transylvanie faisaient paître leurs troupeaux pendant l'hiver dans les plaines de la Moldavie et de la Valachie (les deux provinces du royaume) et pendant l'été retournaient dans leurs montagnes. Le gouvernement hongrois interdit plus tard ce va-et-vient dans lequel les paysans soumis donnaient à leurs frères libérés plus de patriotisme peut-être qu'ils n'en recevaient. Tel est du moins l'avis du savant professeur de Jassy et de cette élite universitaire qui, sous la pression des événements, travaille aujourd'hui avec ardeur à l'unification de la race et de la nationalité longtemps divisées.

A bien peu de chose près, cette histoire est celle des campagnes polonaises et celle des montagnes de l'Herzégovine et de la Serbie. Il est inutile maintenant de nous appesantir davantage. Les grandes puissances menacées se sont crues à l'abri pour toujours dans cette forteresse archaïque d'une centralisation bureaucratique à outrance : quelques recrues, faites çà et là dans des ralliés que séduisaient les honneurs et le gain, faisaient oublier les masses populaires s'instruisant peu à peu à leur manière et retrouvant d'autant plus volontiers leurs vieilles histoires et leur vieille langue qu'elles voyaient avec plus de regret une minorité s'éloigner d'elles pour opérer avec les vainqueurs des rapprochements intéressés. Là est le caractère nouveau du mouvement que la guerre actuelle accélère. Il est temps que la générosité des classes laborieuses, aidée par

la fidélité de la véritable élite intellectuelle et croyante entraîne partout à leur devoir ceux qui hésitaient encore à faire passer l'amour de la patrie avant le souci de leur repos, de leur bien-être, de leur vanité et de leur luxe. Grâce à Dieu, cette élite grandit tous les jours en héroïsme comme en nombre. Napoléon III n'aura été pour la cause des nationalités qu'un précurseur, utopiste, hésitant, tantôt excessif et tantôt timide, comme le sont presque tous les précurseurs. Faisons en sorte que l'heure vienne enfin d'un vrai retour à l'ordre, également profitable aux libérés et aux libérateurs.

Acculés à un échec militaire définitif ou à la famine, nos agresseurs d'hier promettront-ils aux petites nationalités de les libérer et de les protéger? C'était à prévoir: aujourd'hui c'est à constater et c'est aussi à méditer. Le kaiser offre à la Pologne de lui constituer une autonomie, dont il serait heureux de tirer les plus gros bénéfices en attendant l'occasion de procéder à une annexion pure et simple. Par plus d'un symptôme, on voit poindre d'autre part, en Autriche-Hongrie (1), le regret de n'avoir pas mieux ménagé les différentes nationalités de la monarchie dualiste. Devant ces appels, sinon encore désespérés, du moins bien inquiets, qu'avons-nous à dire et à faire? Nous avons d'abord à nous rappeler que les loups offrant actuellement la paix aux moutons sont bien ceux qui ont violé leurs engagements partout, au Sleswig, en Bosnie-Herzégovine, en Belgique... Mieux armées contre les suites de ces mensonges et de ces violences seront toujours les puissances qui n'auront jamais rêvé d'assimilations impossibles et auront respecté les droits de ceux dont elles voulaient se faire des amis, des auxiliaires et des défen-

(1) Surtout, il est vrai, dans l'ancienne Autriche. Voir dans la *Réforme sociale* de juillet 1917, l'article de M. Georges Blondel.

seurs. Au prix que, sous le coup d'une peur grandissante, nos ennemis semblent attacher à des concours qui les fuient, mesurons l'importance de ceux que nous offrent encore et que nous vaudront demain tant de petites ou moyennes nationalités amies. Finir les guerres, retrouver nos départements libérés de l'invasion, retrouver notre Alsace-Lorraine, avoir conservé victorieusement nos belles colonies, et les avoir préservées du voisinage si périlleux des colonies allemandes qui n'existent plus, tout cela certes serait déjà de nature à justifier, dirons-nous, notre joie et notre fierté? disons plutôt notre confiance en des amis non moins nécessaires à notre avenir. Car, ne l'oublions pas, ce n'est pas seulement chez nous et en dedans de nos frontières que notre cause devra être ou affermie pour longtemps ou compromise à nouveau; ce sera sur le sol de ces États que nos ennemis entendaient se partager, en les agrandissant encore, pour en faire les instruments passifs de leur tyrannie et de notre annihilation nationale.

II

L'avenir de la coopération franco-belge [1].

S'il est une nation dont la liberté d'abord et ensuite la prospérité dans un avenir réparateur, nous intéressent au plus haut degré, c'est assurément la Belgique. Elle eût pu rester complètement nôtre à la fin du XVIII[e] siècle

---

(1) Nous sommes heureux de placer cette étude sous le patronage du vaillant ministre catholique, M. Carton de Wiart, et de montrer par la lettre ci-dessous à quel point nous sommes d'accord.

Le Havre, 11 nov. 1915.

Cher Monsieur,
et très honoré Confrère,

Il me tarde de vous dire tout l'intérêt et tout le plaisir que j'ai pris à lire votre étude si fortement charpentée sur « l'Avenir de la Coopération franco-belge ». Elle témoigne d'une connaissance de nos besoins qui n'a d'égale que votre sympathie pour notre pays, où votre nom et vos travaux sont si hautement appréciés. J'ai goûté tout particulièrement l'exposé préliminaire des cinq vérités sur lesquelles s'appuie cette étude. C'est une merveille de précision et de concision.

Croyez, cher Monsieur et très honoré Confrère, à mes sentiments très distingués et très reconnaissants.

M. Carton de Wiart.

et au commencement du XIXe. Non seulement nous n'avons point porté envie à son indépendance aussitôt qu'elle a prouvé qu'elle y tenait, mais nous y avons aidé. De la libération qui l'avait complètement rendue à elle-même, on a pu dire, suivant l'expression du duc de Broglie, qu'elle a été le dernier bienfait de notre propre monarchie. Depuis lors, loin de donner ombrage à nos voisins du Nord, nous avons toujours entendu veiller, en ce qui dépendait de nous, à leur intégrité et à leur nécessaire indépendance. La solidarité des deux États dans la liberté intacte de l'un comme de l'autre, tel a été notre but, tel il reste. Ce qui s'y ajoute, c'est la vue de toutes les tâches qui nous incombent en commun, en vue de faire que le régime de défense mutuelle et d'aide mutuelle serve les intérêts respectifs et l'heureux avenir des uns comme des autres.

*
* *

Parler de l'avenir, du sein de nos agitations et de nos épreuves, serait peut-être téméraire si nous n'avions pas un point de départ dont la signification ne laisse de place à aucun doute.

« La Belgique est le pays le plus exposé de la terre. » Ainsi parlait le roi Léopold Ier. A quel point il avait raison, c'est ce qu'on n'a que trop bien vu. A la vérité, on avait paru l'oublier quelquefois. La prospérité du royaume, l'estime profonde qu'il inspirait aux nations voisines, la nécessité où l'on était de reconnaître la valeur de ses expériences et l'ingéniosité pratique de ses solutions, l'art avec lequel son gouvernement, fidèle aux croyances et au programme de sa majorité, savait cependant tenir entre les partis un équilibre utile à tous, le bon accueil fait à plusieurs de ses propositions tendant à une amélioration concertée de certaines institutions de protection et de bienfaisance internationale,

les progrès qu'on s'en promettait pour le plus grand bien de la civilisation générale, tout cela pouvait donner, et donna en effet à la Belgique, quelques illusions. Elle se crut en passe de devenir comme le rendez-vous, de plus en plus recherché, de plus en plus brillant, de plus en plus productif aussi, de nations dont le trop-plein s'épanchait sur elle pour s'y transformer en de nouvelles énergies sociales. Un pas de plus, et elle pouvait espérer, elle tout entière, devenir entre les peuples un arbitre aussi écouté que l'avait été personnellement entre les rois de l'Europe le sage fondateur de la dynastie. Les hommes tout à fait compétents et responsables n'étaient pas sans penser à quelque chose d'analogue aux conseils de la Bible : « Celui qui se lie avec un plus grand que lui se met un fardeau sur les épaules. N'entre point en société avec un plus riche que toi, etc... » Ils jugeaient donc que, dans les rapports inévitables avec telle grande puissance, il y avait des précautions à prendre ; ils obtenaient qu'on en prît, mais dans des proportions qu'il a bien fallu reconnaître insuffisantes.

A cette vérité de fait, qui doit être notre premier point de départ, s'en ajoute immédiatement une autre qui mérite de nous arrêter comme à une étape nécessaire. Le péril auquel la Belgique devait demeurer exposée avait, suivant les temps. paru venir tour à tour des quatre points cardinaux. Le péril du Nord, la France avait aidé la Belgique à le conjurer en lui facilitant la reprise de son indépendance, après la fondation qui lui avait été imposée d'un royaume unique des Pays-Bas, sous la suprématie de la Hollande. Du côté de l'Ouest, tout danger d'accaparement militaire était absolument à écarter. Il ne manquait pas de raisons pour rejeter ou même reléguer dans le domaine des hypothèses tout péril d'une hégémonie analogue à celle qui avait fait, par exemple, du Portugal une sorte de

colonie anglaise. Beaucoup craignaient ou affectaient de craindre davantage de la France. Finalement, il apparut avec une clarté aveuglante que le royaume n'était vraiment exposé qu'à l'Est, et là il le fut terriblement. De ce fait non seulement on ne peut plus douter, mais on se l'explique aujourd'hui sans peine par le rapprochement de certaines vérités concordantes. Si la France se savait menacée, elle n'avait, quant à elle, l'idée de menacer personne. A ses espérances d'agrandissement, à ses rêves d'avenir, l'organisation d'une France nouvelle, de l'autre côté de la Méditerranée, donnait une satisfaction qu'elle estimait pouvoir lui suffire. Sur le continent, sans doute, elle souhaitait ardemment la rentrée de l'Alsace-Lorraine à son foyer familial; mais elle caressait l'illusion de pouvoir un jour ou l'autre la retrouver dans quelque combinaison internationale : ou bien, si elle devait la reconquérir par les armes, ce serait, notons bien ceci, — car c'était l'idée des plus clairvoyants, — ce serait au cours d'une guerre que les possesseurs insatiables de Metz et de Strasbourg étaient bien résolus à nous faire prochainement. Or, si nous n'étions plus ni de force ni d'humeur à projeter des conquêtes européennes, nous étions encore d'humeur et de force à nous opposer à celles qu'indubitablement nos principaux rivaux entendaient réaliser à nos dépens. Nous envisagions ainsi comme probable une guerre défensive; quant à la guerre préventive, destinée à masquer pendant quelques minutes la guerre d'invasion et d'asservissement quasi universel, on a vu de quel côté elle avait été voulue, préparée et décidée.

A ces deux vérités s'en ajoute une troisième qui les complète et les éclaire l'une et l'autre. La menace à laquelle tout pays moderne est désormais exposé prend deux formes : la forme militaire et la forme économique. Un instant il fut de mode de proclamer qu'elles s'ex-

cluaient. Dire aujourd'hui qu'elles s'appellent nécessairement serait une autre exagération; mais il est trop visible qu'elles peuvent très bien s'allier. En fait, dans la tempête de l'heure présente, elles se sont coalisées et soutenues. Tel est bien l'événement le plus saillant, la nouveauté la plus redoutable, à tout point de vue, du commencement du xx[e] siècle.

Dans de précédentes périodes, l'esprit d'hégémonie fut tour à tour empreint, ici de sentiments conservateurs, là de sentiments révolutionnaires. Philippe II voulut imposer de force l'unité catholique; les rois et empereurs de la Sainte-Alliance entendirent fortifier à jamais l'autorité de leurs dynasties respectives. La Révolution et le Consulat, l'Empire même avaient entendu émanciper les populations et leur faciliter l'accession à des libertés que la France se flattait d'avoir conquises, et qu'à n'en pas douter, la plupart des nations de l'Europe furent tout d'abord heureuses de recevoir de nous. L'Allemagne et ses sujets, ne craignons pas d'appeler les choses par leurs noms, veulent beaucoup batailler, beaucoup conquérir, pour pouvoir gagner beaucoup d'argent et beaucoup prolonger cette satisfaction orgueilleuse et grossière du mâle qui ne permet pas à la femelle de résister ou de se cabrer quand il n'a pas réussi à la séduire et à lui faire accepter son ascendant. Or, pour l'Allemand du Nord, il n'y a qu'un peuple mâle, c'est le sien; les autres sont de l'espèce à domestiquer et à contraindre à l'obéissance. « Le Bavarois, disait Bismarck, tient le milieu entre l'Autrichien et l'homme. » Bien entendu, l'homme, c'était pour lui le Prussien. Il est aisé de voir à quelle distance il devait reléguer ceux qui ne parlent même pas la langue germanique. Bref, il a fallu comprendre que l'Allemagne entendait mener de front toutes les conquêtes et qu'elle les préparait l'une par l'autre avec ce mélange bien connu de galanterie lourde, d'astuce

menteuse, de cynisme violent, où se corrompt tout ce qu'elle a de qualités sérieuses.

Quatrième vérité, destinée à achever d'éclairer nos voies pour l'avenir. Si la Belgique et la France n'ont pas su mieux conjurer l'immense péril, si elles lui ont permis de bétonner d'avance, à loisir, sur le sol de Namur et de Maubeuge, des chemins destinés à faire passer ses canons de siège, c'est que la diversité des partis politiques et les luttes qui s'ensuivent ont fait trop souvent oublier ou trop légèrement traiter les questions de politique extérieure. Sur les entraves ainsi apportées à la préparation et à l'organisation de la défense, il n'y a malheureusement plus rien à dire.

Mais ceci enfin nous amène à une dernière observation : si les deux pays ne se sont pas toujours bien vus tels qu'ils sont, c'est-à-dire faits pour l'entente contre un même péril, c'est que chacune des deux nations ne voyait et ne jugeait l'autre qu'en raison des ressemblances qu'elle y apercevait avec tel ou tel de ses propres partis, qu'elle aimait ou qu'elle n'aimait pas. Parlez à un catholique belge, il estimera qu'il y a chez nous trop de « libéraux » ; à un libéral ou à un socialiste..., il vous dira qu'il y a chez nous trop de cléricaux : ceux mêmes qui veulent nous en excuser le proclament. Si l'on en doute, qu'on se reporte à un discours prononcé, en février 1911, par M. Vandervelde : « Ceux qui disent tant de mal de la France, s'écrie-t-il, sont ceux *qui ne la connaissent que par le Sacré-Cœur de Montmartre*, les boulevards, le Moulin-Rouge et les bureaux de rédaction des journaux nationalistes », etc. Le va-et-vient d'un grand nombre d'émigrés divers a contribué d'ailleurs à multiplier contre nous ces préventions contradictoires qui faisaient que le Flamand voyait dans le Français l'ami du Wallon et aimait mieux satisfaire son antipathie (c'était bien naturel) en vilipendant l'esprit français en France même plutôt que chez sa

sœur, la Belgique wallonne. Les villes de Bruxelles, Namur, Bruges, Tournai et les petites localités des frontières ont vu successivement se fixer près d'elles des exilés comme Victor Hugo, comme Rochefort, comme maint proscrit du Deux Décembre, puis des religieux exilés par la politique combiste. A propos de ces derniers, j'entendais bien un ministre me dire que leur venue et leur séjour avaient fait tomber dans son parti plus d'un préjugé : mais le parti adverse ne faisait alors que déplacer sa petite base de défiance ou d'antipathie s'il ne pouvait renoncer à en cultiver une. Le moment est enfin venu, — chèrement acheté, — où en face de la Belgique unie l'on devait voir aussi la France tout entière unie, la France tout court, puis les deux nations se concertant au fond des tranchées et sur les bords de l'Yser.

Le terrain est ainsi mieux préparé, mieux aplani : on peut y prendre, de part et d'autre, une vue plus juste de la coopération à laquelle les deux pays se sentent destinés.

***

Sont-ils destinés l'un et l'autre à quelque agrandissement territorial? Les gens prudents estiment que c'est là une question à ajourner. « Attendons, disent-ils, de voir quelle sera l'étendue de notre succès, quelle sera l'étendue des désastres que nous aurons à faire réparer par ceux qui en ont été les auteurs injustes; attendons de voir quelle sera la nature et la solidité des gages qui nous seront offerts en vue d'une paix durable. D'ici là, il est plus urgent de préparer la victoire et de l'assurer que d'en supputer de loin les bénéfices futurs. »

Rien de plus judicieux. Ne négligeons pourtant pas de dire ici que cette question — au jour où elle se posera — ne présentera certainement rien qui soit de nature à troubler entre Belges et Français l'union dé-

sirée. Depuis le commencement de la guerre, les Français, — c'est là un fait aisé à vérifier — s'occupent beaucoup plus de distribuer des territoires aux Italiens, aux Serbes, aux Grecs, aux Roumains, aux Polonais, aux Danois... qu'à en réclamer pour eux. L'Alsace-Lorraine avec une frontière rectifiée pour être mieux défendue, là se bornent à peu près partout nos ambitions de conquête continentale.

Quel est, dans cet ordre d'idées, l'état d'esprit des Belges? Je m'en suis enquis près d'un certain nombre de nos réfugiés devant faire autorité, et je les ai trouvés partagés en deux groupes. Un groupe jeune veut une grande Belgique : il promet de s'assimiler promptement toute la rive gauche du Rhin au nord de la Moselle et nous invite à prendre pour nous toute la partie de cette rive qui est au sud de la dite Moselle. Ils voient là non seulement une réparation légitime du crime germanique et une juste récompense de leur vaillance : ils y voient aussi le rétablissement nécessaire de leur sécurité économique. Par exemple, il était depuis longtemps question du canal de Crefeld à Anvers. Les Allemands se voyaient sur le point d'en tenir, pour mieux dire, ils en tenaient déjà les deux bouts. Le péril, me dit-on, ne peut être écarté que si, ces deux bouts, c'est la Belgique qui les occupe : autrement la voie est ouverte, elle est accaparée par l'invasion économique qui, en Allemagne, s'entend si bien à préparer l'autre.

Certes, le raisonnement est spécieux, mais il ne me paraît pas avoir convaincu tous les Belges. Il en est — et ce ne sont pas les premiers venus — qui me disent résolument : les campagnes de la Sarre, de la moyenne et basse Moselle, de la Kyll peuvent être malléables, elles peuvent être aptes à accepter docilement une empreinte que d'ailleurs elles ont déjà sentie dans le passé; mais les grandes villes rhénanes et leur hinterland économique sont bien trop germanisés, à l'ouest aussi bien

qu'à l'est ; nous n'irons pas nous mettre en un pareil « guêpier ». Ceux qui me parlent ainsi se contentent de considérer comme leur revenant de droit l'intégralité du Luxembourg : ils le réclameront, s'ils le peuvent, au nom de leur commune nationalité arbitrairement et artificiellement divisée, au nom de la situation créée par l'espèce d'abdication de la souveraine. Or, à cette revendication, la France ne fera pas grosse résistance, si même elle en fait une. Qu'elle soit sûre de voir Liége, Namur, reconstruits de manière à être plus efficacement défendus, que la forteresse belge du Luxembourg puisse devenir comme un avant-poste protecteur de nos anciens trois évêchés, l'immense majorité de la France s'en accommodera parfaitement. Quoi qu'il arrive en dernier lieu, on peut dire qu'il n'y aura entre les deux nations aucune compétition territoriale et qu'elles pourront, de leurs frontières réparées, se tendre la main plus amicalement que jamais.

* * *

Les Belges n'auront de même à décider qu'entre eux, et sans redouter de notre part aucun regard inquiet ou soupçonneux, la question parfois brûlante des Flamingants, des Wallons, de leurs parlers respectifs et des conflits qui peuvent s'ensuivre. Nous ne dirons certainement pas qu'elle ne nous intéresse point, mais nous dirons très sincèrement qu'elle n'a pas de quoi nous émouvoir.

S'il s'agit de ces précédents historiques que l'Allemagne recherche partout avec cette partialité rageuse que chacun connaît, nous nous en rapportons pleinement aux érudits de la Belgique même (1). S'ils nous

---

(1) Voir le livre de M. Wilmotte, *la Culture française en Belgique*, Paris, 1912.

apprennent qu'au moyen âge le Flamand et le Français voisinaient et en quelque sorte cousinaient en Brabant même, que la littérature française était prédominante dans les Pays-Bas dès la fin du XIIIe siècle, s'ils prennent la peine de nous expliquer, d'autre part, « la quantité formidable de mots » que le Flamand emprunta successivement au Français, nous accueillons ces témoignages avec une satisfaction et une fierté que nous ne songeons nullement à déguiser. Nons nous mettons pleinement d'accord, je pense, avec nos alliés en invoquant ensemble ces lignes de M. Wilmotte (professeur à l'Université de Liége et chargé de cours à l'Université de Paris). Après avoir noté l'introduction du français en Flandre comme en Wallonie et l'habitude qu'on y prit de très bonne heure de rédiger les actes en français, il ajoute (1) : « Tout cela sans violence et par la force même des choses. Les comtes ne défendirent jamais l'usage du flamand, mais, le plus souvent, le français arrangeait mieux les parties. » Que ce soit là à jamais le symbole ou la représentation de la politique destinée à nous unir !

Encore une fois, nous sommes ici sincèrement désintéressés : ces souvenirs si honorables pour nous ont de quoi nous rassurer. Il en serait peut-être autrement si c'était la partie flamande de la Belgique qui fût limitrophe de l'Allemagne. Alors la communauté — ne fût-ce que par à peu près — de la langue amènerait des relations, des mariages mixtes, des parentés, comme il y en a tant dans les cantons suisses voisins du grand-duché de Bade et du Wurtemberg : nous verrions une fois de plus combien, dans des milieux ainsi mélangés, il est difficile de faire connaître et accepter la vérité. Mais, heureusement pour nous, les Flandres

(1) Ouvr. cité, p. 15.

belges sont enclavées entre les Flandres françaises et ce pays wallon qui parle français. C'est avec Lille, Armentières, Roubaix, Tourcoing qu'elles ont des rapports quotidiens et familiers. Les érudits nous disent que la langue flamande est une langue morte. En serait-il autrement que nous ne prendrions aucun ombrage de la renaissance d'un particularisme flamand. Notre pays s'acheminera très probablement vers un régionalisme aussi peu dangereux pour son unité qu'il promet d'être avantageux pour le rajeunissement de notre vie politique. Nous n'aurons donc pas plus à redouter la renaissance, par contre-coup, d'une littérature flamande que nous ne craindrons de voir le peuple alsacien persévérer dans l'usage d'un dialecte allemand, et que nous n'avons craint l'épanouissement d'une littérature provençale.

Un tel état d'esprit laisse aux deux pays pleine liberté de s'entendre diplomatiquement en langue française pour des coopérations variées. Les progrès de l'internationalisme étaient inévitables. Tels qu'ils ont été pratiqués de notre côté, avec un excès de confiance très mal récompensé, très chèrement payé même, force nous est bien de les restreindre et de ne plus considérer comme des institutions civilisatrices ce qui n'était que nids à espionnages et postes d'avant-guerre. Qui oserait, par exemple, proposer encore, comme on le fit au printemps de 1914, en un certain congrès de Monaco, l'établissement d'une police internationale, avec des services d'anthropométrie internationale, avec des cabinets d'instruction internationale, des parquets internationaux? Et parmi les gens avertis, qui ne regrettera profondément les facilités données ou livrées à l'établissement des lignes télégraphiques germaniques soudées aux nôtres et permettant de faire atterrir à Brest un câble, propriété de l'Allemagne! Il y a eu là toute une série

d'erreurs sur lesquelles il y en aurait bien long à dire (1).

Les nations habituées à tant d'échanges et à tant de relations ne peuvent pourtant pas se claquemurer derrière des tranchées de Chine, essayer de se suffire à elles-mêmes, abandonner complètement tout ce qui s'essayait pour l'assistance aux émigrés, pour la protection des travailleurs en général, etc. Alors, où est la solution, sinon dans la substitution graduelle d'un internationalisme restreint à l'internationalisme sans précautions et sans limites? Tout le monde pense, en effet, qu'il y aura lieu à un resserrement privilégié des relations utiles entre les États alliés qui sortiront à peine de se donner mutuellement tant de preuves de solidarité et de loyauté. Les grands établissements scientifiques et littéraires de France ont tenu à honneur de s'ouvrir devant les professeurs de Liège et de Louvain, de même que le gouvernement belge avait obtenu sans peine l'admission de ses étudiants nationaux à l'École française d'Extrême-Orient. Nous n'avons les uns et les autres qu'à gagner à de pareils échanges. Il y a quelques années, un haut personnage de Bruxelles résumait devant moi son opinion sur le fort et le faible de notre pays et il me disait : « Vous avez chez vous une élite incomparable, nous sommes surpris qu'elle n'ait pas sur la masse de vos populations une influence mieux acceptée et qu'avec des historiens, des sociologues, des économistes tels que les vôtres, vous laissiez tant faire à vos politiciens d'arrondissement et au personnel de vos bureaux. » L'explication de ce contraste demanderait plus d'une discussion sur le terrain de la

(1) Tout le monde a intérêt à la connaître par la publication d'un livre, singulièrement instructif, intitulé : *les Câbles sous-marins allemands*, par M. Lesage, et qui avait un peu tardé à être mis en librairie.

politique. Allons plutôt sur celui des intérêts réels et concrets, des intérêts de tous et de chacun, des intérêts véritablement nationaux. Tant que ces intérêts s'inspirent de la science acquise et démontrée plus que de la politique d'intrigue et de faveur, que leur faut-il? Plus de largeur d'esprit, plus de hardiesse, plus d'indépendance; mais ceci exige à son tour une habitude mieux assise de regarder hors de chez soi là où il faut le faire, de se concerter en connaissance de cause avec des groupes suffisamment éprouvés, de compter enfin sur soi-même et sur les libres accords bien plus que sur l'action arbitraire et intéressée d'un gouvernement de parti. Arrivons alors à la coopération économique des deux États les plus rapprochés et les mieux préparés, ce semble, à s'entendre.

* * *

On ne peut s'intéresser à l'avenir des transactions commerciales entre deux pays qu'en cherchant d'abord et ce qu'elles ont été et ce qu'elles étaient en dernier lieu.

Il est devenu banal de répéter que les affaires faites par les Français au delà de leurs frontières diminuent et que de plus en plus l'Allemagne nous envahit de ses produits. Il ne faut rien exagérer. Prenons la suite des rapports de nos consuls. Il nous disent : « L'ensemble du commerce de la France avec la Belgique a encore en 1904 le premier rang, qu'il a toujours occupé: mais notre avance sur le commerce avec l'Allemagne n'a été que de 12 millions au lieu de 63 en 1903. »

De son côté, la Belgique (car l'extension de son propre pouvoir d'achat et d'échange nous intéresse à plus d'un titre), la Belgique voit s'accomplir en elle, en 1905, un accroissement considérable du commerce, de l'industrie, de la finance, mais du commerce sur-

tout. Son commerce général augmente de plus d'un milliard, son commerce spécial (1) de 500 millions et l'on calcule que, dans cette même année, sa fortune mobilière s'est accrue d'un milliard. Ce mouvement ne s'arrête pas. Le commerce général du royaume augmente encore — en 1906, d'un milliard et demi — en 1907 de 526 millions. Quelles sont en cela les parts respectives de la France et de l'Allemagne? Pour le commerce général, la France avait perdu le premier rang en 1905; elle le reprend en 1906 « avec plus d'éclat que jamais », dit le rapport officiel de notre consulat. Mais c'est surtout par les ventes à la Belgique même et pour elle que nous continuons à tenir le premier rang et même à progresser : c'est surtout dans les achats à lui faire que l'Allemagne développe son action. Devant ce double fait, un optimiste dira : « C'est un signe que l'Allemagne ne trouve pas chez elle, autant que nous, tout ce qui lui est nécessaire, » et il reprendra les vieux arguments de la balance du commerce. Un économiste plus moderne dira qu'il faut admettre que le pouvoir d'achat de la puissance en question a augmenté; il ajoutera qu'après s'être munie à l'étranger d'une quantité croissante de produits destinés à développer sa vie sociale, d'une quantité croissante de matières premières à transformer et à réexporter, après avoir fait des sacrifices pour gagner la clientèle internationale..., l'Allemagne réussit de plus en plus à nous supplanter sur des marchés anciens ou nouveaux. En résumé, tout nous invitait déjà à avoir dans notre avenir économique une confiance justifiée, mais éveillée et obligée d'y regarder de très près.

(1) Le commerce spécial comprend, comme on sait l'importation des marchandises destinées à être consommées dans le pays et l'exportation des marchandises d'origine nationale ou nationalisées.

L'année 1908 est marquée, en Belgique, par une crise grave dont les symptômes principaux sont : le resserrement de l'argent, l'élévation du taux de l'escompte, la diminution et même la suppression du dividende près de bon nombre de sociétés métallurgiques. Parmi les États limitrophes, quel est celui qui souffre le plus de la répercussion de ce malaise? On ne peut être surpris que ce soit le nôtre.

En 1908 et encore en 1909, l'importation de l'Union douanière allemande (qui comprend, avec l'Empire, le grand-duché du Luxembourg) dépasse en Belgique l'importation française. Si on défalque le Luxembourg, des chiffres équivalents se retrouvent, il est vrai, de part et d'autre en 1909, à un million près. Dans les années suivantes, la même allure paraît avoir persisté.

Ce ne sont pas seulement les totaux qui sont ici à étudier : ce sont aussi les diverses catégories de produits préférés par l'offre ou la demande faites à chacun des deux États par l'État voisin. Que la France vende surtout à la Belgique des vins, c'était prévu. On ne s'étonnera pas davantage qu'elle lui vende beaucoup plus d'objets d'art et de produits typographiques, beaucoup plus de lingeries et de confections, d'effets d'habillement, beaucoup plus de machines ou objets divers de luxe et, d'autre part, beaucoup plus de laines qu'elle ne lui en achète. Il n'était pas moins dans la nature des choses que la France fût en Belgique acheteuse de plus de 100 millions de houille et de coke. Nous devons trouver également notre avantage à importer de chez elle du beurre et des œufs, des matériaux divers, des métaux, des engrais chimiques, des déchets de laine, des pelleteries brutes ou préparées en échange des conserves alimentaires où les étrangers nous trouvent une supériorité évidente de saine et fine préparation. Il était moins attendu de voir beaucoup d'irrégularité, beaucoup de hauts et de bas

dans la fabrication et surtout dans le trafic de notre matériel de chemins de fer, où l'on voit nos achats en Belgique passer subitement de 2 millions à 18 ou inversement (1). Il était moins attendu de voir faiblir sur notre marché, depuis quelques années, l'exportation de nos tissus, celle de nos fers ouvrés; plus regrettable encore de constater qu'après avoir pris sur l'Allemagne une avance accélérée en matière de drogues et de produits chimiques, de teintures et de couleurs, nous l'ayons laissée nous distancer à son tour aussi prodigieusement qu'elle l'a fait dans la pratique et dans la vente des produits chimiques en général, et en particulier des matières colorantes.

Tout compensé, notre industrie soutient très honorablement la concurrence germanique, malgré les énormes efforts de cette dernière. On ne peut en dire autant de notre commerce. Or, s'il est des pays qui, par la nature de leur sol, ne peuvent guère être que commerçants, il en est qui ont des moyens d'être à la fois commerçants et industriels, et pour ceux-là chacun de ces deux modes d'action profite beaucoup aux progrès de l'autre : l'industrie trouvant dans le commerce un moyen, non seulement de gagner directement de l'argent, mais un moyen de propager son influence et de préparer graduellement la voie aux industries nationales en retard. A ce point de vue, la Belgique est, en quelque sorte, une riche proie pour les nations voisines. Son régime douanier fait d'elle comme un immense emporium, un port franc où les produits,

(1) Les hommes publics en accusent les hauts prix demandés par le syndicat des usines. Les hommes spéciaux répondent que ces hauts prix leur sont imposés par une foule de mesures législatives et encore plus par les imprévoyances ou les lenteurs des administrations officielles dont les ministres les contraignent à attendre et à subir le bon vouloir.

surtout en cas de surproduction étrangère, affluent pour y constituer des frets de sortie. Il faut convenir que la Belgique s'y prêtait avec une complaisance que ses plus éminents compatriotes eux-mêmes ont jugée parfois excessive. En se relâchant de ses propres efforts? Non. Écoutons ce que nous dit M. Wilmotte en 1912 : » Les marchés d'outre-Rhin, dit-il, alimentent les bazars, les grands magasins et jusqu'aux plus humbles échoppes de Flandres et de Wallonie. Est-ce la faute de l'inertie belge? Nullement : le fabricant indigène n'a jamais déployé autant de vaillance. Mais comment lutter contre une industrie et un commerce entés sur une grande nation, largement protégée, forte du système des primes d'exportation et qui peut écouler à perte sur les rives de la Meuse et de l'Escaut ce qu'elle vend plus cher à l'intérieur? » Plus d'un député de Bruxelles, entre autres M. Renkin, le distingué ministre des colonies, avaient maintes fois dénoncé le péril. Ils avaient montré les moyens de pénétration qu'on laissait s'organiser dans les tarifs allemands sans une réciprocité suffisante (il s'en fallait de beaucoup) pour la Belgique.

Aussi est-ce dans le transit que le commerce de l'Allemagne a pris la plus grande avance sur le nôtre. En six ans, le transit franco-belge avait monté de 562 millions (en chiffres ronds) à 661. Le transit germano-belge avait, dans ce même laps de temps, monté de 652 millions à 980. Il est bien vrai que c'est le transit à destination de France qui reste à peu près stationnaire, tandis que le transit en provenance de France s'est accru. Il est vrai encore que c'est surtout l'Allemagne qui vend à bas prix ses excédents. Il n'en était pas moins inquiétant de voir l'offre de ces bas prix et la volonté d'exporter coûte que coûte préparer cette invasion économique au cours de laquelle nos voisins de l'Est ont si savamment médité

l'autre en vue de les mener finalement de front toutes les deux.

* * *

On a souvent dit, non sans motif, que si la Belgique ménageait alors les intérêts commerciaux allemands, c'était en raison d'Anvers et de la rivalité entre son port et celui de Rotterdam. Certes, les avantages de toute nature que la prospérité d'un grand port et d'une grande ville où affluent les gens, les produits, les capitaux crèvent les yeux; mais il faut voir à quel prix on les paiera dans un avenir peut-être rapproché.

Les étapes de l'invasion commerciale d'Anvers par les Allemands sont faciles à établir. En 1905, un travail spécial, plusieurs fois cité, du reste, avait paru dans le *Phare de la Loire*. D'après les renseignements les plus sûrs, les Allemands établis à Anvers se décomptaient ainsi : dans les négociants en laine, 20 sur 48; dans les commerçants en cuirs, 15 sur 37; dans les fabricants ou marchands de produits chimiques, 20 sur 42; dans les importateurs de caoutchouc, 5 sur 13: dans les assureurs, 33 sur 80; sans parler de la proportion formidable de l'élément germanique dans les Compagnies de remorquage, d'affrètement d'émigration.

En 1911, M. Henry Carton de Wiart, parlant à l'École commerciale et consulaire de Mons, disait (1) : « Il faut nous soustraire à la longue et inquiétante tutelle des maisons d'exportation étrangère (lisez allemandes) qui sont à peu près les seules placières de nos produits manufacturiers. » Il réclamait donc la création de bons organes belges d'exportation, soutenus par des banques belges (2), l'organisation d'une marine marchande

(1) Voir son livre : *Le Bon Combat*.

(2) Il m'est affirmé, en haut lieu, que la grande *banque*

nationale aidée par la rénovation du personnel diplomatique, etc.

En 1913, un ingénieur, M. de Rautlin de la Roy (1) reprenait ces calculs et il aboutissait à cette conclusion que, si on faisait abstraction des naturalisations récentes (lesquelles ne sont, à la faveur de la législation allemande, que des fictions commodes et trompeuses), il n'y a pas moins de 30.000 Allemands sur les 300.000 habitants de la ville d'Anvers.

La troisième étape, on la connaît : c'est l'armée allemande campée en cette même ville d'Anvers où elle avait préparé son entrée tout à loisir, comme elle l'avait fait à Liége, à Namur, à Maubeuge; c'est l'Allemagne entière se flattant d'établir définitivement le complément de Brême et de Hambourg dans le grand port des bouches de l'Escaut, plus rapproché que ces deux-là des usines Krupp, entraînant sur ses lignes de navigation, non seulement toute l'exportation de la Belgique et celle des provinces rhénanes, mais celle du bassin de Briey, celle de l'Alsace-Lorraine, celle de la Suisse du Nord. On comprend alors l'acharnement de l'empire sur la Belgique : il s'agit pour lui d'accaparer une place économique de premier ordre ou d'être expulsé de cette place et de ses dépendances en y perdant les avantages de tout ordre acquis au prix de mille sacrifices, de mille abus de confiance et de mille crimes.

On dit ici : pourquoi la France (qui eût appelé à coup sûr moins de défiance et de réserves) n'a-t-elle pas mieux lutté? Ce pourquoi, il importe de le connaître et de l'expliquer, car c'est par là seulement qu'on pourra bien mesurer la tâche qui va appeler demain

---

internationale de Bruxelles n'avait guère dans son conseil d'administration que des Allemands.

(1) *Les Allemands au port d'Anvers*. Paris, 1913. Larose et Tenin.

les efforts concertés des deux pays. Il est certain que, devant les pavillons anglais et allemand le pavillon français fait maigre figure. En 1908, le premier enregistrait un tonnage de 5.325.000 tonnes; le second venait ensuite avec 3.134.789 et le troisième n'arrivait qu'à 322.593. Livrés comme nous l'étions par le traité de Francfort et aussi par les traités de commerce arrachés par l'Allemagne à la Russie lors des terribles épreuves de la guerre russo-japonaise (1), nous ne pouvions, me dit-on, nous développer à Anvers que timidement : nos rivaux nous menaçaient immédiatement de représailles que nous n'étions pas bien en état de braver, c'est-à-dire d'arrêts destinés à nous enlever du trafic dans nos propres ports. Nos nationaux nous défendaient-ils? Assez peu, et cela pour deux raisons : d'abord la politique électorale ayant disséminé ses efforts au lieu de les concentrer sur quelques points d'importance majeure, beaucoup de chambres de commerce, alléchées par l'appât des subventions et des travaux à faire exécuter chez elles, ont contracté des emprunts dont il leur faut assurer l'amortissement, et elles ne regardent qu'au profit local, qu'il vienne ou non d'une compagnie étrangère. Les commissionnaires, dont nos exportateurs ne se mettent pas beaucoup à même de se passer, ne voient, eux non plus, qu'une chose, les produits, à écouler, quel que soit le pays d'où ils arrivent, quel que soit le trajet par où ils passent, quels que soient les marchés où ils doivent aboutir. Les maisons françaises ont bien essayé de lutter plus avantageusement à Anvers même : elles y ont organisé un syndicat groupant les Européens autres que les Anglais et les Allemands, c'est-à-dire les Français, les Hollandais, les Espagnols, les Italiens. Devant le syndicat anglais et

(1) De toute façon, heureusement, ce traité n'est pas loin de son terme.

devant le syndicat allemand, celui-là était petit garçon et on le traitait avec désinvolture. Il faut ajouter — et ceci est de grande importance — que ce qui importe le plus à tout commerçant exportateur, ce n'est pas seulement d'avoir une ligne ou deux de sa nationalité, c'est d'en avoir qui partent fréquemment et régulièrement. C'est là un besoin qui se fait souvent sentir vivement pour les industries de luxe comme le sont la plupart des nôtres.

Mais tout cela, loin de suffire à tout expliquer, demande un supplément d'explication, et le voici. L'Allemagne gagne sur les émigrants germaniques, polonais, ruthènes, autrichiens, roumains... un argent tel qu'elle peut procéder ensuite à ces abaissements de tarifs par lesquels on a raison de ses rivaux. Grâce aux conventions qu'elle a obtenues ou imposées, et dont elle joue merveilleusement, l'Allemagne a réussi à se constituer un monopole d'émigration orientale des plus fructueux. Regardez sur la carte la petite ville de Myslowitz, au nord-ouest de Cracovie, à une égale et très courte distance des frontières de Pologne, d'Autriche et de Russie et sur un territoire couvert du plus riche plexus de chemins de fer qui soit. Là s'est installée, comme une araignée au centre de sa toile, une agence hambourgeoise dont la mission est de dépister, de surveiller, d'entreprendre tout homme en disposition ou en passe d'émigrer. Tout est combiné pour que chacun de ces voyageurs soit contraint de prendre à la fois un ticket de chemin de fer allemand et un ticket de paquebot allemand à destination de l'une des deux Amériques. Si l'émigrant essaie de s'arracher au monopole et de choisir sa route de départ, on trouve vingt moyens divers de venir à bout de lui en lui démontrant qu'il est provisoirement un indésirable. On arguë de l'irrégularité de ses papiers, du prétendu retard d'un paquebot, du manque de place. On fait jouer, suivant les cas, la

police, la diplomatie, l'hygiène, la morale, jusqu'à ce que, vaincu et découragé par cette multiplicité d'obstacles, l'émigrant, qui dépense là ses économies en pure perte, se résigne à la combinaison exigée de lui. Un Anglais, appartenant à la Compagnie Cunard, a tenu à se rendre compte de ces manœuvres personnellement et *de visu.* Il alla se présenter à ses frais et, en costume d'émigrant, réclamer la liberté de son itinéraire. A la vérité, il finit par gagner cette espèce de pari, mais à quel prix! Après avoir été repoussé quatorze fois et avoir naturellement dépensé à ce jeu ce qu'un émigrant véritable n'eût pu risquer à beaucoup près. C'est de la sorte que la flotte allemande a pu, en 1910, transporter 275.000 émigrants. On conçoit dès lors dans quelles conditions favorables pour elles les Compagnies de Brême et de Hambourg se présentent sur les routes de l'Océan et dans les ports internationaux. Partant avec d'énormes bénéfices assurés d'avance, elles offrent, s'il le faut, des réductions de tarifs dont elles usent pour primer leurs concurrents. Elles arrivent de plus avec ce prestige qui empêche les douanes d'être trop clairvoyantes. De là, une extension de la fraude dont les intéressés découvrent tous les jours le cynisme et la déloyauté.

En effet, les Allemands ont surtout un grand art à dénaturer les papiers qui doivent les faire bénéficier des admissions temporaires et des réexportations. Ils ne sont assurément pas seuls au monde à jouer ce jeu ; mais les succès mêmes de leur transit (dont on vient de voir les causes principales) leur permettent de le faire avec plus de supériorité, comme avec des bénéfices plus considérables. Payer d'abord pour 3, 4 unités et s'en faire soi-disant rembourser une vingtaine ou davantage, grâce à quelques grattages et à l'addition d'un ou deux zéros, est un art où ils sont passés maîtres. Un négociant allemand en vins de Bordeaux veut

faire du commerce en Belgique. Il s'installe en Hollande, près de la frontière belge et il fait d'abord venir, par exemple, dix tonneaux de bon vin de Bordeaux. En Hollande, il les offre au prix coûtant (ses frais compris). Puis il fabrique dix tonneaux d'un mélange de vin quelconque avec des drogues, des bouquets chimiques et, en présentant ensuite à la douane le certificat qu'il a obtenu précédemment pour les dix tonneaux authentiques, il obtient de ce chef, avant toute autre vente, un bénéfice de 90 francs par tonneau. Enfin, il place en Belgique sa marchandise frelatée, à laquelle il affirme que beaucoup de clients trouvent plus de goût et plus de montant : il est juste qu'ils la paient en conséquence!

De tous ces tributs — sans compter ceux que l'Allemagne victorieuse se flattait d'y ajouter encore — les alliés ont l'espoir ferme et justifié de pouvoir enfin se libérer. Qui prendra les places vides? Il ne faut pas se dissimuler que, sous des noms et des titres falsifiés, un certain nombre des industriels et des commerçants évincés reviendront des pays rhénans, de la Saxe et d'ailleurs. Ils n'en auront pas moins subi, par la perte de leurs colonies, par l'immobilisation de leur flotte de guerre, par l'impossibilité où ils seront de nous imposer de nouveaux traités de Francfort ou autres, une défaite qui aura beaucoup éclairci leurs rangs. Le ressentiment, qu'ils ne cessent d'entretenir avec fureur par l'acharnement qu'ils mettent à opprimer leur victime complétera l'œuvre d'assainissement. Les Belges seront-ils alors en mesure de suffire par eux-mêmes à tout ce que l'afflux des marchandises nées de leur propre industrie ou venues d'ailleurs exigera toujours de moyens de transport, de moyens de crédit et de toutes sortes de moyens accessoires : représentation, courtages, assurances? Evidemment non. Cela, nous pouvons le dire sans diminuer en rien la valeur de nos alliés, puisque

la difficulté doit venir pour eux de l'intensité même de leur activité économique qui dépasse ce que leur nombre leur permet normalement : sans nul doute il leur faut des collaborateurs nouveaux (1). Le royaume va trouver en face de lui ceux que tiendront à honneur de lui offrir ses deux principaux alliés. De ces deux alliés, l'Angleterre et nous, il n'y a pas à chercher longtemps pour savoir quel sera le plus empressé et surtout le plus prêt à profiter de la situation. Sans manquer à aucune espèce de convenance, sans méconnaître aucun des services rendus, ne peut-on dire que la Belgique, pas plus qu'un autre pays, ne doit désirer voir s'établir chez elle un monopole? Les Anglais, de leur côté, sont trop bons économistes pour ignorer que tout monopole est un danger, même pour celui qui l'exerce. Par conséquent, l'intérêt des trois alliés est que l'émulation de l'un comme celle de l'autre sache se ménager côte à côte un terrain également hospitalier et également à l'abri de surprises comme celles que médita et infligea le voisin de l'Est.

A ce sujet, des économistes belges très érudits, très au courant des affaires, cherchent à faire à notre pays des ouvertures ou des suggestions assurément fort honorables. « Nous allons, me dit l'un d'eux, avoir à reconstituer nos villes et nos villages, nos usines et

---

(1) Dans le beau volume belge: *Vingt-cinq années de gouvernement* (Bruxelles, 1910) on lisait : « Quant à l'industrie et au commerce, leur production conserve encore un caractère local; toute l'exportation est faite sous pavillon étranger et par l'intermédiaire commercial et financier des maisons étrangères. Les tentatives de création d'une marine marchande et d'organisation financière et commerciale hors frontières n'ont pas réussi jusqu'ici.. La productivité nationale s'est tournée tout entière vers l'intérieur du pays, se contentant de fournir au port l'immense fret de sortie assuré aux navires déchargés. » (pages 70-71)

notre sol même. Quelle que soit l'étendue de la défaite finale des Allemands, quelle que soit l'indemnité que nous aurons le droit d'exiger d'eux, nous aurons énormément d'argent à dépenser, il nous faudra d'abord le trouver. Or, la France est essentiellement le pays de l'épargne, des économies et, en conséquence, du bon crédit. » Je fais observer tout de suite qu'elle l'a été plus qu'elle ne va pouvoir l'être. Cette objection n'arrête pas mon interlocuteur qui réplique que nous saurons toujours trouver des capitaux, chez nous ou en Amérique : à nous de nous charger nous-mêmes de les placer dans des entreprises où cette généreuse intervention ouvrira toutes sortes de portes à nos industries, à notre commerce, à nos arts, etc. Le programme est beau. Pour en épuiser la discussion, il faudrait savoir, dès aujourd'hui, de quelles ressources nous disposerons, indépendamment de ce qu'il nous faudra pour nos propres besoins, tout de suite, et c'est là malheureusement l'inconnu. De plus, il est clair que pour pénétrer utilement dans toutes ces entreprises préparées de l'État voisin, il faut que l'accès nous en soit rendu plus facile que ne l'a été celui de la Russie où, devant l'obstacle des traités, notre développement économique n'a pas suivi le développement de nos opérations financières et du déplacement de nos capitaux. Il faut ensuite que là où on nous montrera des portes largement ouvertes, nous trouvions à y apporter, à y faire agréer, à y faire circuler, à en faire expédier des quantités et des qualités suffisantes de produits français.

A la première de ces tâches suffira, espérons-le, l'abolition des traités trop longtemps subis et leur remplacement par des conventions qui ne nous livreront pas pieds et poings liés.

A la seconde doivent collaborer et les pouvoirs publics de notre pays et notre pays lui-même pris dans

l'ensemble de ses libres énergies, du libre exercice de sa production industrielle et commerciale. Beaucoup pensent déjà, beaucoup trop, à attendre du gouvernement ce que le gouvernement ne peut pas leur donner, ce qu'il ne peut, par conséquent, leur promettre sans les condamner d'avance à des déceptions irritantes. On va lui demander d'abord une organisation du dénigrement des industries étrangères et rivales (alors qu'il serait peut-être plus utile de nous faire étudier ce qu'elles ont de bon); on réclamera de ces prohibitions qui n'empêchent jamais les produits de franchir une frontière sous des marques neutres ou alliées; on voudra voir multiplier de nouvelles banques qui distribueront le crédit sur le papier, dans des textes de lois, sans réfléchir que si on peut décréter l'égalité de tous les électeurs, on ne peut pas décréter et encore moins assurer l'égalité de tous les débiteurs... Quoi encore ? On rêvera de mettre administrativement les corps savants au service des industriels. Bref, on imaginera toutes sortes d'expédients paresseux et routiniers, amis du travail fait et fait par les autres. L'initiative, la discipline, le dévouement intelligent de nos soldats nous font heureusement espérer que, rentrés chez eux, ils sauront trouver autre chose. Déjà, d'ailleurs, les hommes d'expérience se mettent à l'œuvre.

Par tout ce qui précède, on a pu voir que le point central de la coopération franco-belge est à chercher et à aménager dans cette place d'Anvers que l'Allemagne avait faite sienne aux trois quarts. Nos compagnies de chemins de fer ont-elles à faire de nouveaux efforts pour y diriger des courants qui auraient été arrêtés par leur faute? Non. Contentons-nous de ce témoignage de M. Arbel, président de la Commission instituée pour l'étude des relations commerciales entre la France et la Russie : « L'assertion que les tarifs des chemins de

fer allemands sont plus favorables que ceux de nos compagnies est une légende. Il est démontré que lès tarifs internationaux allant de France en Russie par la Belgique sont plus avantageux, kilométriquement, que les tarifs intérieurs allemands. » Les compagnies de l'Est et du Nord n'ont donc qu'à persévérer dans leurs méthodes très attentives, très scientifiques et très soucieuses de la solidarité des intérêts. Beaucoup moins ménagées, beaucoup plus exposées à toutes sortes d'exigences et de pressions, nos grandes lignes maritimes n'ont cependant pas attendu pour étudier de très intéressantes réformes. La *Transatlantique*, les *Chargeurs réunis*, les *Messageries maritimes* ont dès maintenant résolu de faire d'Anvers, non un point terminus, mais une escale, d'un côté pour la Baltique et la Russie, où elles trouveront des émigrants, de l'autre pour les deux Amériques et l'Afrique occidentale. Ce qui existe déjà sera complété et amendé.

N'oublions pas de rappeler que nous avons également de grands intérêts, de bien des sortes, dans cette Belgique nouvelle qui se nomme l'État indépendant du Congo. Nos consuls d'Ostende et d'Anvers, dont les rapports devraient être largement communiqués au grand public (1), nous éclairent sur les défaillances ou les abstentions que nous avons à nous reprocher de ce côté comme de beaucoup d'autres. Il y a là, au centre de l'Afrique, tout à côté de nos propres possessions, une double étendue de territoires où la civilisation chrétienne doit préparer, en bon accord, un immense avenir. Des missionnaires de la même religion, de la

(1) Ils ne coûtent pas cher, il est vrai : de 20 à 30 centimes en moyenne ; mais il faut se donner la peine d'aller les chercher, 3, rue Feydeau ! La presse quotidienne n'en donne pas assez d'extraits.

même Église, quelquefois du même ordre, s'y voient appelés; ils peuvent d'autant mieux collaborer qu'ils parlent la même langue et que c'est la même langue que la Belgique, bien inspirée, s'applique à répandre en son nouvel État. Nous ne sommes pas jaloux, nous l'avons dit, du mouvement flamingant en Belgique ; mais à quoi donc aboutirait-il au Congo, où il a voulu un instant porter sa propagande? La Société royale de géographie de Bruxelles l'a excellemment dit : « Si la Belgique prétend s'acquitter de la tâche civilisatrice qui lui a été confiée, elle ne peut le faire qu'en initiant peu à peu les populations nègres à la culture européenne : pour cela, les langues indigènes sont des instruments insuffisants, inadéquats. Dès lors, la seule langue française nous semble capable de jouer un rôle civilisateur en Afrique. Ne pas combattre de tous nos moyens l'influence déjà trop grande de l'anglais serait une naïveté que l'on ne manquerait pas d'exploiter contre nous (1). »

Et maintenant ce n'est pas notre affaire d'expliquer comment nos commerçants pourraient envoyer au Congo plus de vins, ou plus de tissus, ou plus d'outils de tel ou tel genre. Répétons seulement que ce qui nous manque, ce sont des moyens de communication bien adaptés, bien concertés et rapides. L'Allemagne, qui depuis longtemps convoite la Belgique africaine comme elle convoite la Belgique européenne, a fait des prodiges pour achever les 1.250 kilomètres de la ligne de chemin de fer allant de Dar el Salam, dans l'Est africain, à la région des grands lacs où elle atteint directement le Congo et où elle lui offre la ligne la plus régulière et la plus sûre. Plus nous nous hâterons d'achever les chemins de fer de notre centre africain et d'orga-

(1) Voir Charriaut, *La Belgique moderne*, p. 42.

niser plus largement le service de nos paquebots allant de Bordeaux à Dakar, à Léopoldville et au Brésil ou en Argentine, plus nous resserrerons les liens qui doivent désormais unir en une libre coopération la France et la Belgique.

A n'en pas douter, l'Angleterre, elle, se tiendra prête. Ce n'est pas son gouvernement qui essaiera de faire accepter dans la réquisition une forme pure et simple de l'impôt. Il applique, non seulement avec correction, mais libéralement, la doctrine qui voit dans la réquisition une expropriation partielle et temporaire, exigeant « une juste et préalable indemnité ». Grâce à sa façon, plutôt large, d'appliquer ce principe, ses Compagnies de navigation n'auront point été trop éprouvées, elles auront pu s'entretenir et se réparer, continuer leur service d'amortissement. Aussi, au jour du rendez-vous, dès le lendemain de la paix, seront-elles là pour s'installer sans retard aux meilleures places. Elles ne feront qu'user de leur droit.

Espérons que, chez nous, l'obstacle ne viendra pas précisément de ceux qui devraient aplanir les voies et qui en ont expressément la mission. En un discours prononcé le 17 février 1914 à la Chambre des représentants de Bruxelles, le ministre des Colonies, M. Renkin, disait ne craindre, quant à lui, qu'une chose, « la manie politiquante » de certains partis, dans sa propre nation. Nous sommes bien là, et cette fois beaucoup trop, solidaires les uns des autres, et nous le sentons amèrement, quand nous voyons un ministre menacer une grande compagnie de navigation française de la ruiner (1) pour mieux venir à bout d'elle, comme on est venu à bout de la compagnie de l'Ouest en lui refusant

(1) Voir les textes authentiques dans les *Dépêches de l'Agence Fournier*, supplément du 2 juin 1915. C'est extrêmement éloquent et très précis.

pendant deux ou trois années tout moyen de se développer et de s'amender, afin de mieux préparer la belle opération du rachat! Dira-t-on que nous nous sommes bien étendu sur les entraves dont le passé nous chargeait hier encore? Il le fallait pour mesurer d'avance l'essor qu'il nous est permis d'espérer, une fois que ces entraves seront rompues, hors de chez nous et chez nous.

III

Aurons-nous un nouvel art et une nouvelle littérature?

Conjecturer qu'après la guerre nous aurons beaucoup de choses nouvelles ou renouvelées ne peut sembler d'une présomption bien téméraire. A coup sûr, nous aurons des finances nouvelles avec des impôts nouveaux : c'est même par là que nous débuterons. Nous aurons une instruction militaire nouvelle, puisque déjà nous devons improviser en pleine lutte une nouvelle stratégie, une nouvelle tactique, un nouvel armement sur terre et sur mer. Aurons-nous une diplomatie nouvelle? Ceci est tenu pour tellement souhaitable qu'il serait vraiment dur de ne pas voir un tel désir satisfait. Ceux qui appellent de leurs vœux une administration nouvelle, un parlement nouveau, une entente nouvelle des rapports de l'Église et de l'État, sont incontestablement nombreux et convaincus. Souvenons-nous maintenant que la littérature et l'art ont toujours eu le pouvoir de donner plus de clarté, plus de prestige, un accent plus persuasif et une action plus enveloppante à tout ce qui remue l'opinion, la met en mouvement et la conduit, en quelque sorte, malgré

elle : ils la conduisent chez nous tout d'abord et presque aussitôt dans l'élite des populations étrangères. Du public à la littérature et de la littérature au public, il ne peut pas ne pas y avoir un flux et un reflux d'actions tantôt douces et tantôt violentes. Sommes-nous donc à la veille d'une littérature nouvelle et d'un art nouveau, capables de donner largement à la nation ce dont elle a besoin, ce qu'elle attend? L'œuvre de la reconstruction nationale est si vaste, la nécessité d'y restaurer des forces méconnues et d'y allier des énergies nouvelles ou autrement aménagées, s'annonce comme si impérieuse que la question que nous venons de poser ne peut vraiment pas être éludée.

* * *

Il était naturel qu'elle interressât tout d'abord les littérateurs de profession. Ils n'auront probablement pas le dernier mot, mais il était inévitable qu'ils eussent le premier, eux qui sont toujours à l'affût du nouveau roman, du drame nouveau, comme les mondains sont à l'affût de la mode nouvelle en vêture et en ameublement. J'avise un de leurs recueils, celui, peut-être, qui se targue d'être le plus en dehors des préjugés, le plus indépendant du succès, même le plus éclatant, en philosophie ou en théâtre. Dès la couverture on y est averti qu'on trouvera là les choses les plus contradictoires. En effet! Ces amants de la beauté littéraire pensent sans doute qu'à force d'aller d'amours nouvelles en amours nouvelles, ils ont plus de chances de « trouver la meilleure », comme dit Don Juan. Je les vois cependant animés contre la mode d'une défiance et d'une sévérité qui ont quelque chose de salutaire. « La mode, dit l'un d'eux, s'accommode fort bien de la bêtise des gens ; c'est, je crois, sur cette bêtise qu'elle fonde son empire, voilà pourquoi la mode est si dan-

gereuse en art. » Très bien! Il est non moins irréprochable de lire sur un certain numéro d'avril 1915 : « On compte qu'une immense partie de la littérature d'avant la guerre est inévitablement morte, et on sent que celle qui renaîtra de ces cendres sera plus simple et plus sincère. »

Recueillons cette déclaration qui du reste n'a rien de très inattendu. Ce qui l'est peut-être davantage, c'est l'appel que voici : « Il nous faut maintenant d'autres baisers, d'autres amours, de nouvelles odeurs, une vision nouvelle de la nature et de la femme, de nouvelles joies, de nouvelles douleurs, de nouvelles subtilités. » Est-ce ironique? Est-ce sérieux... ou désireux de le paraître? Ces lignes figurent dans l'article même où la mode est donnée comme fondée sur la bêtise. On aimerait à croire que les nouvelles odeurs ne sont attendues que de cette mode à laquelle ont été dites de si dures vérités. Et cependant il paraît que la tâche ainsi esquissée est tenue pour une grande tâche, car on ajoute immédiatement : « Il faut un poète de génie qui recrée les valeurs sentimentales usées et fanées. »

A côté de ces évocations passablement incohérentes, on entend ceux qui s'effraient d'avance d'une rénovation trop accentuée. L'écrivain qui, dans cette littérature encyclopédique, tenait le rôle d'oracle et de pontife, Rémy de Gourmont, écrivait le 1er juin 1915, quelques semaines avant sa mort : « Ceux qui voient après la guerre l'aurore d'une France nouvelle, catholique, obéissante et vertueuse, me semblent, heureusement, un peu chimériques. » Qu'on ne souhaite pas une France redevenue catholique, catholique avec logique, catholique dans ses institutions et dans ses lois comme dans ses mœurs, nous y sommes trop habitués pour avoir la naïveté d'en être surpris. « Pas de France nouvelle », alors que les raffinés dénoncent eux-mêmes tant de sottises et tant d'abus, pas de « France ver-

tueuse » surtout, c'est ce qui est un peu plus difficile à avaler. Accusera-t-on ici de lourdeur d'esprit ceux qui ont pu prendre ces paroles au pied de la lettre? Ou, au contraire, se gaussera-t-on des bonnes âmes cherchant à ces paroles une interprétation de nature à ne pas trop scandaliser? Avec les disciples de Renan et d'Anatole France, on ne sait jamais.

Essayons cependant d'y regarder encore et de plus près. Essayons de démêler le dernier mot de cette sagesse se recueillant *Sous l'orage* (1). C'est une sagesse de bénédictin libre penseur et épicurien, douloureusement interrompue dans son joli fouillis de bibliomanie, de philologie, de sonnets en vers et de sonnets en prose, et de réflexions tour à tour badines et chagrines sur les aspects les plus variés de la scène du monde : tous ces aspects l'intéressent, lui et ses brillants prédécesseurs, mais pourvu qu'on ne l'oblige d'en prendre aucun au sérieux. Il regarde donc mélancoliquement tout autour de lui. Sa grande crainte est que la nouvelle génération ne retrouve pas « la même liberté d'allures » en ce beau jardin dévasté; autrement dit qu'elle soit tenue en respect par des dogmes et par des devoirs l'attachant à une cause plus haute qu'elle-même. « Pourtant, ajoute-t-il, j'espère que les cauchemars seront vaincus (les cauchemars, non du doute, mais de la foi.) J'espère qu'on saura trouver une méthode où les cœurs lieront le devoir de défendre la vie et le devoir de la vivre. » L'auteur eût été plus franc s'il eût dit nettement de « vivre sa vie, à soi, selon sa fantaisie, » car telle a été la formule à la mode. C'est bien là ce qui fait qu'il est impossible d'attendre de ce côté rien de véritablement nouveau, rien qui ouvre de ces vues « simples et sincères »,

(1) On sait que c'est là le titre du dernier ouvrage de Rémy de Gourmont. Il date de l'été même de 1915.

éclairant la route vers une France mieux assise et moins éprouvée.

Pour renouveler l'art et la littérature, nous allons avoir, dira-t-on, de bien beaux sujets à offrir aux hommes de talent. Oui, car l'héroïsme embellit tout, même la guerre de tranchées, même la guerre sous-marine, même le développement à outrance des armes colossales tuant et saccageant tout de plus en plus loin... Nous aurons, il est vrai, plus de chefs-d'œuvre d'architecture à reconstruire ou à réparer que de chefs-d'œuvre nouveaux à inventer, et à cette générosité contagieuse qui répandait l'esprit français à travers les petites nations européennes, on répond de bien des côtés avec plus de prudence et de fourberie que d'enthousiasme. Mais en revanche notre pays aura cette fois triomphé, et triomphé — c'est là ce qu'il y a de plus vraiment nouveau, — avec le concours, avec les sacrifices de toutes les classes de la société, sans exception. Les victoires de la Marne, celles de l'Yser et celles de Verdun fourniront donc d'aussi beaux sujets que ceux de Reischoffen et que ceux des braves gens de Sedan, et on ne pourra plus traiter ceux qui les chanteront de tristes consolateurs des vaincus.

Ne nous faisons pas d'illusions, cependant, et ne comptons pas trop sur la seule vertu des « sujets ».

D'abord, la nature ne change pas, et les beautés qu'elle renferme encore, celles que l'homme n'a point réussi jusqu'à présent à gâter, n'ont plus, semble-t-il, de révélations à nous faire. Aussi la fameuse phrase, « un paysage est un état d'âme, » demeure-t-elle vraie, tout en demandant quelques restrictions. Une tempête sur la mer sauvage et une journée de calme, en été, sur le lac d'Annecy, une lande de bruyères ou de brousse et une forêt de chênes dans les Ardennes, ont par elles-mêmes, et indépendamment de l'état de celui qui les contemple, une signification réelle. Un artiste se

trouvant dans un état d'équilibre moral, et restant présentement indifférent à ce qui n'a pas ligne, couleur, perspective et composition d'un ensemble, s'inspirera surtout du spectacle naturel, tel que le voient, en lui, les yeux du corps. Reconnaissons que cette paix est si souvent troublée que le même sujet peut aussi provoquer chez les spectateurs des impressions bien différentes ; c'est ici que l'état d'âme reprend son importance, son importance prépondérante.

Tous les jours se levaient clairs et sereins pour eux.

Chez le personnage dans la bouche duquel Racine met cet admirable vers, c'est-à-dire chez Phèdre, les mêmes jours se levaient sombres et tourmentés. Quelquefois l'état de l'âme est assez fort pour imposer une vision, soit déformée, soit très embellie. Quand la petite Désirée d'Alphonse Daudet édifiait ses « oiseaux pour modes », elle avait ses jours d'espoir et ses jours de découragement ! Dans les premiers, la fleuriste donnait à ses oiseaux un air pimpant et des ailes toutes prêtes à s'envoler ; dans les autres elle leur serrait la tête contre les ailes. Ainsi font — plus ou moins — tous les artistes. S'il n'avait qu'à regretter et à chanter un amour de jeunesse où l'imagination avait plus de part que les émotions de la chair et du sang, Victor Hugo se bornait à dire :

Nature au front serein, comme vous oubliez !

Quand il s'agit de sa fille, au lendemain de la catastrophe de Villequier et dans une visite au lieu du sinistre, c'est autre chose :

O souvenir, ô forme horrible des collines !

Ainsi seront parées ou déparées les collines des Vosges ou de l'Artois, suivant qu'on aura la liberté de

n'y sentir que la victoire ou que la mort. Souvent, l'artiste tient à être l'esclave docile de son modèle et il y réussit. D'autres fois, il prend occasion de la première rencontre venue, des moindres souvenirs ; mais les images qu'il en donne se trouvent être assez puissantes pour communiquer au lecteur un sentiment que l'auteur lui-même n'aura éprouvé que par fiction. C'était le signe à perfectionner qui l'intéressait, plus que la chose signifiée. Bref, ne comptons pas trop sur la vertu des sujets nouveaux. Si nouveaux qu'ils puissent être, ce n'est pas d'eux que jaillira le meilleur de l'inspiration. Et puis, qu'est-ce que l'art peut trouver de si neuf devant lui, en dehors de lui? La nature est toujours la même, tous les types ethniques, tous les genres de lumière et tous les paysages de terre, de rochers, de sables ou de glaces nous sont désormais connus. La marche du temps peut, hélas! combler peu à peu bien des vallées et niveler bien des montagnes! Mais ce n'est pas là ce qui ouvrira, dans la nature, des sources nouvelles d'émotion et de poésie.

Si c'est surtout dans la nature que l'art puise ses modèles, c'est surtout dans la société, dans l'histoire et dans l'homme intérieur que la littérature va chercher les siens. Or, nous dira-t-on, là tout est changement, tout est mobilité. Ni les hommes, ni les événements ne se ressemblent. Si une certaine phase de l'histoire se révèle devant un public strictement utilitaire, qu'en résultera-t-il? Des mouvements de spéculation, des achats à terme, des commandes industrielles, des ouvertures de débouchés commerciaux... Si elle se déroule devant un public né pour le beau et pour son culte, elle le trouvera plein d'autres idées, d'autres sentiments qu'il s'agira d'accorder (dans le sens esthétique du mot); car il s'agira de lui en faire désirer, en attendant qu'on la donne, une expression allant au delà de ses propres rêves. Alors, ajoutera-t-on, ce

qu'on appelle le sujet ne prend-il pas infiniment plus d'importance, et, à talents égaux, n'est-ce pas l'exactitude du sentiment qu'on en a reçu qui devient le facteur par excellence de la nouveauté durable et du progrès consacré?

Il le semble bien, en effet; et toutefois cette adaptation du poète, du dramaturge et, en général de l'écrivain, à l'histoire vécue et soufferte, cette parfaite correspondance des sentiments à la veille et au lendemain des grands événements, ce rayonnement d'une sympathie enveloppant les contemporains dans un même élan d'enthousiasme pour une même cause, exigeant les mêmes sacrifices, tout cela ne va point d'un pas égal. Dans l'histoire d'une époque, tout commence par être bien enchevêtré, bien encombré de passions déçues, de prévisions trompées, d'ambitions imparfaitement satisfaites, de souvenirs souffrant d'être méconnus, bref, de ces inévitables inquiétudes d'un doute qui quelquefois brise les énergies. C'est pourquoi le beau sujet qui doit rallier en de communes émotions les écrivains et le public n'établit pas très rapidement son empire. Un homme d'esprit avec lequel je m'entretenais de ces choses sur le seuil même d'une revue me disait : « Notre guerre actuelle attendra encore longtemps son grand historien ou son grand poète; mais que voulez-vous? Napoléon a bien attendu le sien quarante ans. » — Quarante ans, c'était peut-être un peu beaucoup dire; mais ce qui est sûr, c'est qu'avant 1830, Victor Hugo se contentait d'évoquer vaguement le grand captif et de faire passer son image dans une sorte de courte vision orientale; car s'il entendait cette voix du passé, il en entendait aussi bien d'autres :

A l'empire tombé donnant *dans l'ombre* un temple,
Aimant la liberté pour ses fruits, pour ses fleurs,
Le trône pour son droit, le roi pour ses malheurs.

C'est seulement après la Révolution de Juillet qu'il trouve enfin, comme il le dit, que ses aiglons sont éclos. C'est que le souvenir des libertés si comprimées s'est affaibli ou évanoui et que le souvenir de la gloire s'en est avivé d'autant :

Nous t'avons eu pour dieu *sans t'avoir eu pour maître.*

Tel est le signal de la campagne qui doit aboutir, à travers la *Légende des Siècles*, à l'épopée de la guerre de Russie et de Waterloo.

Il n'y a jamais deux époques qui se ressemblent ; et cependant cette lenteur que le poète le plus populaire met à chanter ce qu'il a connu de plus héroïque, est-ce là un fait isolé ? S'il a fallu vingt ans pour que Napoléon inspirât Victor Hugo, combien n'aura-t-il pas fallu de siècles pour que Jeanne d'Arc trouvât, qui donc ? Celui qu'elle attend encore, à moins qu'on ne pense, non sans quelque raison, que c'est maintenant assez de l'avoir elle-même dans la vérité de ses propres récits et dans la sublime naïveté de ses propres réponses. L'ancien régime la trouvait trop peu féodale et trop peu amie des seigneurs ; le grand siècle la jugea sans doute trop populaire ; le dix-huitième la vit trop croyante ; peu s'en fallut ensuite qu'on ne s'égarât à séparer définitivement en elle la réalité de son rôle et le merveilleux de sa mission divine. Ni Ronsard n'a donc vu qu'elle manquait à sa *Franciade;* ni Bossuet n'a prononcé son panégyrique ; ou quand tel des plus brillants salons du dix-huitième siècle la rencontre, c'est pour la comparer à Agnès Sorel, mais en réservant pour celle-ci toutes ses louanges et en se contentant pour l'autre d'un mot, en passant. Aucun des poètes romantiques du dix-neuvième siècle n'est venu nettoyer la boue dont Voltaire avait sali sa statue.

Ainsi passent les temps, et bien des fois c'est l'inattendu qui arrive, alors qu'on en a oublié la préparation

lointaine. Mais cette préparation qu'un André Chénier eût sans doute mûrie, ce n'était pas la pensée d'un Fontanes qui pouvait y travailler. Puis quand arrive le maître de la moisson, il lui faut autour de lui des auxiliaires, il lui faut des voix capables de lui donner la réplique et de faire aimer le commun travail par la comparaison chaque jour suggérée entre les diverses ébauches d'une même œuvre et l'œuvre même portée à son plus haut point de perfection. En serons-nous là dès demain ? Avouons-le, nous ne sommes pas encore sortis d'une période d'anarchie diffuse où se laissent voir aisément l'anarchie scolaire, l'anarchie électorale, l'anarchie parlementaire, l'anarchie littéraire aussi. Du sein du désordre et de l'imprévoyance, l'élément guerrier de la nation apparaît à presque tous comme ayant été seul désintéressé, seul vraiment dévoué, seul discipliné, donc seul prêt. Aussi, est-ce sur lui que l'on compte pour remorquer tout le navire intellectuel, comme en d'autres circonstances une nation peut compter sur l'ordre rassurant et sur l'éclat brillant de sa vie intérieure, pour se constituer avec rapidité des défenseurs ou même des conquérants.

Rien cependant, on ne le sait que trop, ne s'improvise sans beaucoup d'efforts et de sacrifices, et sans l'apparition aussi de certaines aides sur lesquelles on ne comptait pas, sur lesquelles même quelques-uns auraient bien voulu n'avoir pas besoin de s'appuyer. Ne parlons pas de ce qui est éternel ou séculaire, puisque nous sommes en ce moment à la recherche de la nouveauté qui aurait pu nous être préparée dans l'ombre, de la fleur à la veille d'éclore, du fruit ne demandant qu'à être cueilli. Les dix ou quinze années qui ont précédé la guerre nous donnaient-elles un tel espoir ? Est-il aisé d'y compter des germes bien choisis et bien venus d'une riche production ?

Nous avons sans doute plus d'un nom déjà très

digne de figurer dans une sorte d'ordre du jour littéraire, comme il y en a de si beaux dans les ordres du jour de l'armée. Les deux pourraient même coïncider souvent; car, à côté de ces mentions : « A donné l'exemple d'un sang-froid et d'un courage hors ligne, » on aurait aussi lieu d'écrire : « A souvent envoyé du front des lettres admirables, a fait part de ses impressions en homme qui n'a pas seulement célébré la vaillance de ses camarades, mais qui l'a entraînée et soutenue lui-même au prix de sa vie. » Comment ne pas rappeler là les exploits d'un Psichari, auquel on ne reprochera pas de s'être simplement donné la peine de naître et de recueillir un héritage de croyances toutes faites? Comment ne pas penser à Péguy qui, après avoir oscillé de l'anarchie au mysticisme, semblait bien devoir prendre pied à jamais sur une terre solide sous un ciel serein? Par malheur, à propos de ceux-là et d'André Lafon et de beaucoup d'autres, on pourrait répéter avec une légère variante : « A été mortellement blessé... a été tué au moment même où il plantait le drapeau sur la brèche... » De tous ceux qui ont ainsi disparu, nous garderons, certes, le souvenir et nous espérons que ce souvenir sera fécond. Mais à côté même de ces gloires posthumes, interrompues ou mutilées, n'en est-il pas à qui la vie a laissé le soin de parfaire leur œuvre et de pousser leurs plus jeunes amis plus avant encore dans la voie libératrice? On a passé en revue plus d'une fois ces volontaires de la plume et on s'est penché volontiers sur les plans de campagne qu'ils s'enhardissaient à dessiner. On y a trouvé — ce qui était facile à prévoir — l'expression d'un désir sincère de trouver mieux que ce qui existe : on y a suivi les symptômes d'une préférence plus résolument donnée au droit sur la force, au concours mutuel sur la lutte, à la tradition nationale sur le cosmopolitisme, à l'action intégrale de toutes les

forces saines de l'âme sur les subtilités de l'intelligence séparée, de la croyance sur le doute. Peu avant la guerre, on étudiait avec curiosité ces précurseurs, on notait les espérances qu'ils donnaient, et dès aujourd'hui on se demande comment ils s'apprêtent à les justifier.

Voici, par exemple, un petit livre qui fit quelque bruit : *l'Annonce faite à Marie*, mystère en quatre actes, dit l'auteur, drame de tous les temps et mystère médiéval unis du mieux possible, peut-on d'autre part suggérer. Ce que le titre promet nous est-il donné ? En apparence, non, puisqu'il ne s'agit pas du tout de raconter la rencontre de la Vierge avec l'Ange. L'auteur — on le suppose — a voulu nous faire souvenir que l'annonce de Bethléem invitant les païens à une vie nouvelle se répète tous les jours, puisqu'il y a éternellement les mêmes misères auxquelles s'offre éternellement le même Rédempteur. Cette fois, l'époque élue à titre de symbole a été celle où, au milieu des cathédrales qui s'élèvent, on entend le murmure amoureux de tout un peuple fêtant la victoire et le sacre de son roi et la mission d'une autre vierge, apportant, elle aussi, avec elle, une délivrance ; et dans ce cadre se déroule la lutte bien connue de la passion jalouse contre l'amour du dévouement et du sacrifice. Malgré des situations mal préparées et des traits de caractère imparfaitement expliqués, cette tentative a été bien loin de laisser le public indifférent. Elle a forcé l'attention par un mélange habilement fondu de hauteur biblique et de charme évangélique, d'entrain populaire et d'une émotion puisée à sa source la plus profonde. Un tel écrit a-t-il été un événement ? Pour le croire, il faudrait que l'auteur eût donné lui-même à son œuvre une suite consacrant la fécondité de sa création. Or, ni ses dialogues symboliques qui n'offrent guère qu'une matière imprécise et même informe à des livrets de

cantates de style romantique, ni cet essai de drame satyrique où il s'engage beaucoup trop dans le pastiche et dans un pastiche qui fait moins penser à Aristophane qu'à Offenbach, ni surtout — dans ces derniers mois, — sa lamentable suite de prose soi-disant rythmée sur sainte Therèse, ne nous détournent de conclure : c'est à recommencer ! Mais c'est à recommencer avec des moyens moins artificiels. Tout le monde sait que sur la colline de Montmartre, il y a du sacré et du profane dont les asiles ne sont matériellement séparés les uns des autres que par des distances assez courtes. Prétendre en faire voisiner les hôtes divers et faire parler les uns dans le style des autres serait plutôt téméraire. Quand on ne réussit pas à faire des vers antiques sur des pensers nouveaux, on essaie quelquefois d'habiller des sujets antiques — et qui ne meurent pas — avec des ornements de formes nouvelles, mais beaucoup trop vite démodées. Ce n'est pas très heureux. Cet insuccès fait inévitablement penser à ces jeunes modernistes qui ont voulu voir du nouveau dans des conceptions où n'entraient que de vieilles hérésies, vêtues de mots empruntés au langage des modernes sociologues. Là aussi, c'est à recommencer !

* * *

Sur quel fonds et sous quelle forme? L'esprit est libre et souffle où il veut. Mais enfin il souffle sur des aliments qu'il est bien rare de pouvoir modifier à son gré. Ils sont là qui attendent qu'on veuille bien les dégager de leur fumée et de leurs cendres. Or, la littérature qui s'efforce de se frayer un passage entre celle d'hier et celle de demain retient elle-même notre attention sur ces trois objets de ses préférences assez inégales : la réalité, l'idéal et le symbole.

Ainsi présentés dans la simplicité de leur conception

primitive, ces trois mots ne sont point difficiles à expliquer : chacun croit savoir aisément ce qu'il y a de précieux sous chacun d'eux. Par malheur, l'esprit de système, plus pernicieux en art qu'en toutes choses, s'est emparé successivement de chacun des trois et les a compromis dans ce qu'on a appelé le réalisme, l'idéalisme et le symbolisme. Du premier groupe d'expressions au second il y a sensiblement la même distance que du respect de l'État à l'étatisme, de l'intelligence de la nécessité d'un Parlement au parlementarisme, de l'action réfléchie des syndicats indépendants au syndicalisme, de l'esprit militaire au militarisme, et ainsi de suite, la liste pourrait s'allonger encore beaucoup ; il n'est guère de cause que ne compromettent les passionnés, les maladroits, en voulant tout ramener à celle qu'ils prétendent servir ou asservir. Il semble même que plus tel ou tel de ces intérêts force l'attention, plus cette attention a de tendance à se faire partiale et par conséquent à dénaturer ce qu'elle étudie.

Que le sens de la réalité nous ait manqué dans un grand nombre de circonstances graves, dans beaucoup de ces cas où la lucidité, l'énergie et la liberté du développement intellectuel de la nation sont en jeu, c'est trop évident. D'où vient que tel écrivain est si sec, si dur et si troublant, tandis que tel autre est d'une candeur et d'une naïveté si amollissantes ? De ce que le premier ne veut pas voir de vertu désintéressée, et que le second ne voit nulle part le mal aimé pour le mal. Quand nous avons cru qu'il dépendait de nous de déclarer la paix ou la guerre, où cherchions-nous la réalité des choses ? Qu'en faisons-nous quand nous ne voulons plus voir au fond d'aucune des nations voisines aucune trace de la barbarie primitive ? Nous nous enfonçons toujours plus avant dans cette méconnaissance voulue de la réalité, où nous nous persuadons que l'homme est né bon, que l'enfance est l'âge

par excellence d'une vertu absolument spontanée. Dans nos relations, quelles qu'elles soient, nous ne consentons à regarder ni la réalité des obstacles contre lesquels nous nous heurtons à chaque instant, ni la réalité des ressources qui sont le plus à notre portée. Beaucoup ne veulent, dans leur psychologie, voir d'autre action efficace que celle de l'intelligence, et tout le fond persistant de leur être leur échappe. D'autres proclament que « l'intelligence ne sert de rien dans la vie, qu'à critiquer la vie », comme si ce n'était pas là une fonction d'ordre supérieur, destinée à nous épargner au moins beaucoup de sottises en nous permettant de mettre chaque chose à sa vraie place. La réalité ainsi « critiquée », ainsi observée autrement que dans ses fragments éphémères, s'approche de ce qu'on appelle la vérité. Toute vérité est réalité, mais toute réalité n'est pas vérité, si on n'a pas voulu la voir et la faire voir dans l'ensemble où elle a sa place naturelle et dans le mouvement qui la rapproche ou l'éloigne d'une fin en dehors de laquelle elle n'a ni signification ni intérêt.

Parmi les causes de nos illusions et de notre impuissance croissante à voir la réalité vraie, il en est deux dont la littérature de nos jours doit avoir soin de se préserver : l'excès dans la division du travail et la croyance mal comprise à un devenir universel.

La division du travail multiplie, dit-on, les occasions d'acquérir une compétence particulière servie par une habileté de main qui lui rend son art plus facile. Oui, d'une facilité trompeuse et dangereuse parce qu'elle devient irréfléchie et mécanique. Voici deux arts où le roman aime beaucoup, surtout depuis quelques années, aller chercher des sujets, des observations, des leçons, des inspirations : l'art médical et l'art militaire, car tous les deux sont en contact et en conflit avec la réalité dont il leur faut venir à bout coûte que coûte.

Là, toute erreur se paye et se paye cher, puisque c'est l'existence qui est en jeu. L'homme de lettres est donc bien dans l'intelligence de sa mission quand il prend là des personnages dont il se flatte de faire des centres de prévisions, de divinations, de passions, de luttes, et quand il y étudie des états d'âmes destinés à se retrouver, avec des nuances différentes, en bien d'autres endroits qu'une salle de malades ou qu'un champ de bataille. Seulement, il doit être bien convaincu, et il l'est, en effet, que si l'habitude de la division du travail est fructueuse dans la pratique journalière de l'industrie, elle ne l'est pas dans l'observation psychologique et dans la composition d'un drame ou d'un roman. Elle se propage néanmoins, et, sans qu'on s'en aperçoive, elle étend l'influence de ses procédés dans nos méthodes d'enseignement d'abord, dans la formation même de la jeunesse destinée à nous donner l'élite sociale dont nous ne pourrions nous priver impunément nulle part. Les préceptes du véritable art médical et du véritable art militaire coïncident pourtant ici avec ceux de l'art poétique : on pourrait, dans ce qu'ils ont d'essentiel, les superposer indifféremment l'un sur l'autre. Les « spécialistes », il ne faut pas qu'ils se le dissimulent, risquent tous les jours de perdre un peu de leur prestige, tant il en est qui semblent dire, par exemple : « Moi, je m'occupe du rein de M. X... ; quant à M. X..., c'est son affaire. » Raisonnement analogue à celui de l'officier qui ne verrait jamais que les quelques mètres carrés dans lesquels il doit faire manœuvrer quelque engin nouveau, et qui ne se préoccuperait ni de comprendre l'importance de l'emplacement qu'il doit défendre, ni la liaison qui, de proche en proche, intéresse toutes les parties du front les unes aux autres, ni la flamme qu'il doit alimenter dans l'âme de ses soldats. S'imprégner de cet esprit particulariste et de cet industrialisme étroit,

c'est s'exposer à ne rien comprendre ni à une grande politique, ni à une grande expansion industrielle ou commerciale, ni à un grand art militaire, ni à une grande littérature.

Est-il maintenant paradoxal de soutenir qu'un autre obstacle apporté à une large rénovation artistique et littéraire gît dans cette idée trop répandue que tout change et que tout va incessamment de forme en forme vers des existences inconnues? Si tout change ainsi, rien ne dure, et par conséquent rien ne se crée. Mais, dira-t-on, pourquoi se flatter de créer quoi que ce soit? Ne suffit-il pas de s'adapter promptement à ce qui est ou paraît être? Car on ne sait jamais de quel côté se dessinera l'évolution. La réalité du moment n'a dès lors devant elle aucune contradiction possible, hors celle de la force brutale. Pour nous en tenir aux choses de l'art, ce n'est pas seulement l'attitude du moment qui s'y impose, c'est l'impression si vite invérifiable qu'elle paraît avoir produite. Oh! alors, on n'est plus embarrassé pour mettre de la réalité dans ses peintures : on n'a qu'à se baisser et à ramasser, puisque tout est également réel, et que tout ce qui s'est senti, dit, projeté, préparé dans un cerveau ou s'est manifesté par un geste quelconque, tout cela est également réel, *Titine* après *Nana*, et après *Titine* beaucoup d'autres. C'est une voie où le premier venu peut s'engager. Certes, les hommes de goût ont de quoi se consoler avec le si grand succès des romans du *Disciple*, de *l'Étape*, du *Divorce* et des autres écrits de M. Bourget qui sont à peine d'hier. Ils ont arrêté net les sophistes qui défendaient de demander compte à une doctrine d'aucune de ses conséquences, prétendaient que tout pouvait également sortir avec profit et même avec éclat des habitudes de vie du milieu le plus dissocié, interdisaient enfin de chercher un sens à la vie et à la mort. La question est de savoir si l'appel adressé de si haut

sera entendu de la génération qui s'élève, comme de savoir si quatre ou cinq orateurs comme était M. de Mun et comme est Barrès, prévaudront devant le pays contre cinq ou six cents arrondissementiers pour lesquels toute vie individuelle, régionale, nationale se résume dans le maintien de quelques privilèges désastreux.

Un art et une littérature qui entendent se renouveler se proposent généralement de servir soit un idéal nouveau, soit un idéal trop longtemps oublié et méconnu. Ce mot d'idéal n'a pas perdu son attrait; mais comme tous les mots importants, il est tour à tour éclairci et obscurci, agrandi et rapetissé. En érigeant le réalisme en système on n'a pas gagné grand'chose à la cause de la réalité : on l'a fortement compromise, au contraire, comme on compromet tout ce qu'on isole. On n'a pas peut-être rendu meilleur service à la cause de l'idéal par la manière incohérente et discordante dont on s'est plu à prôner l'idéalisme. Au lieu d'être le culte de l'idéal, où la grande tradition platonicienne et où les plus illustres cartésiens voyaient la réalité suprême, la réalité vivante et maîtresse, l'idéalisme contemporain n'a plus vu que la suprématie de l'idée; mais sous ce dernier mot réduit à des proportions de plus en plus humaines, on a surtout vu l'idée maîtresse d'elle-même, se suffisant à elle-même, n'ayant plus nécessairement d'objet en dehors d'elle : c'est le triomphe du germanisme d'avoir ainsi propagé l'idolâtrie de l'idéalisme subjectif, deux expressions qui se contredisent mutuellement et qui excluent également ce qui est et ce qui doit être; car on y substitue ce qu'on veut qui soit, et cela dans des conditions dont on n'a de compte à rendre à personne, du moment où l'on a la force de les imposer.

Mais, dit-on, si la littérature et l'art ne doivent s'attacher qu'à l'idéal, ce sera bien monotone. Il ne faudra plus ni étudier ni représenter que ce qui sera

d'une beauté pure et sans mélange, donc sans caractère. Il faudra se cantonner dans l'irréprochable, dans le génie sans défauts et sans abus, dans la sainteté sans mélange de rien de naturel. — L'objection serait enfantine; il est clair que ce qui nous intéresse, c'est la vie, et que, partout où elle se montre avec suite, elle est instructive et attachante. Il n'y a pas de vie qui ne tende à spécifier, a dit un grand naturaliste; mais spécifier, c'est travailler à la consolidation d'un type valant plus que les essais et les ébauches. Rien ne mérite de nous retenir que ce qui, même dans ses erreurs, est porté par la poussée de son principe interne et par la logique de son mouvement à aller jusqu'au bout, et à donner ainsi l'intelligence de ce qu'il est. Les contradictions de la nature humaine ne sont pas niables : mais elles ne valent la peine d'être décrites et expliquées que si chacun des éléments qui luttent l'un contre l'autre est posé suivant les conditions de tout drame, c'est-à-dire en nous donnant le sentiment de ce que chacun aspire à être et est condamné à se manifester, si on ne peut dire qu'il y est convié et appelé. Ce n'est point là autre chose que l'application de cette maxime bien ancienne, que toute chose doit être étudiée dans ce qu'elle offre de plus complet, de plus achevé, de plus cohérent. Cela est vrai en science, en critique, en art, en littérature. Autrement on s'attache à des velléités, à des indécisions, à des futilités, à des illusions, qui peuvent bien emprunter aux choses du jour quelque apparence de réalité, mais méritent finalement que le bon sens public dise : « Ça n'existe pas! »

Dirons-nous la même chose de l'école qui n'a voulu ni de la réalité, ni de l'idéal, trouvant la première trop grossière et le second trop incertain en même temps que trop ambitieux, et qui a cherché un refuge intermédiaire dans le symbolisme? En littérature comme en

métaphysique, il a été beaucoup parlé de symboles ; à un moment donné, chez Herbert Spencer et chez Taine, il n'était pas question d'autre chose, et on sait à quel point les poètes et artistes symbolistes ont été charmés de nous ouvrir là des sources, d'où ils ont fait jaillir les livrets d'opéras, les sonnets et les poèmes, sans excepter de jolis essais dramatiques.

Il est toujours difficile de tenir un milieu entre deux extrêmes sans faire quelques sacrifices à l'un des deux. Le célèbre positiviste anglais doit une grande partie de sa fortune philosophique à la distinction qu'il établit entre ce qu'il appelle le réalisme grossier, croyant voir les choses telles que les sens les voient et les palpent, et un idéalisme prétendant faire état de conceptions dont on ne peut rien dire de clair et dont on ne peut rien prouver, qui n'ont donc aucune place marquée dans l'ordre des connaissances. Seulement il croit à un « réalisme transfiguré, » qui réconcilie ces deux points de vue : il affirme que derrière toute manifestation interne ou externe est une puissance inconnaissable, mais certaine, qu'elle est même la seule chose permanente, le fait absolu sans lequel il n'y aurait pas de faits relatifs. Ce que nous en disons ne l'explique pas, ne l'exprime même pas, mais la symbolise. Taine est à l'autre pôle. Il estime que toutes nos conceptions, toutes nos définitions, toutes nos expressions étant nécessairement inadéquates, les réalités que nous croyons saisir ne sont que des symboles, des symboles de quoi ? Non plus d'un inconnaissable, mais d'une réalité sensible dont nous ne pouvons que nous rapprocher, d'explication en explication, de « substituts en substituts », d'analyses en analyses. Ici c'est à la réalité sensible que nous tendons, c'est finalement sur elle seule que nous avons à nous guider.

Tout en se donnant, tout en ayant une valeur plus indépendante des théories, le symbolisme en littérature

n'a échappé à l'une de ces deux tendances que pour subir l'action de l'autre. Dans des conceptions qu'on estime avoir trop vieilli parce qu'elles étaient trop simplistes, un symbole était défini « signe extérieur indiquant une chose qu'on ne voit pas ». Ainsi la liturgie catholique tout entière n'est d'un bout à l'autre qu'un long symbolisme. Seulement, dans la liturgie, c'est le sentiment de la réalité qui doit dominer : le sentiment de la vraie purification, du vrai pardon, de la vraie union avec les personnes divines ; l'image symbolique n'intervient que pour soutenir la croyance. En matière profane, le symbole a naturellement plus de liberté.

Là, rien n'empêche que le signe, qu'il soit son ou couleur, lignes, geste ou parole, agisse sur les sens de manière à les charmer en quelque sorte de lui-même, par ce qu'il contient de sonorité, d'éclat et d'harmonie. Qu'il éveille dans l'esprit d'autres images encore, l'effet s'en prolongera d'autant, mais dans quel sens ? Dans celui que le poète voudra, soit dans le sens d'une autre réalité matérielle, soit dans le sens d'une réalité spirituelle cherchée, regrettée, avouée de lui et dont il s'efforcera de faire partager l'amour ou le regret.

On ne peut donc pas s'étonner que le symbolisme s'attarde volontiers dans l'image et devienne souvent indifférent à la réalité qu'elle est censée recouvrir. Il n'y a pas bien longtemps que l'école régnante nous donnait des exemples bizarres de cette fantaisie : les voyelles devenaient symboles de couleurs, les couleurs symboles de sons : les fleurs, ces vieux symboles populaires, ne conservaient leur privilège qu'à la condition d'être très rares et inconnues du vulgaire.

Mon cœur est corylopsis du Japon,

ainsi débutait une pièce de vers, qu'en une certaine société psychologique, Taine, révolté dans la survivance de ses goûts classiques, aimait à débiter devant

Charcot. Plus récemment, un scholiaste du nouvel art poétique prétendait que chaque symboliste ne devait daigner rendre que ses sensations personnelles, si rares, si incomprises qu'elles pussent être. Être rares et incomprises, c'était là le meilleur signe de leur originalité supérieure. Beaucoup de peintres et de musiciens se sont mis dans ce beau cas. Alors comment le public peut-il les suivre? Aussi serait-on tenté de définir ce symbolisme, la manie de mépriser la signification naturelle des choses, des faits et des mots pour leur en prêter une imaginaire. Cette interprétation serait-elle si iujuste ? Mais à chaque instant nous tombons sur des déclarations comme celle-ci : « Le poète symboliste n'observera pas le monde pour s'en inspirer, il s'inspectera lui-même, et découvrira en lui le monde qui lui est personnel et dont, par la projection d'images devenues des symboles, il réalisera au dehors l'apparence et la fantaisie (1). » Qu'est-ce donc qui fera la valeur des images ? « L'enchantement verbal, » ce qui veut dire tout simplement « des mots ». On aura beau nous dire que ce symbolisme s'est finalement élargi, qu'il a voulu créer ses images « selon la conception générale du monde » ; tout de suite il est ajouté « que cette conception sera celle qui aura paru possible à chaque cerveau symbolisateur ». Au lendemain de la mort de Rémy de Gourmont, à la suite de toutes les manifestations plus ou moins symboliques du comité d'apothéose, venait la poésie d'un disciple chargé de clore la cérémonie par ces vers :

Au zénith des soleils s'éteignent chaque jour.
Chère âme, les discours passent, les hommes meurent,
Les fleurs tombent, il n'est que les mots qui demeurent.

---

(1) *Mercure de France*, novembre 1915, article de L. Dumur, c'est-à-dire de l'une des premières autorités du recueil (que du reste on aurait tort de ne pas lire assidûment).

Les mots ! C'est à la fois peu et beaucoup. C'est surtout beaucoup, quand ces mots ont la prétention de créer l'enchantement par eux-mêmes, par eux seuls.

***

Une première conclusion à tirer, semble-t-il, de ce qui précède, est qu'après nous être beaucoup payés de mots, il est grandement temps pour nous de renoncer à ce genre de récréation. S'il fut un temps marqué pour l'action, c'est bien celui-ci, et s'il fut jamais une génération se décidant avec unanimité pour une action virile, c'est bien la génération tout à fait actuelle. Ne pas applaudir à un tel changement, ne pas s'employer de tout son pouvoir à en maintenir et à en développer le bienfait, est manifestement impossible. La littérature française ne risquera jamais de manquer de subtilité, de fantaisie, d'élégance. Jamais non plus la nation, dont elle est l'expression et l'image, n'aimera exclusivement l'action pour l'action, ni ne sacrifiera de propos délibéré l'humanité et la justice à un besoin brutal d'imposer sa volonté et de faire sentir qu'elle en est maîtresse. Cette nécessité si actuelle et si pressante d'une action concertée contre les outrages d'une pression qu'on n'avait pas assez voulu prévoir, ne craignons donc pas qu'elle atteigne nos qualités originelles, celles-là même que nous avons souvent cultivées avec une complaisance par trop exclusive. En ouvrant — chez nous — une source d'initiative, de courage, d'héroïsme, l'action peut nous ouvrir aussi une source d'éloquence et de poésie. Mais toute action digne d'inspirer une littérature comme fut et comme doit demeurer la nôtre, suppose deux conditions : une connaissance exacte des moyens réels et la poursuite d'une fin digne de nos traditions et de notre passé. La réalité dont nous avons à nous accommoder pour pou-

voir nous en servir, nous ne la connaîtrons jamais trop, jamais assez, qu'il s'agisse de la trouver en nous-mêmes ou chez les autres, ou dans la nature impassible des choses et de leurs lois naturelles, ou dans les expériences de notre passé. Réalisme idéaliste, ces deux mots ne se révoltent nullement l'un contre l'autre, ils sont même faits pour s'allier et se compléter mutuellement : sinon le réalisme devient un grossier mélange d'exagérations et d'oublis, l'idéalisme s'évanouit dans l'incohérence du rêve, et le symbolisme devient comme idolâtre du stérile enchantement des mots.

Ce besoin d'action et d'une action ainsi gouvernée sera-t-il consacré et satisfait par l'union des âmes et le concours de toutes les bonnes volontés ? Dieu le fasse. Mais ce serait probablement oublier la réalité la plus actuelle et la plus préoccupante, que de se laisser aller à y compter pour demain. Ce qui est beaucoup moins chimérique, c'est d'appeler de ses vœux la constitution hardie d'une opposition solide, compacte et résolue, décidée à tenir en éveil et en respect tout ce qui a failli compromettre si gravement les intérêts de notre action séculaire. La plupart du temps, les belles époques littéraires et artistiques ont débuté par l'action d'une opposition vraiment organisée, vraiment éclairée sur la réalité de ce qui est possible et de ce qui ne l'est pas, vraiment apte à faire sentir le sens de toutes ses paroles, de toutes ses manifestations, de tous ses actes concertés. Le siècle de Louis XIV lui-même a été précédé par l'action d'une opposition, qui s'était dressée contre quoi ? Contre la tentative de dissolution de l'unité française par l'action protestante alliée à l'étranger et contre l'anarchie seigneuriale. L'autorité napoléonienne a pu être tenue, elle aussi, pour trop absolue : mais elle aussi, si elle a été acceptée et si elle a inspiré une si grande partie du XIXe siècle, c'est qu'elle recélait une double opposition, oppo-

sition à toute tentative de retour à l'ancien régime et opposition aux désordres révolutionnaires. Toute époque agonisante laisse après elle un poids mort, sous lequel il s'agit de ne pas se laisser asphyxier ou paralyser. Telle sera la tâche de demain, tâche faite de résistance et d'action positive : les deux vont toujours ensemble.

Que la renaissance artistique et littéraire puisse sortir de là plus brillante que jamais, rien ne nous défend de l'espérer. Sainte-Beuve a dit très profondément et très justement : « En fait de classiques, les plus imprévus sont encore les meilleurs et les plus grands. » Le mot a une double portée. Oui, en un sens, les plus illustres écrivains, les plus grands artistes, sont ceux devant qui l'opinion publique a été le plus démontée tout d'abord, précisément parce qu'ils apportaient avec eux quelque chose d'original et de nouveau. Mais d'autre part il faut se souvenir que ceux qui ont finalement fait le plus d'honneur à la pensée, à l'éloquence, à la langue française n'ont pas toujours été, tant s'en faut, des littérateurs de profession. Par delà l'enchantement verbal, dont ils n'avaient pas même le loisir de se préoccuper, ils allaient droit à la réalité et droit à leur but. On apprenait plus tard qu'ils l'avaient fait avec tant de souci de la justesse et de la vérité, tant de souci de mettre leur âme tout entière au service de leur cause, qu'ils prenaient, dans les premiers rangs de l'élite intellectuelle, la place de mainte ambition et de mainte prétention destinées à être vite oubliées du grand public. Ce qui presse le plus, c'est l'action, l'action nationale ; le reste viendra providentiellement par surcroît.

IV

Le présent et l'avenir de nos trois partis politiques.

Force nous est de revenir à terre avec les moyens d'action dont il nous est impossible de nous passer. L'intérêt public représenté par l'expérience des hommes d'affaire, les aspirations patriotiques soutenues par les traditions nationales, la générosité dont nous avons toujours fait preuve en dehors de nos frontières, concourent évidemment à assurer la consolidation de notre avenir. Nos œuvres artistiques et littéraires, que l'étranger lui-même tient encore tant à admirer, travaillent aussi à l'embellir pour nous, à nous rendre nos devoirs plus attrayants, à nous les faire aimer davantage, à faire aimer enfin l'expression que nous en répandons partout. Mais enfin, les réalités de cet avenir si complexe, en quelles mains sont-elles ? Nous dire qu'elles sont dans les nôtres n'est pas faux, mais est très incomplet. Il est des mains qui y touchent beaucoup et souvent, ce sont celles des hommes qui nous gouvernent. Ceux-ci à leur tour ne sont trop généralement que l'émanation trop mobile et trop confuse de partis politiques créant entre nous artifi-

ciellement plus de divisions encore qu'ils n'en accusent.

Heureusement, il ne nous est pas interdit de penser que bien des choses vont être renouvelées dans notre pays. Il est à croire que les partis dont notre monde parlementaire était composé ne demeureront pas absolument ce qu'ils étaient avant la guerre. Ils se souviendront de leur passé, garderont leur orientation générale, mais tiendront à s'adapter aux exigences d'un avenir dont tout le monde cherche à déterminer les conditions. Il a semblé dès lors qu'il convenait de jeter dès aujourd'hui un coup d'œil sur le rôle que chacun de nos trois grands partis a joué jusqu'ici dans la vie politique, sur les problèmes qu'il s'était posés, sur les solutions qu'il avait généralement préférées jusqu'à présent. Faisons-le moins en polémiste qu'en historien, en historien désireux de dégager du passé tout ce qui peut aider à la consécration de l'*union sacrée*. On a paru penser, de plus d'un côté, qu'elle ne pouvait être que provisoire. Puisse-t-on lui appliquer une fois de plus le mot tant répété, qu'en France il n'y a que le provisoire qui dure !

* * *

Au moment de la guerre et même pendant la guerre, la France politique compte trois grands partis, généralement dénommés le parti radical, le parti socialiste et le parti qu'on appelle indifféremment modéré, conservateur ou libéral. Puisque l'on semble d'accord à penser — provisoirement tout au moins — que la fin de la guerre verra changer et se renouveler bien des choses, n'est-il pas à propos de faire un bref inventaire de ce que va nous léguer un passé clos sur de telles épreuves et de telles leçons ? Chacun verra s'il doit renoncer à la part de succession qu'il avait cru se laisser attribuer d'avance ou s'il doit bien réfléchir avant

de l'accepter, avec les charges sans doute, mais aussi avec l'honneur d'améliorer la part d'héritage dont il aura bien voulu s'accommoder. Peut-être en résultera-t-il des transactions, des échanges, des arrangements amiables et finalement une paix mieux assise.

Reconnaissons-le tout de suite, cet inventaire a ses difficultés, et voici la première de toutes. Dans son livre *la Politique radicale* (1), recueil de discours prononcés presque à la veille de la guerre de 1870, Jules Simon disait déjà : « Il y a tant de partis en France et tant de divisions de partis qu'il ne reste pas un seul mot de la langue politique qui soit parfaitement clair. » En effet! Sans aller jusqu'à dire que la politique courante est l'art d'embrouiller les choses, il est impossible de nier qu'elle soulève beaucoup de difficultés et qu'elle a elle-même de la peine à les résoudre. Ces obscurités se dissipent peu à peu cependant, parce que certains éléments, d'abord mélangés confusément, se dissocient, s'éliminent, se neutralisent, et laissent mieux voir ceux qui, comme on dit familièrement, ont pris le dessus. Cherchons donc tout d'abord à nous reconnaître successivement dans l'un, puis dans l'autre de nos différents partis.

LE PARTI RADICAL.

Toute méthode s'intitulant radicale se flatte d'aller à la racine de ce qu'elle croit fâcheux et de supprimer ainsi d'un seul coup le mal qui s'y nourrit. Toute racine n'est cependant pas bonne à couper comme un organe parasite; car il n'est aucun arbre qui tienne en l'air, et il en est qui, outre leurs racines, ont des rejetons entre

(1) Librairie internationale. Paris, 1868.

lesquels il faut savoir choisir. La botanique nous apprend que certaines racines sont malades du fait de certains organismes étrangers. Faut-il couper la racine malade? Faut-il l'assainir et lui rendre ainsi sa vigueur première? C'est une méthode radicale que celle qui enlève délibérément tel organe fonctionnant mal et faisant souffrir. On enlève l'appendice, on enlève un rein, on enlève les ovaires, on enlève une partie de l'intestin : on parle même, à l'occasion, d'enlever l'estomac. Une école médicale qui serait, à sa manière, intransigeante, pourrait tout aussi bien dire qu'elle s'oppose à toutes ces interventions chirurgicales : on pourrait qualifier sa propre intransigeance d'également radicale. Supprimer le pouvoir exécutif serait certes une mesure radicale; mais supprimer le pouvoir législatif en a été une au 18 Brumaire et au 2 Décembre. Ce serait une mesure radicale que de supprimer tous les tribunaux et de les remplacer tous par le jury; mais il ne serait pas moins radical de supprimer le jury lui-même. Rappelons-nous que la logique n'est pas tout et qu'il ne suffit point de dire : « Pas de demi-mesures; il faut aller jusqu'au bout de son idée », et autres formules du même genre. Avant tout, il faut savoir ce que vaut l'idée, puis si la mesure qu'on propose n'a pas besoin de correctifs et s'il n'est pas de son essence même de ne pouvoir aller jusqu'à un point où elle rencontrerait un obstacle contre lequel elle se briserait.

Ceci dit — quitte à y revenir — convenons qu'il n'appartient à personne de changer — même pour l'améliorer — le sens des mots consacrés. Ce qui les consacre n'est souvent qu'une suite de préjugés et d'à peu près : mais si le public s'en contente, qu'y pouvons-nous ? Or, il est certain que les dénominations de radical et de radicalisme sont désormais accaparées par ceux qui sont censés pousser le plus loin la refonte

des institutions politiques... ; on ajoute : dans un sens démocratique.

Cette dernière adjonction n'est pas arbitraire ; elle est même tout à fait dans la logique des choses. Qui entend faire table rase et reconstruire tout à nouveau s'en prend surtout aux institutions qui sont l'œuvre du temps, de l'expérience et des compromis. Tout ce qui a été institué, non par raisonnement *a priori*, mais sous le coup des nécessités et pour les besoins de la conciliation, il se propose de l'abattre ; il croit que c'est servir les intérêts de la démocratie, c'est-à-dire de la grande majorité, que de supprimer tout ce qui la gêne, tout ce qui la soutient et la retient, sans se dire assez que c'est là cependant ce qui la conduit et la guide. Du célèbre mot de l'Écriture : « Il ne brisera pas le roseau fendu, il n'éteindra pas la mèche encore fumante », le radicalisme prend donc volontiers le contre-pied.

Ne lui prêtons rien qui ne soit authentique et demandons-lui, à lui-même, le texte de son programme. Voici celui que Jules Simon trace dans la préface du volume cité il y a un instant. Peut-être ces fragments qui ont vu le jour entre 1865 et 1870 sont-ils déjà quelque peu oubliés.

« Le caractère propre de la politique radicale, écrivait alors l'orateur, est de repousser les transactions, les demi-mesures, d'aller jusqu'au bout de ses principes. » Soit ! Mais quels sont ici les principes posés ? Formulés par un tel homme, ils ne peuvent être que très spécieux et très nobles. « La doctrine de la politique radicale, c'est la liberté totale. » Ne chicanons pas ; soyons convaincus que la liberté, précisément pour être totale, s'arrête là où elle violerait la liberté des autres. Autrement elle ne serait que partielle... ou partiale. Voyons la suite : « Confiance opiniâtre dans l'avenir (toujours l'avenir ! Il paraît que le présent ne

compte plus et le passé pas davantage !), dédain généreux pour les expédients et les équivoques, *ignorance volontaire des difficultés et des obstacles.* » Un aussi franc aveu ne pouvait émaner que d'un groupe de pure opposition, ne pensant guère encore à assumer les responsabilités du pouvoir. Mais enfin, le cas échéant, que conseillerait-il ? « On peut comparer les adhérents de la politique radicale (et, encore une fois, c'est l'un de ses adhérents qui parle) à ces voyageurs qui ne se servent pas de cartes et ne suivent pas les chemins frayés, mais qui, l'œil fixé sur le but lointain, y marchent en ligne droite. On les accuse de poursuivre des chimères ; mais ils s'en consolent en comptant le nombre des chimères, longtemps conspuées et raillées, qui sont devenues des réalités bienfaisantes. » De ces dernières, en effet, il y en a. Mais quand le sont-elles devenues? Ne serait-ce pas au moment où la préparation en a été achevée par des méthodes un peu plus expérimentales ? Car il y a beaucoup de ces chimères si caressées qui, elles, n'ont abouti qu'à des catastrophes, à des catastrophes bien coûteuses. Ce qui a fini par réussir aurait tout de même pu coûter moins cher, si on avait plus vite désarmé ou apaisé les oppositions et si on n'avait pas dédaigné de tirer parti de ce qui était connu et éprouvé.

La politique générale d'un pays enveloppe nécessairement une politique de défense militaire, comme une politique industrielle et commerciale. Mettre en présence d'une guerre engagée et menée comme celle d'aujourd'hui les amis des départs sans cartes et sans boussoles et sans préparations de plans de campagne, ce serait trop dur et trop facile. Disons seulement que les cartes sont nécessaires partout ; car partout, à défaut même d'ennemis, on a devant soi des concurrents, des rivaux et aussi des auxiliaires de valeur très inégale, qui parfois ne sont pas moins dangereux;

de là des courants d'intérêts dont il s'agit de surveiller la direction et le point d'aboutissement. Aller toujours tout droit devant soi est une sorte de gageure qui peut tenter un voyageur romantique ou fanfaron, jeune surtout, et pour les loisirs duquel une erreur de plus ou de moins de tire pas à conséquence. Ce qui l'attire, c'est le voyage lui-même, plus que le terme où il faudrait s'arrêter pour des affaires sérieuses. A qui désire surtout arriver, il serait bon de répéter un mot que je recueillais, il y a bien longtemps, d'un brave et obligeant paysan de Bourgogne. Pour m'empêcher de m'égarer en des fatigues inutiles, et voyant en moi un jeune homme, il eut la charité de m'instruire en l'art de trouver son vrai chemin. « Voyez-vous, monsieur, me dit-il, dans les champs, le plus court c'est quelquefois le plus long. » Je n'ai jamais pensé à ce guide d'autrefois sans souhaiter qu'il y eût beaucoup d'électeurs et même d'élus aussi sages que lui.

A l'époque où il parlait contre Rouher, en compagnie de Jules Favre, et où il écrivait sa *Politique radicale* (1), Jules Simon voulait donc en tout le chemin le plus court... ou paraissant tel. Pour réaliser la liberté totale il proposait bien des abolitions ou suppressions : abolition de toute magistrature spéciale, abolition de tout corps de fonctionnaires nommés par le pouvoir, abolition de la tutelle administrative, abolition des douanes, des octrois et des patentes, abolition des armées permanentes, juridiction unique, élue comme les fonctionnaires eux-mêmes par le suffrage universel, impôt unique... Le grand orateur s'arrêtait là : il ne réclamait pas l'école unique ; il défendait même vivement la liberté d'enseignement à tous les degrés. Mais

(1) Ouvrage cité, p. 4.

alors pourquoi vouloir obtenir tant d'unifications impliquant tant de suppressions? En quoi l'impôt unique respecte-t-il mieux la liberté et la justice que l'impôt diversifié selon les ressources visibles et selon les charges visibles de chacun? En quoi le juge unique, contraint à juger indistinctement toutes les causes, donnerait-il plus de garanties de bonne justice et de radicale indépendance que des juges aux compétences spéciales et exercées? Est-ce faire honneur à la démocratie que de vouloir que chaque citoyen soit juge au même titre que les autres? Mais chaque citoyen a beaucoup plus de chances d'être justiciable que d'être juge, et ce à quoi il doit le plus tenir, c'est à ne pas être justiciable du premier venu, sans instruction suffisante et sans responsabilité. Il ne s'agit pas seulement ici de procès proprement dit. La démocratie prend aujourd'hui tant d'initiatives et peut être appelée à conclure tant d'accords divers qu'elle est exposée à des difficultés dont la solution ne saurait dépendre uniquement de maximes universelles et de déductions *a priori*. La liberté qu'elle revendique est obligée de compter avec la liberté de chacun d'abord, puis avec la force des choses, avec la constance des lois naturelles, sans parler de l'existence du mal auquel il faut bien croire. De là une complexité de problèmes qui, là où la justice et l'humanité ne sont pas directement et visiblement intéressées, ne souffre ni l'unité ni la simplicité des solutions.

Le radicalisme est donc plus embarrassé qu'il ne veut l'avouer; la diversité même des solutions dites radicales qu'il adopte ici ou là le prouve suffisamment. Beaucoup de ses adeptes sont pour le libre-échange absolu. Au point de vue de la production proprement dite, de la production de la richesse en général, on peut dire que la supériorité du libre-échange est une sorte de pont aux ânes, tant les arguments semblent

probants; mais ni pour les individus, ni pour les nations, ni pour les différentes classes de la société, le développement de la richesse n'est l'unique problème. Les hommes tiennent encore plus à en surveiller la distribution que la production; car si important que soit le problème économique, il ne supprime aucune des difficultés politiques et nationales qui s'y mêlent et ne peuvent pas ne pas s'y mêler. C'est pourquoi les principes économiques exigent souvent des sacrifices. Les radicaux n'en veulent pas, disent-ils ; car leur méthode a la prétention d'être rapide et rectiligne. Soit! mais les uns prétendent agir radicalement en supprimant toutes les douanes, ce qui implique la liberté du commerce sans exception ni réserve ; les autres croient agir non moins radicalement en demandant que l'État réquisitionne tout, taxe tout, achète ou rachète tout, distribue tout, bref devienne le commerçant unique et universel. Ces deux modes de radicalisme sont assez difficiles à concilier, non seulement ici, mais ailleurs.

Le parti radical, tel qu'il s'ébauchait en 1878, ne resta pas toujours à l'abri des responsabilités du pouvoir. Aussi ne tarda-t-il pas à se diviser. Jules Simon, nous venons de le dire, devint vite suspect par sa noble obstination à défendre les droits de la liberté religieuse et le principe de l'unité de la famille. Il voulait supprimer radicalement tout obstacle à la liberté des croyances. D'autres voulaient et veulent encore supprimer radicalement tout obstacle à l'omnipotence de l'État.

Jules Ferry fit un livre, un instant fameux sur « les destructions nécessaires »; mais il tomba pour avoir voulu faire la France plus grande en lui donnant un nouveau domaine colonial. Ne nous égarons pas dans le labyrinthe de la politique d'alors. Contentons-nous de rappeler que du groupe radical s'était détaché le

groupe dit opportuniste. Le mot une fois discrédité, on invente vers 1893, semble-t-il, celui de *radicaux de gouvernement*. Il est à croire que les pouvoirs ayant en main le gouvernail tenaient à avoir, eux, des cartes de la route à parcourir, et qu'ils voulaient prévoir les causes, les préparations, les éclosions, la durée probable des orages, très fréquents d'ailleurs. Mais tandis que ces radicaux de gouvernement esquissaient un léger mouvement vers des idées moins complaisantes pour les coups de tête, d'autres en prononçaient un en sens inverse : ils fondaient le groupe des *radicaux socialistes*, terme bizarre, d'une analyse difficile, invention mal équilibrée de gens disant à un parti plus avancé que le leur : « Nous ne voudrions pas être tout à fait avec vous, mais nous ne voudrions pas non plus vous avoir contre nous. » On se demande ce que devenait là la belle intransigeance du radicalisme des premiers jours.

Ce que devenait le parti, M. Ribot nous l'a dit, en un discours prononcé à Roubaix le 7 décembre 1904 (1), et qui marque une date.

« Ce qui m'inquiète, disait-il, ce n'est pas qu'une politique plus radicale succède à une politique plus modérée. De pareils changements sont dans l'ordre naturel des choses... Malheureusement la politique radicale n'est plus ce qu'elle était il y a quinze ou vingt ans, dans les mains d'hommes qui avaient le mérite d'allier à des vues hardies et parfois téméraires l'horreur de toutes les bassesses et un goût très noble pour les solutions libérales. La race de ces radicaux d'autrefois est tout près de disparaître, et ceux qui survivent ne cachent pas la tristesse qu'ils éprouvent de voir ce qu'est devenu leur idéal. Ils ne se reconnaissent

(1) Reproduit *in extenso* dans le *Journal des Débats* du 9 même mois.

plus dans ce radicalisme étroit, borné, incapable de s'élever à la véritable conception de la liberté, avide des profits que donne l'autorité, aimant à dogmatiser, à excommunier ses adversaires et rêvant de faire par la violence ce qu'il appelle l'unité morale du pays. Nous devions nous attendre, dès l'avènement de ce nouveau radicalisme, à toute cette série de violences légales qui ont été commises contre la liberté d'enseignement... » Suivaient alors des plaintes éloquentes sur ce que l'orateur appelait à juste titre » la décomposition morale des grandes forces du pays ». Il est au premier rang de ceux qui, en ce moment même, aident à la reconstitution de nos forces nationales. Remercions-l'en, plutôt que d'insister encore sur toutes les misères (délation, favoritisme, anarchie ministérielle, dissolution des grands services du pays) qu'il déplorait en 1904. Il ne se bornait pas à déplorer le mal : il montrait le remède : « Respect à toutes les croyances, honnêteté et probité dans le gouvernement, honte à ceux qui, par d'indignes procédés, ont tenté de flétrir le vieil honneur français, réconciliation de toutes les forces morales du pays par la liberté, par la tolérance, par l'exaltation du sentiment patriotique. »

De pareils sentiments on dit volontiers qu'on les partage. Reste à savoir comment on les protège et comment on leur permet de faire en réalité tout le bien qu'on en attend. Il faudrait ici quelque précision. Or, dix ans après l'éloquent appel, bien peu avant la guerrre, on put croire que « le parti radical unifié », renouvelé et consolidé, allait donner son programme. Il prétendit, en effet, le donner dans un article paru le 15 juillet 1914. Ce n'est pas que cette étude émanât d'une très haute autorité; mais enfin elle portait la signature d'un parlementaire estimé : son travail avait paru digne de figurer dans un recueil très impartial, très documenté, très au courant des problèmes du jour

et très répandu à l'étranger *(La Revue)*. Il n'était du reste pas difficile d'y retrouver l'écho de maint débat parlementaire et de maint amendement. On aurait donc pu croire qu'étant donné le temps écoulé depuis la préface de Jules Simon, après les épreuves de la guerre de 1870, après tant de remaniements et d'expériences, le parti avait eu le loisir de revoir à fond, non seulement les grandes lignes de sa politique, mais tous les moyens d'action réclamés pour le succès et l'efficacité d'une réforme positive.

Ne devait-on pas, par exemple, y trouver des solutions fermes de la question militaire, de la question financière, des questions vitales de l'économie sociale, de la question enfin de l'enseignement? Ce sont bien là, en effet, tous les problèmes que le représentant du « parti radical unifié » passe en revue en les évoquant très expressément l'un après l'autre. Devant chacun d'eux, c'est le même mot d'ordre, le même cri de ralliement : refonte complète! Soit! mais à quelles fins? Le but qu'on dit poursuivre est magnifique. Il s'agit, nous dit-on, de supprimer radicalement tous les inconvénients du système jusqu'ici suivi et de porter au plus haut degré les bienfaits du système à restaurer. Prenons la question militaire : maximum de puissance (même offensive) avec minimum de présence sous les drapeaux. — De calculs des effectifs, d'expérimentation des mesures d'instruction et d'entraînement, d'observations sur le rôle respectif de la défense par les forteresses et de l'offensive par les armées en rase campagne, de leçons à tirer des plans dévoilés chez l'ennemi probable, rien!

On a souvent raillé les critiques timides qui croient se mettre à l'abri de la réfutation et de la réplique derrière ces deux mots : « jusqu'à un certain point. » Jusqu'à quel point? est-on toujours tenté de leur demander; ils doivent être là pour nous le dire, et s'ils ne le

disent pas, à quoi servent-ils? On voudrait bien également savoir où se place exactement le minimum à obtenir. Le maximum dépend sans doute pour beaucoup de l'intelligence et de l'activité des gens; mais n'est-on pas autorisé à craíndre qu'un minimum de moyens ne donne un minimum de résultats? Et puis, il reste toujours à marquer une limite au-dessous de laquelle on ne peut pas le faire descendre sans péril. S'il croit qu'il sera temps de le dégager sous la mitraille et sous la pression de l'artillerie lourde, le radical unifié ne fait pas beaucoup d'honneur à ce que cette épithète paraît, dans l'imagination populaire, impliquer de tranchant, de décisif et presque de redoutable.

L'argent est le nerf de la guerre... comme de la paix, du reste. Le radicalisme unifié va-t-il nous donner ici le secret des grandes réformes annoncées? Elles doivent être grandes assurément, puisque c'est d'une refonte complète qu'il s'agit. Et comment? « En assurant les nouvelles ressources nécessaires aux budgets de l'avenir sans recourir à l'impôt. » — « Demandons plus à l'impôt et moins au contribuable, » disait le député de Bombignac. La formule de 1914 est encore plus parfaite : elle entend ménager à la fois et le contribuable et l'impôt. Par quelle magie? Par la magie du monopole? Mais le réformateur devrait bien expliquer comment le monopole pourrait trouver de l'argent qui ne vînt pas du contribuable, comment, par exemple, l'écart du prix que nous payons pour nos allumettes et nos tabacs, au regard de celui que nous demanderaient les industries privées, et que demandent chez elles telle ou telle nation du voisinage, ne représente pas un véritable impôt. Le réformateur unifié n'entre pas dans ces considérations. Il hésite seulement entre le monopole pur et simple, directement régi par l'État, et celui des compagnies associées

à l'État, en lui abandonnant la majeure partie de leurs bénéfices. Et voilà tout!

L'Economie sociale, avec son troublant cortège de problèmes intéressant le travail et les travailleurs, comparaît à son tour, et, à son tour, elle est sommée de procéder à « une refonte complète » des lois d'assistance et de prévoyance. Il faut donc « une grande loi « — si grande qu'on renonce à nous en préciser ni l'étendue et les limites, ni les divisions..., ni les ressources. Il ne s'agit pas moins que d'assurer obligatoirement contre « tous les risques de l'existence ». — Tous les risques de la vie conjurés, voilà qui serait en effet d'un bienfait radical. A ceux qui ne sont pas radicaux de mettre sur pied la réforme en trouvant les meilleurs moyens d'exécution.

Dernier idéal radical : la liberté d'enseignement en fait partie, mais avec l'organisation d'un « *contrôle efficace* de l'enseignement libre ». Sans doute, on ne doit rien faire ici qui ne soit « efficace » : mais de quelle efficacité est-il question ? Efficacité en faveur de la liberté bien garantie, ou efficacité en faveur d'un acheminement à un monopole de fait ?

Telles étaient encore, au début des hostilités, les incertitudes de la majorité des radicaux, trop épris de certaines formules ambitieuses, à l'abri desquelles on se flattait d'éluder les exigences positives des véritables intérêts nationaux. Ce qui s'est trouvé de meilleur dans le parti a toutefois pris le dessus dans sa déclaration du 21 octobre 1916. Là viennent d'être proclamées et la nécessité de l'union sacrée et la nécessité de soutenir jusqu'au bout contre l'agresseur les efforts d'une guerre pleinement libératrice. Le parti radical a restauré ainsi deux principes dont la fécondité n'est pas douteuse. Disons mieux, il a pris des engagements positifs dont il faut le féliciter. Comment y est-il répondu par les deux autres partis ?

LE PARTI SOCIALISTE

Le parti socialiste qui, des premiers aphorismes de Proudhon à la Commune, a tant effrayé les gens paisibles, a cessé d'être pour eux un épouvantail. Il les a même si bien apprivoisés qu'il peut impunément gourmander, cravacher même la plupart d'entre eux : ceux-ci n'en persistent pas moins à en attendre une meilleure pâture. Puis, on s'habitue à tout, on ne s'étonne de rien et, si on ne croit pas que toutes les promesses faites puissent êtres tenues, on se dit que, dans le nombre, il y en aura bien quelqu'une qui se réalisera ; ce sera toujours autant de gagné, tandis que ceux qui entendent rester dans le *statu quo* et excitent simplement les bons travailleurs à compter sur leur propre énergie, ne promettent et ne font espérer en réalité rien de nouveau.

Soyons justes, les socialistes ont renoncé à bien des chimères et assertions ou naïves, ou... risquons le mot... charlatanesques. Ils ont cessé d'être des « partageux » dans le sens grossier du mot, Ils ne croient pas que les professions, les tâches, les emplois, les charges et les rémunérations y attenant puissent être tirées au sort ou réparties par roulement. Ils établissent des distinctions un peu subtiles, il est vrai, entre les moyens de production et les moyens de consommation, les premiers devant être également mis à la disposition de tout le monde et ne devant jamais être détournés de leur usage propre par personne, les autres appartenant à qui les a gagnés ; qui les a gagnés peut en faire usage comme il lui plaît. Ils ne flétrissent donc plus autant le capital, dont ils acceptent au moins les services provisoires. Sur l'héritage, ils sont presque de l'avis de Proudhon qui le défendit un jour avec des

accents pathétiques. Pourvu qu'ils puissent tirer d'une institution quelconque et d'une succession quelconque un impôt qui n'aille pas jusqu'à les décourager, ils les tolèrent.

D'autre part, les socialistes récents ne mettent plus aussi en avant, à beaucoup près, le nivellement par l'action de l'État. Dans une brochure parue en 1908 sur *les Nouveaux aspects du socialisme* (1), on lit que « l'État est le parasite par excellence »; et en compagnie de l'État est condamnée avec une égale sévérité la bureaucratie tout entière. Il fut un temps où démocratie et socialisme allaient de pair. « Vive la République démocratique et sociale, » fut jadis le mot d'ordre convenu dans les manifestations de la rue, dans les banquets, dans certaines grandes revues de la garde nationale. Les polémiques socialistes des dix dernières années ont changé tout cela. « Nous arrivons, écrit le *Mouvement socialiste* de mai 1908, à ce fait, d'une importance capitale, du divorce croissant de la démocratie et du socialisme. » Serait-ce la démocratie qui aurait rompu avec le socialisme et réclamé la séparation? Pas du tout. C'est le socialisme qui dénonce — et en quels termes — son union devenue suivant lui malheureuse et inféconde : « La démocratie se décompose; la démocratie n'est qu'une pourriture. »

A cette pourriture s'en allie une autre : c'est celle du parlementarisme; car c'est surtout par l'action dissolvante des députés que l'État se gonfle à l'infini pour attirer à lui toute la substance de la société (2). Oui, ce sont les parlementaires qui organisent et qui activent la curée et ils sont « infiniment plus dangereux, plus mesquins et plus vils que les ministres de la

---

(1) Paris, Marcel Rivière (comme les autres brochures citées ci-après).

(2) *Le Mouvement socialiste*, brochure citée.

royauté ». Et encore : « La démocratie qui se dit une et indivisible est plus tyrannique que le droit divin (1). »

L'ancien socialisme était tour à tour romantique et raisonneur, plein de foi dans la fraternité universelle, épris de constructions idéales où il n'était parlé que de justice et de raison. Tout à fait à la fin du XIXe siècle, les promoteurs du mouvement parlent une autre langue : ils déclarent que si le rationalisme est devenu, en effet, « la forme spirituelle de la démocratie », cette prétendue philosophie n'est qu'une négation, « une prétendue sagesse qui conduit tout droit au scepticisme, à la consomption et à la mort ». Nul, à coup sûr, ne s'y méprend. Si on condamne ainsi le rationalisme, ce n'est pas pour le sacrifier à des croyances, encore moins à des sentiments ou à une foi quelconque. « L'idéalisme prétend gouverner, ce qui veut dire immobiliser, arrêter la vie. » Aller sans cesse de l'avant, troubler la quiétude de ceux qui possèdent, tenir constamment en haleine ceux qui cherchent, entretenir les mécontentements et profiter ensuite des occasions, tout est là, dit-on.

Il est bien vrai que dans le parti quelques esprits plus raisonneurs et plus instruits rougissent un peu de cette absence d'idées et de cette absence de certitude. Deux intellectuels, deux normaliens, deux agrégés, M. Andler en 1912, M. Albert Thomas en 1913, vont nous donner à ce sujet les renseignements de la dernière heure. Dans son opuscule sur la *Civilisation socialiste*, le premier se fait, reconnaissons-le, très modeste. Qu'est-ce que la civilisation socialiste ? Beau

---

(1) Faisons attention à ces accès de franchise ; ils expliquent l'engouement un peu superficiel de certains esprits qui, croyant que le socialisme venait à eux, ont cru devoir lui rendre la pareille.

sujet, mais qu'il ne pourra, il le déclare, « ni approfondir scientifiquement, ni construire philosophiquement ». Et il nous en donne une raison péremptoire : « Je me suis bien gardé, dit-il, de rien prédire : l'incertitude de toutes choses me paraît le fond par lui-même le mieux établi. » Son collègue, plus jeune d'environ quinze ans, n'a pas encore subi, semble-t-il, les mêmes atteintes de pyrrhonisme; il lui est toutefois arrivé de dire qu' « il manque au socialisme une doctrine ». En effet ! De là le fort et de là le faible de ces deux nouveaux conseillers (car des chefs, à proprement parler, le parti ne doit pas en avoir).

Le succès apparent du socialisme tient en ce moment à ces trois faits, aussi anciens que la nature humaine, mais plus ressentis peut-être aujourd'hui dans la mobilité des hommes et des choses.

Les mécontents se multiplient d'autant plus que rien ne semble plus interdit à personne (1).

Les mécontents s'en prennent toujours aux caractères les plus saillants de la société dans laquelle ils vivent.

Enfin, dans les programmes de ceux qui promettent de faire cesser les sujets de plainte, il faut que les plaignants — trop souvent déçus — se voient toujours annoncer quelque chose de nouveau, destiné à être, leur dit-on, plus efficace.

Maintenant, les mécontents qui prêtent l'oreille aux promesses des socialistes se divisent eux-mêmes en deux groupes. A côté de ceux qui sont mécontents de leur propre sort et de leurs propres déceptions (ce sont

---

(1) De ce qui est tenu pour inévitable on ne se plaint plus autant, à beaucoup près, que de ce qu'on a cru pouvoir éviter sans y réussir, comme on s'en flattait. Les paysans de la Savoie qui passent six mois sous la neige ne s'en plaignent pas. Il n'y a pas de pays où l'on se plaigne du temps qu'il fait autant qu'à la côte d'Azur.

évidemment les plus nombreux), il y a ceux qui sont émus, scandalisés, indignés du sort fait à un trop grand nombre de leurs contemporains. Ils sont volontiers comme ceux qui refusent de croire à l'existence de Dieu, attendu que, s'il y en avait un, on ne verrait pas d'accidents mortels, on ne verrait pas de crimes, on ne verrait pas de ces fléaux que sa prétendue justice et sa prétendue bonté s'empresseraient de nous épargner. Les socialistes, qui ne comptent plus sur le Dieu du ciel, veulent compter sur le Dieu de la terre. Donc, il faut que l'État, le gouvernement, qui on voudra, « prenne à ceux qui en ont trop et donne à ceux qui n'ont pas assez ». Si le gouvernement actuel ne s'en charge pas, eh bien ! qu'on le change, car cela, on le peut. Les fonctionnaires en prennent à leur aise ; ils sont impérieux, cassants, formalistes. Soyons tous, nous-mêmes nos propres fonctionnaires : on fera ainsi de belles économies dont la démocratie, ou ce qui doit la remplacer, profitera. On connaît toutes ces billevesées. S'il n'y a rien d'absurde qui n'ait été dit par quelque philosophe, encore moins y a-t-il rien d'impossible et de contradictoire qui n'ait été ici exigé, là promis, par quelque politicien.

Or où est l'époque, où est le milieu, où est la profession, où est la carrière, où est la famille qui n'entende de pareilles plaintes et n'y ajoute ? Mais se plaindre de l'humanité en général et de la nature des choses, c'est bien banal et aussi bien peu productif. C'est pourquoi on fait surtout le procès du temps où l'on vit, de son organisation sociale, de ses méthodes et de leurs conséquences, telles qu'on les voit. Quand la société des premiers siècles était foncièrement chrétienne, chrétienne dans ses lois, dans sa hiérarchie, dans sa constitution, c'était sur le terrain religieux que se produisaient les pires conflits. L'opposition, c'était l'hérésie. Puis, ce fut à la féodalité, puis ce fut à la monarchie

(épargnée cependant beaucoup et longtemps), puis ce fut à la bourgeoisie que s'en prirent successivement les mécontents. Enfin, après l'accroissement énorme des capitaux, résultat, non d'un système social artificiel, mais de prodigieux changements spontanément opérés dans la circulation, dans les échanges, dans l'amélioration des moyens de production, l'on devait nécessairement s'en prendre au capitalisme. Le capitalisme a donc pris la place de tout ce dont on se plaignait jusque-là : les oppositions partielles contre le fonctionnarisme, contre le parlementarisme, contre l'intellectualisme et surtout contre le militarisme ne sont, en général, que des formes particulières de l'anticapitalisme : du moins se donnent-elles pour telles.

Le faible des socialistes, c'est qu'ils ne voient plus guère de grand fait économique qu'il leur soit aisé d'interpréter et d'invoquer. Les théories de Karl Marx ne sont plus considérées que comme de curieux monuments d'une dialectique agitatrice, dont on a été heureux de profiter pendant quelque temps; mais on ne peut plus mettre en avant ni ses prophéties catastrophiques, ni sa théorie de la valeur, pas plus qu'on ne soutient encore, avec Henry Georges, l'accroissement fatal et fatalement progressif de la pauvreté. C'est avec timidité qu'on parle de la nationalisation du sol. Quant au rêve de la substitution d'une guerre de classes à la guerre entre nations, la désillusion a été assez cruelle. Peut-on dire qu'il y a eu là un retour subit, imprévu, impossible à renouveler, de traditions militaristes expirantes et destinées à disparaître pour toujours? Mais c'est dans l'été même de 1913 (1) que M. Andler, en des pages clairvoyantes et suggestives, signalait l'invasion conquérante, non seulement du

(1) *Revue socialiste*, 2 mai 1913.

militarisme, mais de l'impérialisme, dans les rangs du socialisme germanique. Il relevait les pages où Bebel et ses amis distinguaient très bien, dans le militarisme de leur pays, ce qui les choquait et ce qui ne les choquait pas du tout. Ils ne voulaient plus de ce qu'on appelle le caporalisme prussien et de la domination insupportable des hobereaux: mais quant aux conquêtes extérieures et aux fruits à en obtenir, la majorité du parti les condamnait-elle? Écoutons l'historien lettré de la *Revue socialiste* : « Ce qui me répugne, ce qui est le paradoxe entre tous insupportable, c'est l'insouciance avec laquelle les socialistes réputés graves se jouent de la guerre. Je suis révolté de l'espérance secrète que certains marxistes outranciers mettent dans l'impérialisme poussé à bout, dans le choc fatal qu'il produira et d'où ils attendent la catastrophe (1) génératrice... De tous les sophismes du marxisme postérieur à Marx, le plus sinistre parce qu'il exerce je ne sais quelle sadique attirance, est cette théorie de l'impérialisme conduisant à la République sociale par les convulsions de la guerre. » Donc on était averti partout, et partout on eût pu, on eût dû se mettre un peu mieux en garde.

Mais ce n'est pas seulement sur le concours à attendre des alliés socialistes du dehors que le parti a des déceptions. On a pu s'égayer — ce n'était pas défendu — des jugements portés par un état-major révolutionnaire (2) en une sorte d'inspection générale. Aucune de ses troupes ne le satisfait. Il n'aime ni les

(1) Non plus la catastrophe économique universelle, mais la catastrophe militaire imposée à l'ennemi. Si la majorité des socialistes allemands en vient à en désavouer l'idée, ce ne sera que sous le coup de sa propre défaite.

(2) Voyez Griffuelhes, *Voyage révolutionnaire. Impressions d'un propagandiste.*

ouvriers du Nord, ni ceux du Midi, ni ceux de l'Est, ni ceux de l'Ouest, ni ceux du Centre, ni ceux de la côte d'Azur ou de la côte d'Émeraude. Les uns ont trop peu d'entrain, les autres trop peu d'endurance ; la plupart sont trop ignorants ou trop insouciants pour qu'on puisse les inciter à un effort vigoureux et les sortir de l'infériorité où ils croupissent. Ils ne savent pas ou ne veulent pas se syndiquer. Dans telle industrie qui compte trois mille ouvriers de la même industrie dans la même ville, il n'y en a pas plus de trente qui soient syndiqués. On avait espéré que la diminution des heures de travail, dans les arsenaux, dans les monopoles, donnerait aux ouvriers l'occasion et le désir de s'instruire, de se coaliser, de préparer leur organisation militante. Or, que font-ils? Ils profitent des deux heures dont on leur a fait cadeau pour aller individuellement chez un patron qui les emploie à quelque besogne supplémentaire, et ils font ainsi concurrence aux ouvriers de la ville.

On n'est pas plus satisfait des adhérents aux coopératives. On pensait que les économies réalisées là serviraient de trésor de guerre, c'est-à-dire de moyens de propagande et d'organisation socialiste. Hélas ! partout où l'on a empêché les coopérateurs de toucher personnellement leurs bonis ou leurs ristournes, ils ont déserté en masse. Il faut que les « trop perçus » leur soient distribués « bourgeoisement » ; autrement, » les sociétaires passent indifféremment des coopératives socialistes aux antisocialistes ». Cette persistance invétérée d'un esprit patient, généralement ennemi des aventures et très individualiste, les nouveaux socialistes la voient donc très bien ! Ils savent très bien que le Français, ouvrier ou patron, intellectuel ou agriculteur, est, à la vérité, le plus sociable des hommes quand il s'agit de sortir de chez soi pour s'égayer en compagnie ou de prêter main forte à un camarade

devant un péril évident; mais ils savent aussi à quel point il tient à rentrer chez lui pour arranger ses affaires à son idée sans en rendre compte à personne (1). C'est ce dernier trait du caractère héréditaire qui les inquiète; et c'est ce qui fait que les plus éclairés d'entre eux en viennent à chercher, fût-ce en dehors du socialisme proprement dit, des méthodes nouvelles de groupement et d'action commune.

Comptent-ils beaucoup sur les monopoles, sur les régies directes, sur les entreprises municipales? Tout cela a été remis sur le drapeau, tout cela s'y lit encore, et on en répète encore de temps en temps les formules. Avec une pleine conviction? Ici, comme en beaucoup d'autres matières, ils sont très habiles à distinguer, comme de simples casuistes. Toujours prêts à se servir de ce qui est fait — par n'importe qui — contre les entreprises privées, contre la reconstitution des industries et des fortunes individuelles, ils se défient aujourd'hui — nous l'avons vu — de l'action de l'État. Leur tactique est très onduleuse et, pour dire le mot, très opportuniste. « Le monopole de l'enseignement, écrivait M. Albert Thomas (2) en 1913, outre qu'il s'exprime par des projets très divers, ne saurait servir de programme commun. Du point de vue économique politique, redoutant les survivances de l'État autoritaire ou l'oppression des classes au pouvoir, des socialistes résolument le combattront. » La phrase est assez entortillée. « Des socialistes le combattront. » Le parti n'est donc pas unanime? Et puis, quand ce seront de nouvelles classes qui seront au pouvoir, elles imposeront donc à autrui ce monopole qu'elles ne voulaient point subir quant à elles?

---

(1) FOURNIÈRE, *l'Unité coopérative*, p. 53. Voir notamment le chapitre intitulé : « Irréductibilité de l'individualisme. »
(2) *Le Parti socialiste*, brochure.

Dans le domaine de la production, les socialistes avisés savent bien quels déboires ont donnés en divers endroits les essais d'industries municipales ; aussi se gardent-ils d'en dresser le bilan comme est obligée de le faire une grande maison de banque et une grande entreprise anonyme. Ils ne vantent plus les conséquences du rachat de l'Ouest. On ne les étonnerait pas beaucoup en leur disant : « Vous attaquez quelquefois les grandes industries centralisées autour d'un personnel nombreux ; vous en raillez les lenteurs bureaucratiques, vous vous flattez d'y trouver des traces de gaspillage. Regardez-les de près, et peut-être verrez-vous que, si elles méritent quelques-uns de vos reproches, c'est dans la mesure où elles tendent à former comme un petit État ; mais reconnaissez qu'elles sont inévitables, en raison de l'énorme importance des services à grouper et qui ne peuvent être confiés ni à un seul homme, ni à une collectivité incohérente et insuffisamment préparée. »

Pourquoi donc, dès lors, le parti socialiste hésite-t-il si peu à accepter, à encourager, à provoquer même toutes ces mesures de concentration collectiviste, si mal organisées, si coûteuses, si inféconds, comme lui-même se voit obligé de les qualifier ? C'est, dit-il, qu'elles ne sont telles que dans le moment présent et dans la phase de transition que nous traversons. Quand tous les travailleurs y seront formés selon nos principes, elles deviendront ce qu'elles ne sont pas encore, ennemies du gaspillage et du coulage, pénétrées du sentiment de solidarité..., etc., etc. En attendant la construction du nouvel édifice il nous faut bien démolir l'ancien pour faire place nette : c'est pourquoi est si bien accueilli tout coup de pic contribuant à ébranler la société capitaliste, à y ouvrir une brèche, brèche du sabotage, brèche de la grève générale (si elle est pratiquement possible). L'important, c'est

d'avoir toujours l'œil aux aguets et d'être toujours prêt à profiter des « intuitions senties », c'est-à-dire, en bon français, irréfléchies, non raisonnées. De là ces appels aux « orientations spontanées » aux « méthodes insoupçonnées » aux « perspectives imprévues »; cette partie du vocabulaire socialiste est très riche. Parmi ces « perspectives » néamoins, on voit que ceux qui les dessinent ont oublié celle de l'anarchie et de la réaction qui à la suite arrive toujours d'un pied ou boiteux ou rapide.

Nous n'en sommes pas là. Aussi l'école dont nous parlons demeure-t-elle le rendez-vous d'une quantité croissante de chercheurs courant après ce qu'on peut appeler la monnaie du socialisme. Ils n'auraient pas demandé ni même désiré qu'on entreprît en grand l'opération de l'expropriation universelle, mais ils prennent volontiers leur part de bénéfice — de bénéfice fictif et trompeur le plus souvent — dans les ruptures de contrats, dans les distributions faites gratuitement et sans contrôle, dans l'assimilation des concubines aux épouses légitimes, dans la substitution forcée de l'assistance légale à la charité libre, dans la diminution toujours croissante des heures de travail, dans l'affaiblissement d'une autorité désarmée, et ainsi de suite.

Là est vraiment la partie absolument inacceptable de la tactique socialiste. Disons bien tactique, puisque de doctrine on n'en a pas. Procéder sans but de guerre avoué et discuté, sans plan précis, procéder à tout propos et hors de propos par des escarmouches dont chacune porte un coup de plus, non seulement à l'autorité et à la discipline, mais à la productivité des industries, réduire au minimum tout effort des subordonnés et des travailleurs manuels, porter au maximum les sacrifices imposés aux travailleurs de l'esprit, aux inventeurs, aux organisateurs, aux conducteurs

d'hommes, c'est-à-dire à ceux qui font précisément le plus pour la productivité universelle, tel était, hier encore le mot d'ordre. Pour ceux qui le propagent et encore plus pour ceux qui l'acceptent, il semble encore trop que tout ce qu'on enlève aux propriétaires, aux entrepreneurs, aux gros commerçants, aux gens qui ont économisé et font fructifier par leurs économies les travaux et les entreprises les plus variées, que tout cela soit autant de gagné pour les autres catégories de travailleurs. En réalité, tout ce que font perdre la grève injustifiée, l'absence de conscience dans le travail et à plus forte raison le sabotage, est bel et bien perdu pour tout le monde et finalement pour ceux-là surtout qui aiment encore mieux le mal d'autrui que leur bien propre.

Prenons maintenant que de telles erreurs deviennent de plus en plus exceptionnelles, prenons qu'on se mette à étudier et à préparer des combinaisons qui associent davantage et plus pacifiquement le travail au capital, qui par un juste équilibre assurent mieux la permanence des salaires, qui permettent aux prolétaires prévoyants de grouper peu à peu des sommes grâce auxquelles — comme les millions de certaines sociétés de cheminots — ils seraient à même de créer des entreprises ou des œuvres soustraites aux exigences, peut-être usuraires, de financiers abusant de leurs avantages et du besoin qu'on a d'eux ! Il y a là de quoi nous rapprocher !

Toutes ces mesures valent-elles par elles-mêmes, doit-on demander aux socialistes, ou sont-elles subordonnées à certaines conditions? » « Subordonnées », répondent heureusement les conseillers les plus sérieux, sinon les mieux écoutés. Ceci est meilleur encore.

« Être socialiste, dit l'un d'eux, c'est *avoir passé* par une régénération externe totale et par un renouvellement de tout l'esprit. » Voilà qui doit tenir en respect

ce socialisme et cette démocratie où tant d'hommes ne voient que partage et nivellement. Qu'on le remarque bien, cette régénération ne doit pas seulement accompagner, mais précéder la conversion au socialisme. « Il faut d'abord, dit M. Andler, chargé de parler de la civilisation socialiste, que le socialiste crée en lui-même et en chacun des siens un parfait exemplaire de la nouvelle moralité. » Il vaut la peine de nous arrêter ici un instant. On avait souvent dit : « Les hommes ne sont envieux, cupides, haineux, immoraux, méchants, que parce qu'ils sentent trop ce qui leur manque. Servez à chacun une part égale dans la distribution des biens de ce monde, et vous verrez tout de suite la bonté humaine rayonner en chassant tous les cauchemars des vilaines passions. » Il semble bien qu'on n'en soit plus à ce degré de naïveté. La doctrine matérialiste de la lutte pour la vie, l'épreuve si largement faite de trop d'exigences déraisonnables, la vue des moyens détournés par lesquels les détenteurs d'un avantage s'efforcent de recevoir plus et de donner moins, le développement de l'alcoolisme et de la débauche, l'opposition que les socialistes convaincus sont les premiers à relever entre la légèreté des mœurs ouvrières et le particularisme rural (1), l'horreur enfin que provoque à juste titre dans le monde la vue de la barbarie déchaînée dans notre Europe centrale, tout cela fait bien reculer l'optimisme des fils de Jean-Jacques Rousseau et de George Sand. Aussi ne craint-on plus de nous le dire : ne comptez pas sur l'avènement apparent d'un socialisme en quelque sorte extérieur pour transformer l'humanité; c'est par cette

(1) « Le paysan est un individualiste forcené; il est égoïste, personnel et, dans la plupart des cas, fou de son bien. » (Compère-Morel, *La question agraire et le socialisme*, Paris, Marcel Rivière.)

transformation intérieure qu'il faut commencer si l'on veut amener le règne du socialisme. En 1912, le doctrinaire de la *Sociale démocratie*, l'auteur de la *Révolution sociale*, Kautsky, écrivait lui-même (page 221) : « Il faudra au prolétariat une haute intelligence, une parfaite organisation de ses grandes masses : et ces qualités deviendront en même temps tout à fait indispensables dans la vie économique. Nous pouvons nous attendre à ne le voir réussir *que lorsqu'il possédera ces qualités à un degré très élevé.* » « Aimez et faites ce que vous voudrez, » disait saint Augustin. On serait bien tenté de dire également : « Donnez — aussitôt que vous le pourrez — de telles qualités aux gens, et ayez ensuite le système que vous voudrez en l'appelant du nom qui vous plaira. »

Malheureusement le gros du parti socialiste n'a pas l'ambition d'arriver préalablement à de si hautes vertus. Et c'est ici qu'apparaît l'aspect le plus fâcheux de sa mentalité. Le socialiste croit qu'il est « comme tout le monde », « ni meilleur ni pire » que ses concurrents, rivaux ou camarades, qu'il fait ce que font tous les autres, pas davantage, et que cela suffit. Si les abus du système sont évidents, qu'on le laisse en opérer la démolition tout de suite : le reste, dit-il, ne regarde que lui. Quant aux intellectuels et aux moralistes du parti qui, mieux inspirés, croient que cela et la suite regardent tout le monde, on peut leur demander si, après avoir tracé un si haut idéal, ils forment et habituent bien leurs adeptes à le réaliser dans la vie privée, dans la vie familiale, dans leurs pensées et dans leurs actes.

LE PARTI LIBÉRAL

Le troisième parti, comment s'appelle-t-il? A-t-il même un nom tout à fait consacré? A vrai dire, il ne

le semble pas. Que ce soit là un avantage ou un grand inconvénient, on en pensera ce que l'on voudra : le fait est là.

Nous ne pouvons pas l'appeler purement et simplement « l'opposition », puisque l'opposition se déplacera, en quelque sorte, d'un pôle à l'autre, suivant le caractère de la politique dominante. Il est permis de croire qu'il est toujours bon, à toute époque, d'avoir une opposition bien organisée, bien agissante ; mais contre qui et contre quoi? Qui est aujourd'hui au pouvoir sera demain dans l'opposition, et *vice versa*.

C'est pourquoi on ne peut guère parler davantage de parti constitutionnel : toute constitution est modifiable ; et puis il y a toujours la manière de l'appliquer, qui importe peut-être encore davantage. En de certains moments, le danger parut être avant tout dans la lutte des partis régnants contre l'idée et contre les pratiques religieuses ; on put croire alors à la convenance de se renfermer dans un parti catholique consacrant tous ses efforts à la défense de ses convictions de beaucoup les plus chères. On ne tarda pas à se rendre compte que le catholicisme ne doit pas être « un parti », et que la politique proprement dite, objet des libres discussions des partis existants, vise surtout les intérêts temporels ; or là on ne peut nier ni les droits, ni la compétence des citoyens d'un même pays, qu'ils soient attachés ou non à une même confession.

Le mot de parti conservateur obtient certainement une faveur plus générale et plus durable : il rallie d'abord ceux qui croient à la nécessité de conserver la tradition religieuse; mais il accueille aussi ceux qui croient à la tradition nationale, à des lois du développement historique, et plus encore à des nécessités sociales imposées par la constitution essentielle de l'humanité même. Seulement, à côté de l'esprit conservateur, doit être réservée la part de l'esprit de réforme.

Ils sont quelquefois alliés au point de se confondre, puisqu'il est des réformes qui ne se réalisent que par un franc retour à l'esprit primitif, dévoyé ou altéré ; mais ce n'est pas là le cas toujours ni partout, et si le mot seul de conservateur éveille trop l'idée de l'immobilité, le mot seul de réformateur provoque chez beaucoup la crainte d'un bouleversement ou d'une révolution. C'est pourquoi tant de bons citoyens aiment le nom de parti modéré ; et, à coup sûr, il est toujours honorable de modérer ses propres exigences, de craindre l'excès en tout, de se défier de soi-même aussi bien que des autres et de vouloir se donner le temps de réfléchir sur le bon et le mauvais côté, sur les inconvénients et les avantages des réformes proposées. On pourrait donc très bien se contenter, à la rigueur, d'une dénomination si raisonnable. Seulement le caractère français la trouva souvent trop timide ; il se dit que s'intituler modéré n'est pas suffisamment indiquer aux hésitants de quel côté ils doivent faire pencher la balance.

Enfin, l'expérience et le souvenir de nos nombreuses révolutions n'ont pas beaucoup atténué ce sentiment de défiance. Qu'on relise, en effet, ces lignes d'un homme qui, après avoir trop cédé à l'entraînement des idées nouvelles, finalement a payé de sa tête son retour personnel à une modération moins effacée, plus courageuse. Sainte-Beuve, à qui j'emprunte la citation qui va suivre, estime, non sans motifs, qu'elle pourrait bien résumer dans ses grandes lignes l'histoire de tout un parti.

« Le parti modéré, écrit un jour Barnave, ce parti qui, soit par le nombre, soit par la composition, pourrait être regardé comme la nation même, est presque nul par l'influence ; il se jette, à la vérité, pour faire poids, du côté qui cherche à ralentir le mouvement ; mais à peine ose-t-il expliquer publiquement son vœu.

« Lorsque les événements qu'il a redoutés le plus sont consommés, il abandonne ses anciens chefs et ses anciens principes et cherche seulement, dans la nouvelle marche, à former l'arrière-garde et à retarder la marche de la colonne révolutionnaire, à la suite de laquelle il marche à contre-cœur.

« Ce parti a toujours lâchement abandonné ses chefs, tandis que le parti aristocratique ou le parti populaire a toujours vaillamment soutenu les siens. Tout ce qu'on peut en attendre, en général, ce sont des vœux secrets et quelques applaudissements lorsqu'on a vaincu pour lui. Un faible appui dans le succès, nulle ressource dans la défaite, aucun espoir de vengeance.

« Dans cette révolution, il n'y a jamais eu de l'énergie, de l'ensemble et du talent que pour l'attaque. »

A cette page piquante, il y aurait bien quelques objections à présenter. Sans vouloir abuser de la modération, mieux vaudrait ne pas trop parler de lâcheté et ne pas trop mettre en avant la « vengeance ». Comment s'étonner de l'espèce de lassitude que l'âge et l'expérience et les désillusions amènent chez les plus fougueux? N'est-ce pas en grande partie chez les jacobins, même régicides, et chez les socialistes de barricades que les pouvoirs impériaux ont recruté leurs conseillers d'État, leurs préfets, leurs publicistes « réactionnaires »? D'autre part, l'aristocratie a depuis lors apporté souvent dans la vie politique une indifférence dédaigneuse qui n'améliore pas beaucoup la fortune des modérés. Ces réserves faites, le tableau esquissé par Barnave n'est demeuré que trop exact; il est certain que la modération, si louable qu'elle soit, aurait eu et aurait encore besoin d'être relevée d'une certaine énergie persistante et contagieuse.

Est-ce là ce que peut lui apporter la conception libérale? Le nom de parti libéral a soulevé, lui aussi, des

objections. On a affecté de confondre un parti réclamant la liberté de droit commun (comme l'ont fait tant d'illustres catholiques) avec une opinion qui soutiendrait que la liberté suffit à tout, se passe de tout correctif, ramène tout à l'individualisme égoïste et enfin se croit obligée de laisser, au sens absolu du mot, tout faire et tout passer. A ce compte, il n'y aurait aucune doctrine qui pût se flatter de n'être jamais ni outrée, ni rapetissée, ni par conséquent discréditée; il faudrait renoncer, une fois pour toutes, à s'appeler d'un nom quelconque.

Il n'y a qu'à se résigner à ne pas être ici plus qu'ailleurs d'une rigueur si scrupuleuse, d'autant plus que, dans le cas présent, le public ne s'y trompe pas; sous ces noms divers de conservateur, de modéré, de libéral, il voit toujours celui qui plus franchement que les autres tient à la liberté individuelle, à la liberté de la propriété, à la liberté du travail, à la liberté des croyances, à la liberté de l'enseignement. Pour que ces libertés soient garanties, il est également nécessaire que l'action des groupements volontaires, des associations à but désintéressé comme des associations à but lucratif, et en face d'elles l'action de l'État, protecteur-né des droits de tous, se tiennent mutuellement en respect. Mais le parti libéral n'admet ni un État omnipotent décidant de tout par une action unilatérale, rompant à sa fantaisie les contrats, substituant à la liberté des entreprises des administrations irresponsables, à la fois routinières et agitées, routinières parce que l'État s'y contrôle lui-même et peut impunément tout s'y permettre, agitées, parce qu'il leur faut toujours satisfaire aux exigences changeantes des maîtres du jour.

La préférence donnée à une conception n'empêche pas, bien entendu, de l'élargir, et de l'assainir, s'il en est besoin. Une politique libérale, c'est-à-dire amie de

la liberté pour tous, ne se borne pas à empêcher la liberté de l'un d'empiéter sur la liberté des autres. Le parti libéral est l'ami de toute liberté qui compte avant tout sur elle-même, sur des avantages et des profits proportionnés à son travail personnel et acceptant virilement la responsabilité de ses actes. En retour, il ne veut pas d'une liberté condamnée à l'isolement, parce qu'alors elle ne serait plus une liberté. Il n'entend pas non plus qu'on fasse honneur à une telle idée en ne faisant rien que de s'abstenir de toute atteinte en faveur de ceux qui la représentent. Dans notre langue française, œuvre du meilleur de notre esprit national, qui dit un homme libéral dit aussi un homme généreux, un homme qui sait qu'en société il faut savoir donner beaucoup de soi-même; et d'ailleurs, suivant qu'on le fait ou qu'on ne le fait pas, on élève ou on abaisse le milieu social, économique, moral, intellectuel, dans lequel les plus fiers de leur supériorité sont quand même obligés de puiser.

Une chose non moins certaine, c'est que la liberté ne saurait être considérée comme un absolu, comme une force maîtresse de s'isoler, de s'affranchir de tout déterminisme. Les différentes séries de déterminisme étant nombreuses, il est permis à la volonté humaine de s'insérer dans l'une ou dans l'autre et de choisir le point où elle aiguillera; mais partout elle trouvera dans la force des choses des conditions qu'elle devra connaître si elle ne veut pas s'y heurter inutilement; en en tenant compte, elle peut au contraire les incliner vers les fins qu'elle a choisies. C'est pourquoi le parti libéral, s'il est digne de son nom, apparaît comme le plus expérimental, le plus positif, le plus attentif aux leçons des faits.

Parmi ces faits, il en est qu'il faut réprimer comme évidemment illégitimes; il en est qu'il faut respecter, honorer même; il en est enfin qui traduisent plus

d'égoïsme que d'esprit de solidarité et de dévouement. Essayer de redresser ces derniers est cependant difficile, car on risquerait beaucoup trop de violer le droit d'autrui, de se tromper gravement sur les raisons, souvent inconnues, des actes des gens, et surtout d'affaiblir chez tous le goût de l'initiative et le sentiment de la responsabilité personnelle. Pourquoi le parti libéral est-il opposé aux monopoles, aux régies directes, à l'abolition ou à l'affaiblissement de l'autorité du patronat? Parce qu'il est d'expérience que ces tentatives sont très onéreuses pour la production nationale, dont elles affaiblissent les résultats. L'établissement de ces monopoles est généralement préparé par des rachats. Ce qu'ils coûtent, les hommes d'affaires nous l'apprennent. Le rachat du canal du Midi ne devait rien coûter, disaient les radicaux et les socialistes : il a coûté 25 millions. Le rachat des téléphones devait coûter 10 millions : il en a coûté 20. Le rachat des eaux de Lyon devait coûter une annuité de 800.000 francs : la ville a dû payer une annuité de 1.300.000 francs, soit un écart de 28 millions (1). On a voulu conférer aux communes le monopole des pompes funèbres (2) : aussitôt la ville de Paris, à deux reprises différentes, a majoré les prix (1er janvier 1908 et 20 décembre 1909). Elle a dû contracter un emprunt de 4 millions et demi, et ses recettes tombaient de 5.386.000 francs à 4.788.000 francs. Avant le monopole, le personnel accusait moins de 7.500 journées perdues pour cause de maladies. Dès 1907, les journées ainsi perdues s'éle-

(1) Chiffres donnés publiquement par M. Prevet. On doit à la vérité de dire que des conseillers très autorisés et peu suspects de la ville de Lyon sont moins pessimistes et qu'ils espèrent qu'avec le temps, les suites du contrat s'amélioreront beaucoup...

(2) Voir l'*Économe français*, 3 mai 1909.

vaient à 17.328. Quand on dresse le bilan d'une municipalisation, voilà ce qu'on trouve à peu près partout. Les expériences de Carmaux ont montré ce que les bons ouvriers eux-mêmes perdent à vouloir affaiblir l'autorité d'une direction. Les choses changeront-elles ? Une comparaison s'offre tout de suite à l'esprit. De ce que l'armée est la nation et qu'elle réunit des masses énormes de combattants, en résulte-t-il que le droit au commandement et à l'autorité doive passer de plus en plus aux mains des sous-officiers, des agents subalternes et des soldats ? De toute évidence, c'est l'inverse. Plus les masses à mettre en mouvement sont énormes et leurs services compliqués, plus grand est le rôle des chefs supérieurs et celui du général en chef. Or la loi est la même pour ces agglomérations des grandes industries, des grands services de transport, des grandes banques, des grandes entreprises commerciales, dont le personnel comme le matériel prennent tous les jours des développements inattendus.

Contentons-nous de ces exemples et concluons ici que le parti libéral a toujours les raisons les plus sérieuses de n'admettre ni l'omnipotence de l'État ni celle des foules. Celles-ci, dira-t-on, ne sont plus à l'état de foules, quand elles sont groupées en des syndicats. Soit ! Mais que du moins chaque syndicat, pris à part, ne soit pas épris de ses seuls intérêts et qu'il ne compromette pas par ses exigences l'ensemble de l'ordre social, comme les envahissements confus de l'État compromettent la liberté sociale.

CONCLUSION

Placé entre le parti radical qui croit encore à la légitimité de la propriété individuelle et le parti socialiste qui travaille, mais avec un esprit trop exclusif et

trop démolisseur, à améliorer le sort du prolétariat, le parti libéral est à la fois conservateur et réformateur. S'il ne met pas précisément en avant le titre de modéré, il ne le récuse pas. Quand ses adhérents ont constaté que telle institution, telle coutume nouvelle n'est contraire ni à l'équité, ni à l'intérêt général, ils l'acceptent sans arrière-pensée, quitte à « se retourner » du mieux possible pour ménager la transition et sauvegarder leurs intérêts propres par des moyens également nouveaux. Le moment est proche, ou plutôt le moment est venu où une tâche bien lourde va incomber à tous les artisans de la fortune nationale, à tous les dépositaires des traditions patriotiques et à ceux qui assument la lourde responsabilité d'avoir à gouverner les uns et les autres. L'union sacrée qu'ils ont tous invoquée peut-elle se maintenir ? Ce qui la menace, on ne le voit que trop. Pensons donc de préférence à ce qui peut nous en conserver le plus de restes possible, et soyons reconnaissants à l'élite du parti radical qui vient tout récemment d'encourager en cela nos espérances.

Depuis la mort de Jaurès, on signale comme pouvant représenter désormais le parti socialiste des hommes d'une éloquence moins tapageuse, mais d'une grande puissance de travail et qui, en ce moment, donnent toutes sortes de preuves de leur dévouement aux intérêts de la défense. Jusqu'à présent, ils ont repoussé le monopole de l'enseignement. S'ils ont fait trop de concessions à l'anticléricalisme, ils ont insinué qu'il ne fallait pas le pousser trop loin ; ils ont flétri (1) « l'anarchie et la politique de clocher » et ce qu'ils appellent « le politiculage des mares stagnantes » ; ils sont donc pour la représentation proportionnelle. Par l'inter-

(1) Voir *la Politique socialiste*, de M. Albert Thomas (dernières pages).

médiaire de M. Sembat, M. Albert Thomas va jusqu'à tendre un bout du doigt à Charles Maurras, pour demander, lui aussi, « plus de durée, plus de constance et plus de cohésion dans le gouvernement ». Le parti radical, au Sénat surtout, tient bon pour le droit de propriété individuelle et pour le respect des contrats. C'est aussi de lui, semble-t-il, qu'est partie l'initiative d'un groupe parlementaire ouvert aux députés comme aux sénateurs et portant le nom significatif d'action nationale. Que ceci soit entendu et consacré, le parti libéral dira volontiers au parti socialiste : « Tout ce que vous obtiendrez librement, par vos efforts personnels, par l'accumulation de vos contributions volontaires, ingénieuses, inspirées de ce sentiment de solidarité que vous tenez tant à propager, tout cela doit être accepté d'avance. » Pour que tout cela se réalise, les socialistes auraient bien fait, comme on le conseillait aux socialistes belges, de reporter du côté des libéraux et des catholiques amis des œuvres, un peu de cette condescendance dont ils abusaient à l'endroit du radicalisme tracassier.

L'auteur de la brochure intitulée *Socialisme et syndicalisme* (1) écrit : « Tout le problème se résout en une question de capacité de la classe ouvrière, que les événements permettront seuls d'apprécier. » Mettre à un prix si légitime l'ascension de ceux qui se montrent impatients de monter, c'est déjà beaucoup. Et cependant, tout le problème serait-il ainsi résolu? D'abord on ne pourra jamais reconnaître à tous et à chacun des capacités égales. Puis il y a l'usage à en faire, il y a l'usage qui en est fait. L'ancienne bourgeoisie avait certes fourni les preuves de sa capacité, ce qui n'a pas empêché que, dans ses propres rangs, on lui ait

---

(1) Hubert LAGARDELLE, *Bibliothèque du mouvement socialiste*, t. IV, p. 51.

demandé autre chose encore, plus d'esprit de solidarité, plus de souci de la destinée des humbles, plus de promptitude à accepter certains sacrifices — la fraction la plus heureusement exigeante résumait le tout en disant : plus d'esprit chrétien. De même, au-dessus d'une meilleure et plus patiente formation technique, au-dessus d'une intelligence plus attentive à ce qui est possible et à ce qui ne l'est pas, on est en droit d'attendre des socialistes plus de respect des initiatives individuelles, plus de respect des droits acquis par la valeur de la personne, plus de respect des libres groupements d'intérêts d'ordre spirituel, un retour enfin plus confiant à l'honneur de cette famille une et stable d'où découlent les vertus sociales aussi bien que les vertus privées.

Il fut un temps, assez court, du reste, où libéraux et socialistes eurent çà et là l'idée de s'allier sur le terrain électoral, dans l'espérance de faire reculer la tyrannie des radicaux d'alors. Généralement, le prix offert par les socialistes était la promesse d'un ralentissement de la lutte anti-religieuse ; aucune mesure réparatrice n'était annoncée, on condamnait seulement le régime des décrets, les suppressions violentes et les tentatives de monopoles administratifs. Le sacrifice, si c'en était un, n'avait pas de quoi peser beaucoup à ceux des socialistes qui y souscrivaient. En tout cas, devant la propagande générale du parti, devant son hostilité fondamentale à toute idée religieuse et à toute idée spiritualiste, devant l'expérience acquise d'un mouvement enveloppant destiné à ruiner toutes nos traditions, quel crédit pouvaient longtemps garder trois ou quatre pactes où la lettre était peut-être assez respectée, mais où l'esprit matérialiste et niveleur subsistait quand même, agissait quand même? En maintes circonstances sans doute, les radicaux ont provoqué plus de colère et plus de mépris par ce qu'on leur voyait de violence

factice, de sincérité douteuse, de calculs ambitieux, de complaisances intéressées et rapetissantes. Tout cela se dissimulait beaucoup moins bien sous les programmes maçonniques que sous l'ampleur des revendications humanitaires et sous les appels de la justice internationale. Mais enfin, tout ce qu'il eut là d'artificiel et de convenu permet précisément d'espérer qu'un parti radical nouveau ou renouvelé dans ses chefs et dans ses membres, instruits par l'expérience et plus encouragés à l'entente qu'à la désunion par les souvenirs de la grande guerre, saura nouer des rapprochements plus bienfaisants. Qu'on imagine, si l'on veut, quelque dénomination nouvelle, parti de l'union, parti de la concorde, parti de l'action nationale, ou que dans un élan de générosité jeune, mais mûrie, on ouvre largement les rangs à une majorité libérale, active et réformatrice, il y aura certainement à opérer des groupements nouveaux. Qu'ils se laissent pénétrer de cet esprit que nous souhaitions à notre art et à notre littérature, de cet esprit qui fait servir au culte de l'idéal la connaissance attentive, la pratique méthodique des réalités et de leurs lois.

V

L'avenir de l'officier.

La vague d'enthousiasme et de vaillance, mais de souffrance aussi, qui, depuis près de trois ans, soulève tous les Français, n'a, somme toute, rien bouleversé, ni surtout rien compromis gravement. On peut même dire que tout en multipliant les morts prématurées et les ruines heureusement plus réparables, elle a rapproché, mêlé, poli, arrondi, pourquoi ne pas dire embelli et transfiguré un bien grand nombre de ces pierres qui doivent bientôt rentrer dans l'édifice social. Quelle place sera réservée aux unes et aux autres? Dans quel plan seront-elles appelées à se ranger? Comment le mode de rapprochement et de mutuel soutien qui en suivra modifiera-t-il l'efficacité de leur action réciproque? Quel profit en résultera-t-il pour les intéressés et, de proche en proche, pour l'ensemble entier du pays?

* * *

Parmi ces éléments de résistance et de support qui attendent les fondations et reconstructions de l'avenir, que peut-on pronostiquer de ces deux groupes d'hommes qu'on appelle les officiers et les patrons? Les uns et

les autres ont été bien attaqués, bien menacés même; et ce n'est pas sans raison que, malgré l'apparente opposition de leurs études et de leurs genres de vie, on les a rapprochés dans cette défiance obstinée de l'autorité qui est chez nous un mal périodique. Les uns et les autres se vouent à des tâches que des masses de subordonnés doivent réaliser par leurs efforts de tous les instants, mais dont ils ne peuvent que partiellement apercevoir par eux-mêmes les difficultés et le prix. La confraternité de la bataille où se sont unis tous les rangs, tous les métiers, tous les grades, tous les titres à la reconnaissance et à l'admiration nationale aura-t-elle modifié ou promet-elle de modifier ce mode de concours? Apportera-t-elle dans l'organisation et dans la vie des forces publiques des modifications qu'il y ait lieu de suivre avec confiance? Il y a là bien des questions qui méritent d'être posées. Et, puisque c'est surtout à l'officier qu'est présentement la parole, parlons tout d'abord de lui.

Dans son livre sur *l'Armée nouvelle*, écrit peu de temps avant la guerre, Jaurès manifestait très éloquemment un grand amour de la patrie et un vif désir de la voir servie par une armée puissante. Qu'il souhaitât de voir l'armée et la nation ne faire qu'un, qu'il demandât à la société française des réformes de nature, suivant lui, à confirmer une telle union, à la rendre sensible et forte dans les plus petits détails de la vie collective, assurément c'était son droit, c'était, dira-t-on de plus d'un côté, sa mission. Il semble toutefois qu'à cette fusion étaient mises des conditions bien lointaines. Plus d'un lecteur aura même pu se laisser persuader que tant que le programme socialiste n'aura pas effectivement donné, par sa victoire, la limitation légale des heures de travail, le minimum légal de salaire, l'accès légal à la propriété pour tout le monde, et beaucoup d'autres choses encore, l'unité de la défense

nationale manquera de base et de solidité. Ne soulevons pas tant de questions. Quand M. Jaurès réclama ardemment, dans l'intérêt de l'armée, comme dans celui de la population jeune ou vieille, qu'on eût « le courage de proscrire les liqueurs empoisonnées qui affolent les nerfs du peuple », nous disions bravo ! Comme tout à l'heure nous disions bravo à cexu qui, *antérieurement* à toute refonte sociale, demandaient une réforme préalable de la moralité, privée ou publique, par la pratique habituelle du dévouement. Mais qu'il faille y ajouter nécessairement des solutions fermes des problèmes du « monopole de la production, de la rectification, de la vente de l'alcool » — qu'il soit nécessaire d'avoir résolu déjà toutes les difficultés relatives au logement, à l'éducation, à l'assurance contre tous les risques de la vie, pour que les soldats de l'armée nouvelle aillent au feu sans arrière-pensée, c'était là se servir un peu trop des nécessités les plus évidentes d'une cause universelle pour soutenir les intérêts d'une cause encore bien mélangée d'incertitudes et d'hypothèses. C'était surtout montrer une confiance insuffisante dans l'armée et dans la nation telles qu'elles sont encore à l'heure présente. Pour que l'armée selon les socialistes devienne ce que prophétise le patriotisme — indéniable — de M. Jaurès, il faut encore, paraît-il, bien des vertus dont on pourrait croire que nous ne possédons encore que les promesses. Soit ! mais la nation et l'armée de 1914-1916 n'ont eu besoin que d'être ce qu'elles étaient, pour vaincre sur la Marne et sur l'Yser. Jamais on n'aura eu, jamais on n'aura d'armée plus populaire dans tous les sens du mot. Autant, c'est possible ; mais plus, assurément non ! Dire que le monde en a été surpris, ému, émerveillé, n'est plus qu'une banalité. Ceci n'est pas pour discréditer d'avance les projets de réforme sociale ; rappeler que ces projets se heurtent souvent à des dif-

ficultés qu'on ne voit pas assez et dont quelques-unes sont tenues pour trop aisément surmontables, n'est pas du tout — au contraire ! — les mettre en interdit. Mais enfin, ne mélangeons pas les problèmes. Croyons surtout que celui de la cohésion, de la discipline, de la persévérance et de l'énergie militaires, la France l'avait résolu sans en chercher les données dans des discussions relatives aux monopoles ou aux privilèges des syndicats. Espérons que ce sera beaucoup plutôt la confraternité de tous les officiers et de tous les soldats dans les tranchées qui viendra faciliter la confraternité chez tous ceux qui pourront heureusement se retrouver dans les compagnies et dans les usines. Les succès remportés, en commun, au cours de la guerre menée contre l'étranger, feront ainsi oublier cette guerre internationale de classes que quelques-uns avaient la folle prétention de lui substituer.

* * *

D'où est venu cet élan? D'où est venue son unanimité ?

En premier lieu, de ce que la guerre nous était imposée, et que personne, absolument personne, dans le pays, n'y avait poussé.

En second lieu, autant l'agression germanique était grossière et autant apparaissaient révoltants tous les sentiments dont elle s'inspirait dans ses moyens comme dans son but, autant la résistance française était juste et à l'abri de tout reproche, sauf celui de trop d'optimisme et de trop de confiance imprévoyante.

Enfin, l'armée tout entière trouvait une éclatante satisfaction de ce besoin d'égalité qui, chez nous, n'est ni moins vif, ni moins tenace que l'idée de justice. Jamais on n'avait vu, jamais on n'avait même compté voir, les ouvriers et les patrons, les pauvres et les

riches, les célibataires et les gens mariés, les laïques et les curés, avec nos apôtres de la Chine et du Japon, les instituteurs publics et les Frères à peine déshabitués de leur costume, accourir tous au-devant du même péril et s'y prêter mutuellement tous un égal concours. Sans doute, une fois que le Français a établi son droit à l'égalité et qu'il croit avoir ainsi réparé l'injustice de la fortune, il réclame davantage. F. Le Play a pu soutenir sans paradoxe que ce peuple si égalitaire était peut-être le plus ami des distinctions, des décorations, des faveurs même. Il est non moins vrai qu'il aime à s'enthousiasmer pour un chef auquel il confère, de son propre mouvement, une gloire souvent éphémère ; il aime alors à dire : « Celui-là, c'est mon homme. » Mais là encore il se flatte de tout distribuer, les charges, les dangers, les honneurs, suivant les exigences d'une justice reconnue et acceptée de lui.

Pour couronner le tout, s'est ajoutée la manière dont l'officier, dans la réserve comme dans l'active, a rempli son devoir aux yeux de tous. Disons bien « aux yeux de tous », puisque ce n'était plus là cette armée restreinte dont la nation demeurait spectatrice : c'étaient des millions d'hommes représentant toutes les familles et tous les groupes sociaux de la patrie.

* * *

De toutes ces données réunies, peut-on prévoir, pour l'espérer ou pour la craindre, quelque modification de nature à séparer l'armée et la nation si magnifiquement confondues l'une avec l'autre ?

J'ai écrit, il y a un instant, le mot « craindre ». N'y a-t-il pas là, se dira-t-on, une faute d'impression ou un oubli ? Eh bien ! non. Le succès et la gloire ont, certes, leurs avantages : mais ils ont aussi leurs écueils. Plus d'une voix s'est déjà élevée pour dire : « Nous l'avons

eue, cette fois, la nation armée; c'est elle qui a vaincu sur la Marne et sur l'Yser, et qui a sauvé la France à Verdun : l'ombre de Jaurès a dû être pleinement satisfaite en voyant que désormais c'est assez de la nation pure et simple. » — « Pleinement satisfaite, » ce serait beaucoup dire; car il a dû faire sur lui-même un retour assez dur. Il traitait de « calomniateurs ineptes » ceux qui doutaient de la solidarité internationale et qui prédisaient qu'en cas de guerre, les socialistes allemands se battraient contre nous, non seulement par obéissance passive, mais par esprit d'impérialisme germanique. Jaurès a vu ces « ineptes calomnies » se transformer en réalités sanglantes. Il n'avait voulu prévoir ni la persistance de l'esprit de rapine et de brutalité de la race la plus voisine, ni la pleutrerie de tant de puissances neutres supputant les bénéfices de leur commerce alimenté par les demandes des belligérants et attendant le signal de la victoire pour se ranger derrière le plus fort et lui demander une part du butin. « Soit, dira-t-on encore, mais cet optimisme qui faisait tant de confiance à la nature humaine, a produit quand même son action vengeresse. Que le péril montre de nouveau sa tête menaçante, le peuple se soulèvera, dans le souvenir de sa victoire, et il improvisera par lui-même un nouveau triomphe. »

A semblable pouvoir d'improvisation, le célèbre tribun avait le bon sens de ne pas croire. Il avait, de plus, ce don... ou cette faiblesse, propre à l'éloquence, de ne savoir rien exprimer à demi. Apercevait-il un aspect inattendu de la vérité, inattendu de ses amis ou de lui-même, il lui apportait sans hésiter son enthousiasme, mêlé d'une généreuse indignation contre ceux qui refusaient de le partager : « Ce serait, disait-il (page 149), un crime contre la patrie de laisser croire que l'inspiration soudaine du courage, de l'enthousiasme et

du génie peut suppléer à l'organisation patiente, méthodique et forte. De même que l'ordre socialiste de production et de propriété ne peut se constituer et fonctionner par le seul élan de la conscience, mais qu'il y faut aussi des forces de technicité et de méthode, l'habitude de l'organisation et de la libre discipline dans le prolétariat, de même la pleine efficacité d'une armée de défense vraiment nationale et populaire suppose, avec la ferveur des esprits, une préparation continue et profonde. » Vient ailleurs ce jugement sur l'héroïque armée du général Chanzy : « Il ne lui manque alors qu'une préparation plus sérieuse et la charpente d'une forte organisation militaire. »

Ce qui manquait ainsi à l'armée de la Loire n'a certainement point manqué, à beaucoup près, autant à nos armées de 1915. Les armées impériales avaient certains éléments de préparation remarquables, il leur en manquait d'autres, et ce fut la même chose hier. Mais ne devons-nous pas dès aujourd'hui nous mettre en présence d'un lendemain où beaucoup de conditions peuvent se trouver profondément modifiées ? Nous le devons d'autant plus que des conditions nouvelles qu'on n'a pas prévues sont toujours aggravantes.

Une fois de plus, le pays a dû constater à quel point il est dangereux de ne pas connaître à fond la préparation militaire de ses rivaux et de ne pas y répondre de longue date par une préparation équivalente. Et par préparation, que faut-il entendre ici? Les hommes sont toujours là, trop peu nombreux, par suite de la diminution, si lamentable et si alarmante, de notre natalité, mais disponibles enfin et prêts à improviser, en ce qui les concerne, des mœurs militaires de nature à satisfaire les plus exigeants. Mais plus il faut se retourner et se débrouiller, plus il faut que les guides et les entraîneurs du mouvement soudain suppléent à l'inex-

périence provisoire des masses par un surcroît de volonté exercée, adaptée surtout de longue date aux fins qu'il s'agit de réaliser sans délai, au milieu d'obstacles trop aisément déconcertants. Qu'on ne dise pas que si l'obstacle est nouveau, l'effort doit l'être et peut l'être. Au fond, rien ne s'improvise du tout au tout; il y a toujours en toutes choses des transitions enchaînant les idées, les inventions, les ressources nouvelles aux idées, aux inventions, aux ressources anciennes. Sans doute, des méthodes mécaniques, esclaves de la tradition littérale, routinières, en un mot, appelleraient des rajeunissements; ou, pour mieux dire, il en est toujours et partout besoin. Mais ces rajeunissements mêmes ne sont pas ceux qui demandent le moins d'études préalables, et il n'y aurait rien de plus dangereux que de les vouloir trop universels, trop brusques, sans l'aide combinée des expériences et des calculs du passé. A la vérité, il est toujours difficile, pour des hommes ayant de longues traditions, de rompre subitement avec elles et d'en inaugurer eux-mêmes d'autres, demandant de nouveaux calculs et toutes sortes de nouvelles habitudes. Mais croit-on que celui qui ne sait rien de ce qu'on lui demande et n'en a rien à oublier soit mieux armé contre des nécessités imprévues? De ces deux groupes, si le besoin de les rapprocher l'un de l'autre est assez senti, peut cependant sortir une collaboration féconde. Le personnel plus jeune est animé d'un esprit plus critique, enchaîné moins servilement au passé, plus avide de solutions répondant à des besoins et à des périls jusqu'alors insoupçonnés du personnel ancien, trop enclin à croire, celui-là, qu'il avait ce qu'il fallait pour y faire face. Que de temps lui faudrait-il, alors que le temps lui manque, pour inventer ce qui n'est point encore à sa portée! Si les deux personnels se boudent, c'est le désordre et la catastrophe. S'ils se font de mutuelles concessions et s'en-

tr'aident loyalement, c'est la victoire. Que chaque personnel se fasse donc bien accueillir de l'autre, non pour changer radicalement ou pour détruire, mais pour perfectionner et adapter. Ce qu'on nomme l'inspiration n'est que le résultat de réflexions accumulées : ce qu'elle a ou semble avoir de rapide et de soudain n'est que la vue du rapport qui vient de se révéler entre la difficulté à résoudre et les ressources encore inemployées, mais toutes prêtes, qui vont en donner enfin la solution. D'où la nécessité croissante d'avoir des chefs toujours en éveil sur toutes les parties accessoires et modifiables, comme sur les parties fondamentales de leur métier. Ceci est vrai pour toutes les professions et pour tous les arts, mais ceci est encore plus vrai pour les masses nombreuses et pour les masses dont chaque élément peut prétendre à une action et à une idée personnelles. « A ceux qui diraient que les batailles modernes seraient des batailles de soldats, d'officiers subalternes, on répond (écrivait le 31 mars 1916 le général de Lacroix) : plus la machine devient compliquée, plus elle a besoin d'un mécanicien. Ce mécanicien en chef doit être aidé par des sous-ordre de plus en plus habiles, parce que leur part de responsabilité et d'initiative devient plus grande et leur tâche plus difficile ; mais l'influence de direction n'en est que plus grande et sa tâche plus ardue. » Dans les organisations rudimentaires des êtres placés au plus bas degré de l'échelle, chaque cellule anonyme a également les fonctions vitales : à mesure qu'on monte, que les appareils divers se perfectionnent pour accomplir, l'un une tâche, l'autre une autre, la nécessité d'organes dominateurs et du dominateur, par excellence, le cerveau, se fait mieux sentir. D'où ce principe reconnu des sciences naturelles : plus un organisme est complexe, plus il est un. Si son unité était rompue, sa complexité même ne ferait que l'exposer davantage à la dissolution.

* * *

On a lu plus haut des lignes où l'auteur de l'*Armée nouvelle* semble tout à fait d'accord avec la tradition scientifique et avec la tradition professionnelle pour insister sur le besoin d'assurer aux chefs, donc ici aux officiers, une longue et savante préparation. Il aime sans doute à répéter que la sève de la vie nationale s'élabore partout et que partout elle monte... ce qui veut dire qu'elle vient d'en bas. Soit! mais il ne pouvait pas ignorer que si cette sève tend à *monter*, c'est sous l'action de la lumière et de la chaleur qui rayonnent d'en haut. Il a seulement une tendance (on la retrouve chez tous ceux de son parti), à se cantonner dans une terminologie scholastique qui exalte *la* nation, *la* démocratie, *le* prolétariat : devant ces éloges collectifs, on oublie trop souvent qu'il s'agit d'actions organisatrices et rénovatrices, et que tout cela s'individualise et se personnifie. M. Jaurès ne l'avait cependant pas méconnu. Sur la formation des officiers il a des pages qui méritent d'être relues. On sait qu'une intervention du parti radical avait failli nous faire rétrograder, en matière d'organisation militaire, bien au-dessous de ce que les socialistes, ou du moins leurs chefs nous proposaient. L'homme qui était rentré au ministère de la Guerre au moment où Paris semblait si menacé, était aussi celui qui, quelques années auparavant, avait proposé de faire sortir du rang, uniquement du rang, tous les officiers de l'armée, sans exception. Or, ce projet, personne ne l'a plus vigoureusement combattu et plus victorieusement exécuté que l'a fait M. Jaurès. Il a parfaitement bien expliqué que, pour être dans l'armée ce qu'ils doivent être, une « force excitatrice »... ayant « mis d'avance toute son âme dans la bataille », il leur faut de fortes études et une familiarité constamment entretenue avec les calculs du devoir professionnel et

la pensée du sacrifice (voir tout le chapitre VIII). « La démocratie, dit l'auteur (page 271), n'a jamais signifié pour nous médiocrité uniforme et abaissement commun. Je ne consentirai jamais, pour ma part, à dire qu'on peut supprimer les hautes épreuves initiales et le haut enseignement militaire sans péril pour la défense nationale et pour le ressort général de l'esprit français. » Les épreuves initiales, évidemment celles des grandes écoles et du haut enseignement, c'est toute la carrière de l'officier. Plus on étendra le rôle des réserves et plus on fera passer d'hommes sous les drapeaux pour un temps, quitte à les rendre périodiquement à peu près tous à leurs occupations civiles, plus il sera nécessaire de leur donner des officiers sachant absorber, synthétiser en eux-mêmes tous les soucis, tous les projets, toutes les inventions, tous les procédés sans cesse renouvelés de l'art militaire. C'est là une vérité de bon sens souvent proclamée en théorie, souvent battue en brèche, dans des vues sectaires, mais que, moins que jamais, il ne sera permis d'oublier. L'armée anglaise aura eu beaucoup plus de peine à former des officiers que des soldats. Suivant l'observation bien confirmée d'un écrivain militaire des États-Unis, elle comptait trop sur ses habitudes si précieuses à la vérité, mais bien insuffisantes du *sport* : la cause commune ne pouvait pas ne pas s'en ressentir.

De ce que nos officiers devront être plus que jamais, non seulement des techniciens, mais des hommes d'un esprit élevé, cultivé, ouvert, faut-il conclure que c'est dans les universités qu'ils devraient se former? Ce serait là, semble-t-il, la solution de l'auteur de l'*Armée nouvelle* : son désir de mêler l'armée et la nation pourrait bien l'égarer. N'oublions pas qu'il s'agit ici d'une œuvre essentiellement active, terriblement pratique et que, dans le domaine de l'action, la loi de la division du

travail s'impose bien impérieusement aux sociétés contemporaines. On sait assurément que la science pure est ce qui tient en réserve le plus d'applications inattendues et variées : c'est pourquoi il faut laisser au savant proprement dit toute la liberté de ses spéculations et de ses théories. Du jour où une application particulière paraît devoir en surgir, c'est au groupe spécial qu'elle intéresse de près et à ses chefs à la bien comprendre et à la bien faire comprendre des autres. Dès lors, l'idée nouvelle sera doublement consacrée, par la science et par la pratique. Mais, encore une fois, la science pure exige plus de liberté, plus de familiarité avec l'hypothèse, que n'en permet une carrière active. Il serait à craindre que des hommes passant directement de l'Université au régiment, y apportassent plus d'objections que de vues sûres, plus d'esprit critique que d'activité optimiste et entraînante. En tout cas, ce qui peut être utilisé à l'état de minorité, n'est pas ce qui est le plus à désirer dans un ensemble. Ni l'érudition, ni l'ingéniosité, ni l'esprit n'empêchent, en quelque ordre que ce soit, de glisser vers ce qu'on appelle l'esprit décadent. Or, ce qu'un officier décadent a de mieux à faire, c'est de sortir au plus tôt des cadres et d'écrire quelques brochures ; car la critique, quand elle sait être opportune, a toujours son prix.

* * *

Pareil esprit, pareille méthode, ont-ils le tort de former une minorité fermée ? Serait-il plus expédient de préparer tous les futurs militaires — c'est-à-dire tout le monde — à devenir aptes à comprendre et à pratiquer tous les talents militaires, au fur et à mesure qu'ils se révéleraient ? Quelques-uns le disent, mais devant ces révélations subites les rangs ne sont jamais fermés. D'autant moins fermés que, dans une guerre un peu

longue, ils n'ont jamais rien de si subit. Puis il est en toutes choses, absolument téméraire de tabler sur les exceptions possibles, de faire plier d'avance devant elles des nécessités, des convenances, des ressources beaucoup plus générales. Jaurès a eu le bonheur de le voir et de le proclamer. « En donnant, dit-il, ou plutôt en exigeant de donner à tout le monde une instruction supérieure, on donnerait à chacun l'illusion de l'avoir acquise et le droit de prétendre à un avancement qui le conduirait aux grades les plus élevés de l'armée. Comme il est, d'autre part, impossible de donner ces avantages à tout le monde, on crée le mécontentement de tous ceux — et ce sera la majorité — qui resteront en arrière. »

Ce que Jaurès paraît avoir encore bien vu, c'est que le chef ainsi formé, même en vue de l'action militaire proprement dite, « ne perdra jamais les autres aptitudes, tant scientifiques que pratiques, réclamées par la vie générale de la nation ». Il a trop d'aptitudes à cultiver d'abord, et il en aurait trop à utiliser partout. Certes on a prétendu abuser de l'officier en lui imposant toutes sortes de tâches qui ne le regardent pas. On aurait voulu qu'il enseignât, à la caserne même, la mutualité, la botanique, la métallurgie, l'agriculture. Tout cela était ridicule. Ce qui ne l'est pas, c'est qu'il acquière, développe autour de lui et se tienne prêt à employer — même en dehors des champs de bataille, — des talents propres à la construction, au repérage des distances, à l'ajustage, à la rédaction d'un rapport clair, à l'aménagement d'un terrain, mais par-dessus tout au groupement, à la direction, au commandement d'hommes conduits à la française, non à la prussienne. Beaucoup de connaissances formées dans l'industrie, dans la culture... ont trouvé d'heureuses applications dans la préparation des combats ; mais il faut retourner la proposition. Beaucoup de dons éprouvés dans la

préparation des combats ont aussi à rendre des services de plus d'un genre dans la vie civile. La diversité des applications n'empêche pas l'unité d'une formation intellectuelle et plus ou moins scientifique apte à rendre de grands services dans des carrières en apparence bien différentes.

Il y a en effet un don qui, à la guerre, non pas exclusivement, mais plus qu'ailleurs, importe encore plus que la science, c'est le caractère et la volonté. « En France, a dit Napoléon, on ne manquera jamais de gens d'esprit, ni de faiseurs de plans ; mais on n'aura jamais assez d'hommes de grand caractère et de vigueur, enfin d'hommes ayant le feu sacré. » Mais le feu sacré, où s'allume-t-il ? où s'enflamme-t-il ? où s'alimente-t-il, où dévore-t-il ceux qui ont à le transformer en énergie, sinon chez ceux qui aiment leur carrière avant toute autre ? Ce sont ceux-là qui seuls peuvent communiquer à leur tour la flamme nécessaire et entraîner ceux qui le plus souvent en attendent le spectacle contagieux. Sur tous ces points les officiers serbes, comme les officiers japonais et aussi les officiers de la démocratique armée helvétique sont d'accord en 1914 et en 1915. « La vertu cardinale d'un chef, écrit le colonel Simon Montaigus, réside dans l'empire de la volonté d'en haut sur la volonté d'en bas. » Bref il faut plus que jamais que l'intelligence du chef sache synthétiser en vue de la fin poursuivie toutes les connaissances de détail réclamées par son métier ; mais il faut plus encore qu'il synthétise tous les efforts en se montrant un homme d'initiative et de constance, de direction et d'entraînement, en un mot un homme d'action.

* * *

Concluons : l'avenir de l'officier français, qui ne sera certainement pas moins demandé qu'auparavant, c'est

de débuter par une instruction classique à la fois solide et souple, lui permettant de tirer promptement parti de tout ce qu'il lui sera offert de voir, d'étudier, de s'approprier dans la suite de sa carrière. Mais cette carrière devra être organisée à part et de telle sorte que tout ce qui pourra s'y apprendre concoure à la formation intelligente d'un caractère et d'une volonté tendus vers le but, impossible à oublier, du combat et de la victoire. Dans la science pure, les applications descendent rationnellement de l'idée première. La vie active appelle les hommes de pratique à s'élever, sous la pression des circonstances, vers des conceptions intellectuelles et des conceptions sociales de plus en plus hautes. Les unes et les autres se rejoignent pour le plus grand bien de la nation et de l'humanité.

VI

L'avenir du patron.

Que le patron soit moins populaire que l'officier — que l'officier français surtout — personne ne peut s'en étonner. L'officier est désintéressé, l'officier risque sa peau autant ou plus encore que le soldat. La victoire qu'il veut, c'est la victoire commune : il vit au milieu de ses troupes, en contact permanent avec elles : il s'occupe d'elles, il assure leur bien-être autant qu'il le peut. Si, enfin, il leur demande une discipline indispensable au salut de l'armée tout entière, il donne l'exemple le premier. Tous ces éléments de rapprochement, de concorde, on peut même dire, chez nous, d'amitié, la guerre les met mieux en relief encore que la vie de caserne. La paix faite, le temps des grandes épreuves et des grands périls enfin clos, nul n'aura plus que le fier souvenir des plus dures journées du même champ de bataille où a été déployé, de part et d'autre, le même courage : tous aimeront également à en raconter les incidents les plus émouvants. Donc, soyons-en sûrs, l'officier français sortira de la grande guerre plus assuré que jamais de l'estime et de la reconnaissance affectueuse de l'armée, plus assuré que jamais de son crédit devant la nation.

Avec le patron, nous sommes sur le terrain de la concurrence et de la rivalité entre compatriotes eux-mêmes. Quand le patron lutte, lui aussi, pour la vie, quand il a des raisons trop sérieuses de s'alarmer pour le crédit dont il a besoin, pour la sécurité de ses moyens d'action, pour la fidélité de ses auxiliaires, pour la direction nouvelle d'un courant d'affaires, l'ouvrier ne sait rien de tout cela, ou, s'il le sait, il n'en a cure. C'est d'ailleurs là ce que le patron a le plus d'intérêt à tenir caché. Si, devant les officiers, les hommes ne forment qu'un corps, animé du même esprit, portés vers un même but, l'ouvrier, lui, ne peut calculer que ses difficultés personnelles ou familiales : il s'agite le plus souvent dans une incertitude irritante sur l'étendue des bénéfices dont il voudrait bien avoir, tous les jours, une part plus abondante. Sur ce point, comme sur beaucoup d'autres, les conversations, les suggestions réciproques des camarades risquent quelquefois plus de l'égarer que de le guider.

Or, les changements qui se sont insensiblement produits, comme d'eux-mêmes, dans la vie industrielle, n'ont pu, jusqu'à présent qu'aggraver, à bien des points de vue, ce que cet état de choses a d'inquiétant pour la paix publique. Les confits s'y multiplient et ils mettent aux prises des gens qui perdent de plus en plus les moyens de se connaître. Même dans la grande industrie, le patron, sans doute, existe toujours, avec une dénomination ou avec une autre : quant au patronage, il disparaît, même dans la petite et dans la moyenne industrie.

* * *

Qu'était-ce donc que le patronage? Quelque chose de plus que l'existence pure et simple du patron et que son droit au commandement. C'était l'action exercée par le patron en faveur de l'ouvrier, l'action destinée à

le former, à l'avertir, à le conseiller, à le soutenir, à lui indiquer, à lui faire trouver, en dehors de la vie proprement industrielle, des moyens d'améliorer ses conditions d'existence et celles de sa famille. Ce qui s'oppose maintenant à l'exercice de ce patronage, tout le monde le sait : ici la grandeur des entreprises et le nombre considérable des ouvriers; là le peu de stabilité des engagements et la mobilité du personnel. Ajoutons-y cette sorte de contre-patronage où s'organise l'opposition contre les propriétaires et les patrons. De là des négociations et des pourparlers, qui, heureusement, aboutissent encore quelquefois à des ententes, mais sans confiance, sans attachement et sans générosité.

Donc, le patronage personnel est bien menacé. Non pas que les patrons n'aient plus aucun souci du bien-être, de la moralité, du bon esprit de leurs travailleurs ; mais quand ils servent une de ces causes, ils le font le plus souvent sous une forme anonyme, en créant, par exemple, une œuvre ouverte à tous, à connus et à inconnus. Tel patron qui renonce à améliorer le logement de ses propres ouvriers, en bâtissant lui-même pour eux, souscrira plus volontiers pour une œuvre collective de maisons à bon marché, de maisons pour familles nombreuses. Il se dit qu'il éveillera ainsi moins de défiance, et que son intervention ne risquera pas d'être mal interprétée. J'ai connu un homme de bien, mort depuis peu, administrateur d'une des plus grandes entreprises commerciales du monde entier. Chaque dimanche matin, il visitait des pauvres. Étaient-ce des membres éprouvés, malades, de sa propre administration ? C'étaient indistinctement ceux qui lui étaient désignés par la Société de Saint-Vincent-de-Paul d'un quartier. Un jour, s'étant tout particulièrement intéressé au sort d'une famille et voulant faire pour elle un effort spécial, il m'avait demandé je ne sais plus quelle

démarche, mais en me disant : « Ne faites pas savoir que c'est moi qui vous ai mis en mouvement, je ne voudrais pas qu'on me reconnût. »

Si le patronage, tel que Le Play l'entendait et le recommandait, paraît ainsi menacé, le patron lui-même est-il également condamné à disparaître? Quelques-uns le croient ou le disent. Ils rêvent « l'atelier sans maître », soutenu par le syndicat dans un régime de parfaite égalité. Ils n'ont aucune tendresse, ni pour le petit, ni pour le moyen atelier, pas plus qu'ils n'en ont pour le petit ou pour le moyen propriétaire; ils voient dans tous ces hommes autant d'obstacles à la propagation de leurs idées collectivistes. Ils s'efforcent de démontrer que la petite industrie ne peut pas résister, la moyenne encore moins : cette dernière d'ailleurs, ils s'attachent à la combattre plus que l'autre, parce qu'ils y voient toujours poindre, à un moment ou à un autre, un vrai patron, disposant de plus d'expérience et de plus d'économies, commandant directement à ses employés, restant plus maître de les congédier, menant ses affaires à son idée sans avoir à en rendre compte à personne. Quand ils s'adressent au patron d'une ferme ou d'un établissement agricole, ils voudraient à tout prix lui prouver qu'il est malheureux, excessivement malheureux. Ils lui promettent que, s'il veut bien renoncer à la propriété individuelle et consentir à cultiver la terre en commun, on le délivrera de tout souci; on lui prêtera gratuitement les machines nécessaires; jamais plus il ne sera saisi (évidemment! puisqu'il n'aura plus rien à lui). En attendant, si, à la ville ou aux champs, dans l'industrie ou dans le commerce, une grande entreprise va se développant, les socialistes mènent une campagne à double tactique, mais toujours en vue de la suppression finale du patronat. D'un côté, ils s'élèvent à tout propos contre les abus du capitalisme, qui, disent-ils, règne en maître unique et absolu.

D'un autre, ils ne sont pas sans ménager, avec une sympathie provisoire, la formation de gros capitaux : il y a là, pensent-ils, comme un apprentissage utile à la collectivité, qui, le jour venu, prendra tout. La grande entreprise anonyme est ainsi comme une étape où le vieil individualisme français doit se déshabituer de son amour, souvent si intransigeant, de la propriété personnelle. Démontrer l'inanité de ces rêves serait ici une digression superflue. Contentons-nous de dire que tout ce qu'on attaque là a la vie dure. Le plus urgent est de se demander quels services on peut en attendre encore aujourd'hui et même demain, dans l'intérêt universel.

*
* *

Qu'on ait vu successivement apparaître et prospérer la communauté primitive, la petite propriété, la moyenne, la grande, qu'on veuille ensuite réhabiliter certaines institutions ou certaines tentatives communautaires — telles les *affitanze collettive* d'Italie, — cela ne prouve pas du tout que chacune de ces formes de la vie laborieuse doive supplanter et annihiler toutes les précédentes. Il tombe plutôt sous le sens que plus les intérêts se compliquent, plus les solutions gagnent à être diversifiées, selon les cas. Ajouter n'est pas nécessairement démolir. La preuve que différentes combinaisons peuvent très bien coexister, c'est qu'il en est qui coexistent en effet avec succès, vivant parfaitement côte à côte, s'empruntant même l'une à l'autre de quoi renouveler leurs conceptions respectives. Nous sommes dans le règne de la grande industrie, soit ! Mais il est devenu absolument banal de reconnaître que si elle absorbe beaucoup de petites industries, elle en utilise beaucoup d'anciennes : elle en suscite même beaucoup de nouvelles qui se fondent expressément pour des travaux accessoires, préparatoires ou complémentaires,

pour des travaux de réparation surtout. L'industrie des automobiles et des bicyclettes se centralise de plus en plus, c'est possible (et encore les exceptions sont-elles nombreuses) ; mais il est trop connu qu'elle donne un appoint précieux à un nombre considérable de petits serruriers, de petits maréchaux-ferrants, établis dans les villes, dans les villages et jusqu'aux carrefours de certaines routes. De ces combinaisons qui facilitent des survivances ou même des résurrections, on en trouvera partout, dans le nouveau comme dans l'ancien monde. Laissons donc les petits et les moyens patrons en possession de leur outillage, de leur clientèle et de leur personnel. Laissons-les exercer autour d'eux cet attrait qui porte les ouvriers les plus attentifs, les mieux doués, les plus hardis, à imaginer une amélioration de détail, une simplification, une application inattendue ou désirée. Laissons-les surtout voir dans la réalisation personnelle de leurs idées une raison de mieux économiser un petit capital et de le faire ensuite fructifier sous leurs yeux.

Souhaitons-leur de revenir à la formation familiale et vraiment patronale des apprentis. Souhaitons-leur aussi de savoir se libérer de bien des soucis par divers modes d'association et de coopération entre égaux. Tout le monde y trouvera son compte, à commencer par les grands patrons, qui n'acceptent aucun employé qu'à la condition qu'il ait été d'abord « dégrossi » dans une maison de second ou de troisième ordre.

* * *

Mais enfin l'ennemi par excellence est toujours, pour trop de gens, le gros patron, celui qui possède une grosse fortune, de gros capitaux et dirige un gros personnel. Rendues fortes, elles aussi, par leur nombre, d'importantes fractions du monde ouvrier se demandent

si cette force ne leur permettra pas de s'affranchir de la suprématie d'un homme ou d'une oligarchie. Elles y comptent d'autant plus, qu'au cours même de la guerre on leur a dit de haut : « Soyez sûrs que nous resterons avec vous et que nous ne vous demanderons pas de sacrifier quoi que ce soit de votre programme. »

Ce serait alors le moment de rappeler à tous la vie de régiment et le rôle qu'y a tenu de toute nécessité l'officier. Plus une armée est nombreuse, plus les rôles s'y subdivisent et plus les services s'y compliquent, à l'avant, à l'arrière, au centre, aux ailes : l'action personnelle d'un chef ayant une vue d'ensemble vers le succès de laquelle doivent être dirigés tous les efforts, n'en est que plus nécessaire. Au début d'une action quelconque, action militaire, action commerciale, action industrielle, action politique, action diplomatique, ce qui est réclamé par-dessus tout, c'est une idée, une idée compréhensive, bien entendu, car elle doit synthétiser des expériences et des déductions dont l'esprit ainsi saisi et « empoigné » apercevra tout d'un coup (l'inspiration, nous l'avons déjà rappelé, n'est pas autre chose) la possibilité de tirer un parti supérieur. Ceci cependant ne suffit pas. Cette idée n'est rien si on ne la réalise par une exécution aussi unie, aussi ordonnée vers sa fin que l'a été la conception première. Rien de plus délicat que le choix de ceux qui doivent y travailler comme y étant les mieux disposés et les plus aptes. Sommes-nous au bout? Pas encore! Il faut, là aussi, une volonté, un caractère, un don de fermeté persévérante. Là est le secret de cet ascendant sans lequel l'effort collectif se brise ou se décourage aisément, mais avec lequel les difficultés mêmes deviennent comme des provocations à quelque hardiesse plus heureuse que toutes les autres. Supposer que toutes ces opérations puissent s'accomplir au sein d'un syndicat probablement partagé,

insuffisamment éclairé, libre cependant d'accepter ou de rejeter les décisions proposées, est-ce possible ? On a simplifié bien des moyens d'exécution, assurément ; mais ces simplifications mêmes permettent de viser plus haut à des fins où apparaissent des complications d'un ordre nouveau, et ainsi de suite, indéfiniment.

Les syndicats, disent les socialistes, ne feront que prendre la place de tant de grandes administrations publiques ou privées. Mais ces grandes administrations ont à leur tête des hommes dont les compétences sont le fruit de longues sélections ; et les socialistes, s'ils tiennent les promesses qu'ils font en masse à tous leurs hommes, ne sont pas les amis des sélections, créatrices d'inégalités... Puis il y a autre chose à dire. Les grandes entreprises, munies d'un personnel dirigeant nombreux, ont certainement bien des avantages qu'elles doivent à la puissance acquise de leur capital, de leur outillage, de leurs moyens d'amortissement et de renouvellement, de la formation traditionnelle de leurs principaux auxiliaires entre lesquels ils ont soin de diviser les tâches. Imiter une pareille organisation dans les syndicats, et tout grand syndicat sera bien obligé de le faire, c'est ressusciter un patronat et c'est le doubler d'une administration bureaucratique. Mais déjà les hommes les plus compétents et les plus réfléchis trouvent qu'à côté de ces avantages il y a des inconvénients certains, un alourdissement des initiatives sous le poids des délibérations multiples et de la paperasserie, des retards souvent préjudiciables, un désir excessif de ne travailler qu'à coup sûr... A beaucoup d'égards, ajoutent ces critiques, rien ne vaut le patron unique, maître de lui-même et de ses décisions, embrassant d'un coup d'œil le champ d'une invention ou d'une découverte méditée, suivie par lui, sachant prévenir à temps les concurrences par un coup rapide. En réalité,

ces deux formes de la vie industrielle subsisteront toujours côte à côte, elles aussi. Tantôt le gros patron, enrichi par ses combinaisons personnelles, mettra son affaire en actions; tantôt tel auxiliaire d'une vaste entreprise anonyme s'en détachera pour appliquer plus librement l'idée que lui auront suggérée l'expérience et la critique de tels ou tels procédés. C'est de cette diversité même que naissent les progrès.

Des hommes comme Jaurès et comme M. Albert Thomas ont certainement l'intelligence de ce que la vie industrielle et la vie militaire exigent de coordination et d'unité. Le second, par exemple, expliquait très bien au Creusot comment les divers métiers devaient se prêter un mutuel concours. Et cependant, l'évolution qui s'accomplit dans la population ouvrière des deux mondes, à son insu, mais par elle (il n'y a là aucune contradiction), est bien loin de mettre les travailleurs proprement dits en disposition et en état d'évincer les patrons. Pour les évincer, il faudrait qu'un plus grand nombre d'entre eux fussent en état de les remplacer dans les fonctions diverses de la vie industrielle et dans l'unification de ces fonctions. Or, les ouvriers ont certainement gagné, sinon en intelligence de certaines questions d'ordre général, du moins en aptitude à en parler avec certaines vraisemblances et de nombreux à peu près ; ils savent lire plus de journaux, comprendre partiellement plus d'orateurs de réunions publiques, discuter habilement une plus grande partie des résistances qu'ils entendent vaincre et des concours qu'ils voudraient s'assurer. Dans l'intelligence et dans la pratique de leur métier, dans l'acheminement à des conceptions et à des inventions de nature à leur ouvrir, même dans la communauté des syndicats, un rôle utile, utile à tous, ont-ils fait des progrès? Deux ordres de faits s'y sont plutôt opposés : d'un côté la division toujours croissante du travail, division qu'ils ont à la

fin acceptée et qu'ils continuent à accepter comme simplifiant leurs efforts; d'un autre côté, les tentations que leur ont données l'élévation de leur salaire et la possibilité de se procurer à tous une existence à la fois plus confortable et plus tranquille. Sous l'action de ces deux mobiles, ils sont devenus et ils deviennent tous les jours plus routiniers. Le Play avait déjà fait dans sa *Réforme sociale* (II, VI) l'observation suivante : « Si l'épargne à laquelle les familles habituent les enfants émancipe ces derniers et les achemine à un bien-être plus tardif, mais plus assuré, j'ai toujours reconnu que le besoin préalable de confort ferme à l'ouvrier anglais et à ses descendants le chemin qui conduit à la propriété et à l'indépendance. » A son tour, M. Paul de Rousiers constatait aussi que, il y a quinze ou vingt ans, l'outillage d'une complication très grande... pour les ingénieurs chargés de tout combiner, aboutit à une merveilleuse simplicité pour le travail des ouvriers. « Alors, l'écart ne devait-il pas grandir entre la nécessité pour les uns d'être exceptionnellement instruits et habiles et la routine peu éducative des autres? » L'excellent sociologue a vu la suite de ce mouvement en Grande-Bretagne où les ouvriers sont bien devenus plus éclairés et plus habilement raisonneurs, non pas du tout sur ce qui touche à la direction ou technique ou économique dont ils ne veulent à aucun prix partager la responsabilité, mais sur le *modus vivendi* à établir entre les bénéfices présumés du patron et leurs salaires à eux, et — ce qui est très louable d'ailleurs — entre la marche de la production et la probabilité de chômage. Les mêmes causes produisant partout les mêmes effets, ce qui se constate en Amérique et en Angleterre s'observe également en France. Les objurgations des socialistes, ambitieux de progrès pour l'amélioration sociale de leur clientèle, ne peuvent rien y changer. C'est d'un autre côté

qu'il leur serait sage de porter les efforts de leur propagande (1).

M. Albert Thomas vante, il est vrai, très haut les bienfaits de ce qu'il appelle « l'unification ouvrière », de cette unification que, dit-il avec raison, « les plus persévérants efforts des organisations syndicales n'avaient pu réaliser en temps de paix. Admettrez-vous, ajoute-t-il, que dans les débats où se retrouvera la nation, il ne subsiste rien de cette concorde nationale? » Excellentes paroles, mais d'où il ne faudrait pas conclure que la concorde soit à conseiller uniquement aux ouvriers entre eux, et que cette unité il leur soit loisible de la réaliser seuls, spontanément. Que des hommes spéciaux soient capables de faire d'eux-mêmes et librement converger leurs travaux respectifs vers une œuvre commune, et qu'ils y réussissent par l'harmonie même de leurs calculs, cela est à la rigueur possible, mais n'est possible qu'entre hommes supérieurs. Encore a-t-on souvent à remarquer combien les hommes spéciaux des comités, des conseils et des commissions étaient exposés et s'exposaient eux-mêmes à des conflits. Car, ainsi que le disait d'eux un homme d'État, « plus ils sont spéciaux, plus ils sont divisés ». Celui qui réussit à les mettre d'accord entre eux ou à leur imposer une entente est bien près d'être, non pas seulement un homme supérieur, mais un homme de génie. Nous voilà évidemment assez loin du personnel auquel le très actif ministre des munitions promet l'unité, tout en les engageant déjà (2) « à poursuivre » une fois la guerre étrangère terminée « leur lutte contre le patronat ». Quand, dans une usine, dans un laboratoire, dans une

(1) V. Paul de Rousiers, ses *Études sur l'Amérique et sur l'Angleterre*. Cf. d'Eichtal, *Voyages en Amérique*, et Moulin, *La France industrielle*, chap. VIII.
(2) Voir *Le Temps* du 19 avril 1916.

entreprise quelle qu'elle soit, règne l'unité ouvrière, c'est qu'a passé par là une action unificatrice, convaincante, persuasive même, et elle n'a pu émaner que d'un cerveau individuel.

Nous louerons donc ici les syndicalistes ou socialistes qui auront l'idée de demander aux consommateurs de collaborer à l'étude des questions de production. Seulement il semblerait bizarre de compter sur cette collaboration pour simplifier le problème et assurer l'unité, alors qu'elle le complique en y ajoutant un élément nouveau. Que cet élément nouveau puisse se prêter un jour à l'accord et que cela soit très désirable, c'est évident; mais il est non moins évident qu'en fait, il prêtera longtemps au désaccord et au conflit. Celui qui a encore le plus de chances de tout ajuster, ne craignons pas de le dire, c'est celui qui, seul, par la fécondité de ses idées et l'heureuse combinaison de ses calculs, saura augmenter assez la production pour satisfaire à la fois — autant que possible! — les ouvriers et les consommateurs. Que ces deux derniers groupes se coalisent contre le patron, ils surveilleront sans doute d'un œil jaloux le partage et la répartition; mais ils compromettront beaucoup l'accroissement nécessaire de ce qu'ils doivent avoir à répartir entre eux. Comme on l'a dit avec bon sens, au lieu de se disputer pour se partager mille francs, qu'ils favorisent donc l'obtention d'un gain de dix mille, et alors ils auront décuplé leur chance d'obtenir à leur tour une répartition croissante. Mais lui aussi, comme son célèbre maître, le nouvel orateur se plaît dans les dénominations impersonnelles, *la* métallurgie, *la* forge, *l'*ajustage, *la* mécanique, en face de *l'*artillerie, *du* génie, de *l'*automobilisme, de *l'*aéronautique, et ainsi de suite. C'est très bien de faire vivre ainsi toutes ces masses, de faire sentir à chacun le frisson de la vie collective à laquelle il doit être fier de participer; mais enfin, nul soldat n'oublie

que la collaboration des différentes armes exige, pardessus tout, la collaboration, l'entente de colonels et de généraux ayant bien compris les ordres et la pensée de leur chef. De cette vérité, les syndicats ouvriers ont souvent la faiblesse de douter. C'est encore une raison pour laquelle le patron est loin d'être, je ne dirai pas aussi populaire, mais aussi accepté que l'officier. C'est une raison toutefois pour qu'il ne soit pas moins tenu pour nécessaire.

Alors, dira-t-on, vous revenez à la vieille conception d'un dualisme étroit : d'un côté le patron, maître absolu, et de l'autre côté, les travailleurs sans personnalité, voués à l'obéissance passive ou à la guerre organisée par le syndicat gréviste? Non; mais il ne faudrait pas non plus de ce dualisme où l'on ne voit agir que le patron et, en conflit avec lui, le syndicat mené par une seule tête. Entre les deux, il serait d'abord à souhaiter qu'intervînt un peu plus le consommateur, non que le consommateur, en général, puisse obtenir et même ait intérêt à obtenir que le producteur abdique en quelque sorte devant lui son esprit d'initiative, de combinaison, de progrès, et par conséquent de direction. Autant vaudrait demander que le client dirigeât son avocat, le malade son médecin et l'élève son professeur. Mais enfin, il y a place pour des ligues de consommateurs et d'acheteurs, et pour des organisations de résistance à certaines fantaisies de la mode, comme à certaines prétentions singulièrement abusives de certains syndicats.

Il serait non moins à souhaiter qu'au lieu d'avoir dans le syndicat ouvrier une force anonyme, où deux ou trois meneurs commandent et où tout le reste obéit plus aveuglément encore qu'au patron, on eût dans la famille ouvrière des groupes s'intéressant particulièrement, en dehors de la besogne obligatoire, l'un à l'hygiène des ateliers, un autre à l'apprentissage des jeu-

nes, un autre à la destination des jeunes filles, un autre à la surveillance des machines, un autre aux salaires, un autre aux différentes formes de la mutualité, et ainsi de suite. Que chacun de ces groupes nomme librement son président, son secrétaire ; que chacun d'eux ait dans l'un des directeurs, sous-directeurs ou associés, un patron spécial avec lequel il puisse conférer. On aurait ainsi non plus ce syndicat jaune suspect et divisant tout de suite le personnel ouvrier en deux groupes ennemis, mais des collaborateurs pris indistinctement dans tous les rangs et relevant leurs situations par le goût et par l'habitude de certaines fonctions choisies qui peut-être les prépareront à d'autres plus élevées encore. Par là s'introduirait dans la vie collective de l'industrie un régime aussi éloigné de la tyrannie que de l'anarchie, et qui serait fait de relations pratiques entre gens ayant acquis une vraie compétence. Par là l'armée industrielle ressemblerait davantage à notre armée, à notre armée d'aujourd'hui surtout, où le courage et le dévouement n'excluent ni l'intelligence, ni l'initiative, mais sous la protection d'une discipline vraiment patronale, permettent de mieux assurer avec dignité le succès commun. C'est à cette harmonie, non à la lutte intestine, que doit tendre notre avenir.

VII

De l'extension du travail des femmes après la guerre.

Tout être humain doit travailler, travailler de son esprit, travailler de ses mains, travailler de toutes ses facultés ; car l'oisiveté n'est bonne à rien, si ce n'est, comme le vieux proverbe le dit avec une rare exactitude, à la prolifération de tous les vices. Ceci ne fait pas plus question pour la femme que pour l'homme. La vraie civilisation comporte bien des variétés de travail ; elle n'admet pas plus la vie sédentaire et toute rêveuse du harem que l'asservissement où le sauvage réduit la femme en la chargeant de tous les fardeaux et en lui imposant tous les genres de fatigue autres que celle de la guerre ; mais si faire d'elle une bête de somme est une monstruosité, la réduire à l'état de bête à plaisir en est une autre. La part nécessaire à donner à l'attrait féminin et à son action bienfaisante sur les sentiments et sur les mœurs ne peut être que compromise, au détriment même de la femme, soit par des habitudes de mollesse et d'indifférence, soit par le goût exclusif des petites manœuvres d'une coquetterie capricieuse et rusée. Cette vérité une fois posée, reste

à savoir quelle doit être la mesure et quelle doit être la nature du travail féminin.

Ici, les enseignements chrétiens sont tout aussi affirmatifs et tout aussi précis. La femme est faite pour un mode de travail qui respecte en elle le devoir de la maternité ; et par là on n'entend pas seulement la fonction physique, mais tout ce qui concerne le soin des jeunes enfants et l'art de les élever.

A ce point de vue, le travail essentiel et primordial de la femme est ce qu'on appelle le travail ménager. Ce mot, qui éveille l'idée d'un travail de surveillance, de calcul et de direction tout aussi bien que celle d'un travail manuel, n'a pas besoin d'être expliqué. Chacun sait tout ce qu'il résume de bienfaits pour le bon ordre, pour l'hygiène, pour la santé, pour l'économie, mieux encore pour la moralité de la famille. Il évoque même tant de choses qu'on est parfaitement autorisé à croire que la vie de la femme peut s'y retrouver tout entière ; car ni la moralité, ni la santé n'excluent, elles appellent, au contraire, un certain art d'adoucir l'âpreté des conditions de l'existence en y mêlant un peu plus de grâce et un peu plus

De ces plaisirs légers qui font aimer la vie.

Au travail ménager on a, de tout temps, uni très volontiers le travail rural. La vie rurale, telle surtout qu'elle se pratiquait et se pratique encore dans notre France, n'est-elle pas comme la vie d'un ménage élargi ? Les réalités et les nécessités ne se montrent sans doute pas là sous leur aspect le plus raffiné ni même le plus délicat. Côte à côte avec les enfants naissent et vivent « les petits » ; pour grandir et se développer, les uns et les autres comptent encore plus sur la bonne nature que sur des soins minutieux. Celle qui a la charge d'élever les uns et les autres doit veiller cependant avec attention et régularité à ce que tous aient le nécessaire.

Alors, autour d'elle, surabonde la vie, une vie qui, pour donner tout ce qu'on en attend, exige du travail et de la sollicitude, mais qui, à son tour, paie et, somme toute, paie sûrement, largement. Comme il apparaît bien, à toutes les saisons et presque à tous les jours de l'année, que la loi de toute vie, même végétale, est de croître et de multiplier, la famille rurale est faite à cette idée élémentaire et simple que tout ce qui grandit dans son cercle est destiné à se reproduire ; pas plus qu'on n'y coupera un arbre encore capable de produire ses fruits, on ne s'y plaindra de voir les poules pondre et couver, les brebis donner des agneaux et ainsi de suite. Alors pourquoi s'étonner de voir naître à son logis des enfants qui « paieront » en permettant de faire produire une plus grande quantité de semences et un plus grand nombre d'animaux utiles, sans parler de la façon dont ils paieront en collaboration, en respect, en reconnaissance et en justes motifs de fierté ? Sans doute il souffle en trop de régions un vent qui vient renverser l'ordre naturel et qui induit à préférer la bête à l'homme, pour cette raison que la bête demande moins d'avances au courage et qu'elle paie plus vite en espèces sonnantes, dont on peut faire tout ce que l'on veut. De là les fantaisies et les erreurs d'une vie pourtant plus restreinte parce qu'elle est toute ramassée dans l'idolâtrie de sa propre personne plutôt que dans la diffusion généreuse de la vraie vie. Ce genre de désordre a malheureusement pénétré presque partout ; mais enfin c'est encore aujourd'hui dans la vie rurale qu'il paraît pouvoir rencontrer la résistance la plus efficace. Aussi, lorsqu'on surveille le travail des femmes et qu'on se préoccupe de ses abus possibles, est-on tacitement d'accord pour mettre à part le travail ménager proprement dit et le travail rural. Loin d'y être sacrifiée, la maternité y règne, sinon en maîtresse obéie

comme il le faudrait, du moins en précieuse collaboratrice.

Il était toutefois difficile que le travail féminin se bornât là. Ce qu'on nomme l'agrément ne doit pas être banni de l'existence. Or, il est des agréments de plus d'un genre. A côté des œuvres qui nous offrent la beauté sous les aspects de la force et de la grandeur, il y a celles qui nous font davantage goûter le charme de l'élégance et qui le mettent à notre portée dans maint détail de la vie. L'imagination, l'œil et surtout les doigts de la femme appellent ce mode de travail : une certaine culture du goût y est d'ailleurs aussi nécessaire que l'adresse manuelle. On comprend que celles qui s'y sentent conviées par des aptitudes naissantes aiment à substituer ce travail librement choisi aux occupations mêmes qu'on leur dit être nécessaires, mais qui leur apparaissent comme le lot des premières venues. Les jeunes filles ont d'abord pratiqué cette substitution pour elles-mêmes et pour leur parure personnelle. Puis elles y ont trouvé une source de gain, et c'est ce gain qui est devenu leur but principal : elles ont accepté un à un des moyens nouveaux de nature à les y conduire. Elles ont été ainsi acheminées à des travaux réguliers non moins asservissants, mais d'un rendement connu d'avance et avec des heures de loisir certaines. Elles ont passé sur vingt inconvénients plus inévitables et surtout plus graves que ceux qui les détournaient de se donner au travail de la culture ou à celui du ménage ou aux deux réunis et alliés. Aussi, depuis près d'un siècle, quand on parle du travail des femmes, n'entend-on généralement pas parler de ce travail qui ne devrait même pas faire question, tant il convient aux besoins de leur sexe et leur est naturellement bienfaisant. Non ! L'on ne veut parler d'autre chose que du travail où la femme s'est adaptée aux exigences multiples d'une production sans cesse accrue, sans cesse diversifiée

et subdivisée, et où elle compte moins comme travailleuse féminine faisant œuvre féminine que comme une travailleuse pure et simple, une fournisseuse de main-d'œuvre, une servante de machine. Bref, la « question » du travail des femmes n'est plus que la question de leur participation au travail industriel. Ce dernier mot suffit. Tout ce qui, en effet, ressortit au commerce, à l'administration, aux finances n'est, en réalité, qu'un prolongement du travail industriel, un ensemble de services accessoires et complémentaires auxquels l'extension et l'intensité de ce dernier font tous les jours des appels plus nombreux et plus puissants. De là ces chiffres fantastiques de femmes « salariées », qu'en France on s'accorde à évaluer entre 7 et 8 millions. Les résultats de la statistique générale de la population en 1906 donnaient déjà 7.693.000. En 1913, on s'accordait sur le chiffre de 8 millions.

* * *

Est-ce notre nation qui paie ici le plus gros tribut ? Il est difficile de répondre avec précision, non seulement parce qu'il faut tenir compte (ce qui serait facile) de l'importance respective de la population totale de chaque pays, mais parce que les modes de compter varient, que parfois on met les enfants avec les femmes et qu'enfin les catégories de femmes entrant dans les statistiques spéciales dressées par le service des inspections peuvent laisser de côté nombre de travailleuses libres. L'*Année sociale internationale* de 1913-1914 (ce recueil ne manque pas d'autorité) croyait toutefois pouvoir évaluer assez exac.ement « le nombre de femmes soumises à l'inspection et désertant leur foyer pour gagner leur vie ». De ce chef et sous cette rubrique ainsi formulée, elle inscrivait donc : pour la France, 4.693.412 femmes ; pour l'Allemagne, où les mailles de

l'inspection sont à la fois plus étendues et plus serrées, 9.492.881. Des chiffres donnés pour les autres États de l'Europe, on peut conclure que le mouvement qui porte les femmes à entrer dans les industries salariées et inspectées est à peu de chose près le même partout (1).

Un mouvement d'une telle envergure et qui est loin de dater d'hier ne pouvait que provoquer dans l'opinion publique une succession d'appréciations et de jugements assez variés. Il y a intérêt à les comparer, pour se rendre compte de la force acquise d'un courant qu'il s'agit, soit d'endiguer, soit de modérer, soit de diriger en l'éclairant et en lui indiquant d'indispensables correctifs. Les étapes de ce grand mouvement social et des opinions qui s'en dégagent semblent bien être les suivantes.

* * *

Aux environs de 1848, ce ne sont pas seulement des publicistes catholiques comme Louis Veuillot qui signalent avec indignation les effets de la promiscuité des hommes et des femmes dans les ateliers. Les ouvriers masculins voient surtout en leurs nouvelles camarades des concurrentes destinées à faire baisser leurs salaires. De hardis économistes, comme Sismondi, des philosophes inspirés par des idées de réforme humanitaire, comme Blanqui, se coalisent pour réclamer nettement l'interdiction absolue du travail féminin dans les manufactures. Pour des raisons d'ordres divers, on est inquiet de la nouveauté et des excès qui s'y multiplient comme en une période d'essais chaotiques. Mais le branle est donné, le mouvement continue.

---

(1) Il faut faire exception pour la Hollande où la prépondérance de la vie purement agricole demeure toujours considérable.

En 1862, Jules Simon fait paraître son livre *l'Ouvrière.* Il voit — ce qu'il ne pouvait pas ne pas voir — l'appel qu'adresse au travail des femmes l'extension chaque jour plus considérable de l'industrie. Il reconnaît, en la déplorant, l'insuffisance des salaires masculins pour faire vivre convenablement une famille. Il assiste, avec non moins de regret, à la raréfaction déjà notable du travail isolé. Il se demande avec un peu d'inquiétude quelle va être l'influence de la machine à coudre, alors à ses débuts, et si les inconvénients ne dépasseront pas les avantages. En moraliste dont ni l'élévation d'âme, ni la sincérité ne peuvent être discutées, il insiste partout sur l'urgence de mettre des étais à la vie de famille, en répandant le goût de la lecture, en développant la mutualité, en substituant des habitudes sérieuses à celles du libertinage et de l'ivrognerie.

En 1873, l'économie politique s'efforce d'envisager les choses d'un point de vue pratique et réfléchi, scientifique et moral, en combinant du mieux possible l'esprit novateur et l'esprit traditionnel. Au cours de son ouvrage sur le travail des femmes au XIXe siècle, M. Paul Leroy-Beaulieu tient à justifier, plus que ne l'avait fait Jules Simon, le travail féminin. Il estime d'abord que le supprimer serait tarir une des grandes sources de l'industrie nationale, au détriment des ouvriers masculins eux-mêmes ; car, dit-il, ce n'est pas seulement la loi de l'offre et de la demande qui fait hausser ou baisser le prix de la main-d'œuvre. Ce qui le fait le plus hausser, c'est la prospérité générale et la confiance croissante de l'industrie. Ce qui le fait le plus baisser, c'est la stagnation des affaires et la langueur de la production. Pour que l'industriel puisse mieux payer ses collaborateurs, il faut que leur nombre même lui permette de fabriquer davantage et de vendre davantage. L'éminent économiste estime de

plus qu'il y aurait profit à ouvrir de nouvelles carrières aux femmes laborieuses et nécessiteuses, au lieu de les parquer toutes universellement dans le travail à l'aiguille. Il s'efforce d'établir que le meilleur préservatif contre l'immoralité est encore un travail honorable et justement rémunéré. Il n'aime pas les artifices, en un certain sens, honteux et dérobés, de certaines femmes de condition moyenne qui font baisser les salaires en même temps qu'elles semblent discréditer le travail même. Il voudrait qu'elles eussent le courage de leur opinion et du parti qu'elles prennent et qu'elles discutassent ouvertement les conditions de leur concours, qu'elles le fissent avec plus de caractère et avec un raisonnement mieux guidé par une instruction professionnelle et méthodique. Parmi ces conditions, l'école française appelait de ses vœux et cherchait à hâter par sa propagande bon nombre de réformes telles qu'une abréviation raisonnable des heures de travail et une amélioration de l'hygiène des travailleurs comme de l'hygiène des ateliers. Elle ne repoussait pas toute intervention législative destinée à proscrire les abus de force et les agissements d'un égoïsme malhonnête ; mais elle se défiait de cette action législative et administrative. En 1873, elle ne prévoyait pas encore toute la force de l'esprit d'association. Elle aimait mieux compter sur les calculs prévoyants d'une élite industrielle, savante, libérale, humaine, comme celle des Dollfus et des Harmel, sur la contagion de l'exemple, sur l'émulation qu'elle devait provoquer de proche en proche, enfin sur la démonstration expérimentale de cette vérité, qu'une science économique complète ne s'intéresse pas seulement à l'économie des matériaux et des machines, mais qu'elle doit faire une grande part à l'art d'aménager et de ménager (ce n'est pas ici un jeu de mots) les ressources productives des travailleurs de tout âge et de tout sexe. Cet optimisme était-il

excessif? L'était-il plus que celui qui demande tout à l'État ou attend tout — même l'impossible — du Syndicat? Bornons-nous, pour le moment, à remarquer que ces deux puissances auxquelles on allait avoir recours pour l'amélioration des conditions du travail des femmes, la loi impérative et la liberté d'association, ni l'une ni l'autre n'avaient encore ni beaucoup promis, ni surtout beaucoup tenu.

Depuis lors, et particulièrement depuis le commencement du xxe siècle, toutes les deux ont prétendu beaucoup faire, soit en accord l'une avec l'autre, soit plus souvent peut-être en concurrence l'une avec l'autre et en défiance l'une à l'égard de l'autre. On sait tout ce que l'esprit réglementateur des races germaniques voulait faire, en Autriche même, pour ne pas dire en Autriche surtout, du travail féminin, dit isolé et individuel et qu'on ferait mieux d'appeler familial. Il fut tout simplement question de le supprimer, en imposant à toute travailleuse comme à tout travailleur une concentration, une réglementation, une surveillance confiées à un pouvoir unique. Le bon sens français a compris que de ces trois forces l'initiative, l'association, l'intervention législative, aucune ne peut ni ne doit exclure les deux autres. Il tend heureusement à préparer la prédominance de la deuxième.

L'action des industriels proprement dits et des chefs a plutôt tendu, il faut le reconnaître, à profiter de ce bas prix du travail féminin pour en tirer des bénéfices, pour mettre cette main-d'œuvre en concurrence avec la main-d'œuvre masculine et venir ainsi plus aisément à bout des menaces de grève. Ils ont donc, dans une bonne mesure, poussé à l'accroissement du travail des femmes par les appels qu'ils lui adressaient, par les perspectives de gain qu'ils lui offraient. On les a même accusés de développer plutôt la quantité que la qualité de ces nouvelles recrues. Mais une action col-

lective allait bientôt venir en aide à celles des intéressées trop peu capables de défendre individuellement leurs intérêts.

Chez les femmes, ce n'est pas par le syndicat proprement dit que cette action libératrice a débuté. Ce fut plutôt par les œuvres. On répète aujourd'hui de toutes parts, même dans les milieux catholiques, que pour développer l'intelligence pratique, l'habitude du calcul et un certain esprit de résistance nécessaire, les unions professionnelles sont supérieures à ces groupements où les idées ne viennent que d'une élite restreinte, quelquefois d'un personnage unique. Soit! Une fois l'éducation faite, l'heure de l'émancipation doit sonner. Il n'y a de progrès durable que celui auquel les intéressés participent par leurs propres efforts et leurs propres volontés. Il n'en est pas moins vrai que ce sont les œuvres mêmes qui ont acheminé les femmes au syndicat; ce qui n'est pas moins heureux, elles y ont été ou s'y sont acheminées par des voies moins turbulentes et mieux aplanies que celles des hommes. De là les excellents livres de notre ami M. Max Turmann sur *les Initiatives féminines*. Que trouvons-nous, par exemple, dès 1905? Caisses de prêts, caisses de loyers, caisses dotales, caisses de trousseau, restaurants féminins, bonnes gardes, maisons de famille, hôtels spéciaux pour les employées des postes et des téléphones, multiplication et organisation des ressources créées pour la protection de la jeune fille en quête d'une profession, enseignement ménager, toutes ces créations étaient dues à des initiatives bienfaisantes — ne craignons pas de les appeler charitables —, c'est-à-dire à des actions plus offertes que demandées, venant d'elles-mêmes au-devant des besoins, s'appliquant à triompher de l'esprit d'isolement et réveillant l'esprit de corps beaucoup plus qu'elles ne cédaient à la pression d'un esprit de solidarité préexistant. Aussi les promo-

teurs de ces œuvres n'ont-ils pas été les derniers à pousser eux-mêmes leurs adhérents dans les voies d'une union et d'une organisation professionnelles. Les syndicats féminins les plus sérieux et les plus prospères sont — tout le monde le sait — des syndicats catholiques. Les œuvres, cependant, se sont-elles effacées complètement? Non. Plus le soin de leurs intérêts matériels prend de temps aux femmes qui travaillent, plus il semble nécessaire que des concours désintéressés leur viennent en aide et se chargent pour elles d'une partie de ces tâches où elles ne peuvent plus se donner tout entières. Une telle collaboration de l'œuvre et de l'union professionnelle ne peut évidemment qu'améliorer beaucoup l'ensemble de la population féminine lancée, à tort ou à raison, dans la voie du travail qu'on peut appeler extérieur, extérieur au foyer et à la vie familiale. La qualité des travailleuses, ainsi guidées, ainsi protégées, ainsi unies, ainsi habituées à se considérer comme solidaires les unes des autres et à raisonner d'autant plus volontiers leurs intérêts, ne pourra que gagner de plus en plus en réflexion, en intelligence, en dignité.

* * *

De cette série, un peu longue peut-être, d'observations ressort — et c'est ce qui les excusera sans doute, — une première conséquence en face de laquelle il faut se placer résolument : l'extension, si considérable qu'elle soit, du travail féminin n'est ni accidentelle, ni imprévue, ni le pur résultat de circonstances exceptionnelles. Le mouvement date de loin, il n'a pas cessé de s'accélérer, et quand la guerre a éclaté il était tout prêt à se précipiter dans toutes sortes de directions différentes.

Il est une seconde conclusion qui vient consolider et

expliquer la précédente : plus on améliore la qualité du travail féminin, plus il faut s'attendre à en voir augmenter en même temps la quantité. Ici se dresse devant le public un problème de nature à tourmenter beaucoup d'esprits, à faire, en tout cas, réfléchir très sérieusement toutes les intelligences sincères, qu'elles soient pessimistes ou optimistes. Aux progrès de la qualité des travailleuses on ne souhaite, en quelque sorte, aucune limite : mais à l'accroissement de leur quantité, incontestablement on en désire, et les hommes ne sont pas les derniers, tant s'en faut, à vouloir qu'on avise à en poser. Seulement est-il possible de rendre le travail féminin mieux organisé, mieux préservé, plus humain, plus respectueux des droits des faibles et mieux payé, plus honorable en un mot, sans y appeler par cela même un nombre toujours plus considérable de celles qui jusque-là restaient complètement chez elles, à ne s'occuper que d'elles ? Deux ordres de causes regrettables, mais difficiles à comprimer poussaient déjà au travail féminin du dehors. La première était l'impatience d'une émancipation qui, pour être apparente et trompeuse, n'en faisait pas moins de victimes : on y sentait aisément l'attrait même de ce que les pères et mères, s'ils étaient sages, devraient le plus craindre pour leurs filles, la sortie prématurée de la maison, le relâchement de l'autorité la plus ancienne, de celle par conséquent à laquelle on avait le plus vite souhaité de pouvoir désobéir, la promiscuité tentante des ateliers et des sorties d'ateliers, la vue d'un gain tout à fait personnel et dont on se flatte d'avoir ainsi le droit de disposer à sa fantaisie... L'autre groupe de causes tient — qui ne le sait ? — aux complications de la vie contemporaine et aux difficultés économiques qui en découlent, les besoins nouveaux n'étant d'ailleurs pas tous également factices, et la nécessité de créer à la famille même des ressources complémen-

taires mettant à l'épreuve les bonnes volontés les plus évidentes. Eh bien! comme si ce n'était pas assez de ces deux séries d'influences, vient s'en ajouter une troisième, celle que nous venons d'indiquer il y a un instant, la transformation qui offre le travail extérieur sous des aspects beaucoup moins rebutants et affaiblit ainsi bien des résistances. Se mêler à ces sorties d'usines où des filles en guenilles, au verbe haut, au regard provocant, aux complaisances faciles — il ne manquait, Dieu merci, pas de parents assez honnêtes pour ne pas laisser leurs enfants s'y prendre ou s'y résigner. Mais quand on a vu des jeunes filles invitées à se charger d'emplois liés à un certain travail intellectuel, à la production littéraire, au règlement des affaires, à la correspondance, quand on les a vues partir et revenir avec des toilettes non seulement propres et décentes, mais coquettes, quand on a constaté qu'elles avaient de plus en plus le moyen de se défendre et que les religieuses encore tolérées n'étaient point en retard pour leur procurer par leurs démarches personnelles de très honorables situations, alors, de tous côtés, les résistances ont faibli, les jeunes filles des classes moyennes sont allées rejoindre celles dont l'origine était plus modeste : elles ont trouvé assez vite à côté d'elles des partis plus relevés. L'aspect général des groupes féminins du commerce et de l'industrie ne pouvait qu'y gagner et exercer un attrait plus persuasif. Nous voici donc en présence d'un de ces problèmes comme il y en a quelques-uns qui nous divisent dans la vie sociale et dans la vie politique. Ceux qui, non sans de graves motifs, s'inquiètent de telles institutions, de telles habitudes, de telles modes, se partagent en deux camps. Les uns s'efforcent de rendre ce qui existe moins malfaisant, plus tolérable, finalement très acceptable. Les autres répètent : « Vous n'obtiendrez jamais ainsi que des améliorations décevantes,

des adoucissements, des enjolivements qui masqueront le vice fondamental, essentiel, et le feront ainsi durer pour le plus grand mal de l'avenir; bref, moins vous détournerez les femmes de l'atelier, du bureau, du magasin, moins vous pourrez les fixer à leur foyer; c'est inévitable. » A quoi les premiers répliquent : « Sans doute, il y a là une incertitude dont nous sommes, nous aussi, préoccupés; mais sommes-nous à même, et vous qui nous critiquez êtes-vous à même de remplacer ce que nous consentirions à voir disparaître? Et si nous ne le pouvons pas, si des influences plus enracinées encore que les nôtres et mieux soutenues par les circonstances s'y opposent, nous flatterons-nous de faire sortir le bien de l'excès du mal? Croyons-nous que pour ramener les gens à la vie saine il suffise de les abandonner à toutes leurs misères? Celui-là seul peut y réussir qui a le moyen de changer les cœurs et qui ne se résigne pas à laisser se gâter encore davantage ceux qui n'avaient pas trouvé d'eux-mêmes la force de se réformer. »

* * *

Tel est, dans les destinées du travail féminin, le legs du passé, d'un passé avec lequel il est impossible de ne pas compter. Dans quelle mesure et de quelle manière le présent le modifie-t-il? Et qu'y a-t-il à prévoir pour ce lendemain aux nécessités duquel toute la France sent qu'elle doit dès maintenant se préparer dn mieux qu'elle peut?

Que la guerre ait rendu nécessaire, indispensable, l'extension du travail des femmes, ceci est d'une évidence à laquelle nul ne peut ni ne veut fermer les yeux. Non seulement les femmes ont fait merveille pour suppléer à l'absence de leurs maris et de leurs fils dans la campagne et aux travaux agricoles — à

eci on pouvait aisément s'attendre ; — mais elles ont, tout le monde le sait, tout le monde le voit, fourni aux ndustries de la guerre une main-d'œuvre extrêmement abondante. Qu'est-ce qui a facilité à un tel degré une adaptation au premier abord si étonnante ?

Avant tout, l'industrie s'est ingéniée à ne point exiger des femmes, jeunes ou vieilles, un genre de travail au-dessus de leur force musculaire et des capacités cérébrales qui leur sont propres. Les grandes entreprises ont su préparer leurs choix de manière à opérer, sans trop de mécomptes ni de part ni d'autre, une sélection avantageuse, c'est-à-dire ne choquant ni la justice, ni les si respectables intérêts des familles les plus éprouvées, ni les droits de la fabrication et les terribles exigences d'une guerre comme celle d'aujourd'hui. Pour recruter, choisir et classer ses collaboratrices, voici comment procédait la maison Schneider, (dite du Creusot, du nom de son principal établissement).

Les demandes de travail (1), envoyées par les femmes ou filles, sont inscrites et classées suivant un ordre de priorité déterminé par : la situation des intéressées (veuves de militaires tués à l'ennemi, orphelines, femmes dont le mari a été mobilisé, femmes dont le mari travaille à notre service, autres femmes ou filles dans l'ordre d'inscription, les charges de famille, les services à l'usine du père, du mari, la date de la demande, etc.).

L'admission a lieu dans l'ordre de classement. On tient naturellement compte, pour l'affectation à telle ou telle catégorie de travaux, des dispositions spéciales que peut avoir l'ouvrière, et notamment de sa vigueur physique.

Dans certains ateliers, les femmes débutent en qualité de manœuvres aux manutentions peu pénibles. Elles constituent ainsi une réserve dans laquelle on puise au fur et à mesure des besoins de la fabrication, suivant l'ancienneté des services, le mérite, les aptitudes phy-

---

(1) Communication autographiée en date du 16 mai 1916.

siques, l'adresse, etc. Cette méthode d'avancement donne, quand les circonstances permettent de l'employer, d'excellents résultats.

Pour mieux assurer, pour mieux généraliser ces résultats, on fait appel à ces facteurs, souvent calomniés, du progrès industriel, le machinisme ou, d'un mot plus toléré, l'outillage et la division du travail. C'est surtout le second qui est venu en aide au premier et l'a rendu plus accessible aux femmes. Dans l'ordre intellectuel, la femme est évidemment plus habile à écrire une lettre charmante, une nouvelle délicieuse, à dessiner et à peindre des motifs d'ornementation, qu'à construire des théories et qu'à édifier des œuvres de large envergure. De même, elles excellent beaucoup plus dans les détails d'un travail qu'on leur aura, pour ainsi dire, analysé, décomposé, que dans l'art d'assurer l'unité d'un ensemble complexe. Ajoutez-y le tact et la finesse qui leur permettent si souvent de venir à bout des difficultés en les éludant ou en les dissimulant. Or, dans les transformations de notre outillage, — me dit-on à la plus grande de nos entreprises mécaniques, à celle qui travaille le plus pour la guerre —, nous avons, par de nouveaux dispositifs, comme décomposé les différentes fonctions de la machine. De là des actions diverses dont chacune n'a à agir que sur un organe particulier, sans avoir à se préoccuper de l'ensemble qui exigerait des combinaisons, des prévisions et un effort musculaire dépassant les aptitudes des femmes. La synthèse du tout reste assurément nécessaire : l'inventeur et le constructeur en ont pris pour eux la plus grosse part, par le soin avec lequel ils ont réglé la finalité et aussi l'harmonie des différentes parties du travail. Restera la synthèse matérielle des ajustages et des vérifications, des essais : là interviendront à nouveau des efforts compréhensifs et combinés, mais où il suffira désormais

d'un plus petit nombre de collaborateurs masculins ou plus vigoureux ou plus éprouvés.

Mais « nécessité l'ingénieuse » n'a pas seulement décomposé la machine à confier à des mains de femmes. Elle a soigneusement analysé et classé les industries qu'on pouvait utilement leur confier et celles où il ne fallait pas leur faire appel. Le Creusot, par exemple, a dressé pour chacun de ses établissements une comparaison entre les travaux qui étaient confiés à des femmes avant la mobilisation et ceux qu'elles exécutent actuellement. Pour chaque catégorie sont indiqués : l'effort physique exigé — grand, moyen, faible — (en tenant compte des conditions dans lesquelles s'exécute le travail), le degré d'attention demandé, la position (debout, assise ou mixte) de l'ouvrière... Un examen médical des sujets permet ensuite d'assigner à chacune la tâche qu'il est possible de lui confier avec les précautions et atténuations nécessaires. Cette décomposition des emplois, cette énumération des actes élémentaires et répétés, toujours les mêmes, ces dosages d'énergie musculaire ou cérébrale remplissent une dizaine de pages grand in-quarto des documents qu'on veut bien me confier. Les mentions des inconvénients attachés à la manutention de certaines émanations ou qui motivent ou des distributions périodiques de lait ou des précautions spéciales dans la coiffure, tout est analysé scientifiquement, avec les méthodes d'enregistrement physique ou psychologique les plus précises.

J'ai trouvé quelque chose d'analogue et d'également très louable dans le relevé des enquêtes faites par le *Syndicat des mécaniciens, chaudronniers et fondeurs* (1).

---

(1) Dont le *Bulletin*, très plein et très instructif, paraît tous les mois. J'ai déjà eu occasion de le citer dans ma brochure sur l'*Action publique et l'action privée devant les maux de la guerre* (Paris, Bloud).

Là aussi, on a voulu faire le compte des opérations de détail qu'on pouvait demander aux femmes dans la mécanique, dans la fabrication des engins de guerre..., et généralement dans le nouvel outillage qu'il est essentiel d'ajouter aux exigences de la main-d'œuvre et aux avantages qu'on se propose d'en tirer. Les chefs du syndicat ont questionné un à un tous les industriels syndiqués : ceux-ci sont venus les uns après les autres témoigner des aptitudes diverses de la femme, des conditions auxquelles chacune de ces aptitudes devrait être soumise pour en bien bénéficier.

A part, dit le *Creusot*, quelques exceptions justifiées par les nécessités de l'heure présente et par la constitution vigoureuse de certaines femmes, on doit écarter, autant que possible, du domaine des emplois féminins les travaux exigeant une dépense de force musculaire trop grande ou la station debout trop prolongée. Mais partout où l'adresse, la dextérité, l'habileté manuelle jouent le principal rôle, le concours de la femme est indiqué. L'expérience même a démontré qu'elle s'assimile parfois mieux que l'homme les travaux comportant de menues opérations où les mêmes mouvements se reproduisent continuellement. Ajoutons qu'au point de vue assiduité et discipline, la femme se plie plus volontiers aux exigences de la vie industrielle.

Malgré la variété de points de vue plus individuels et les réserves de tel ou tel industriel doublé d'un sociologue, la très grande majorité des déposants dans l'enquête du syndicat que je désignais tout à l'heure me semble bien du même avis. Elle est prête à homologuer cette conclusion très suggestive de son vice-président, M. Godard-Desmarets (1) : » Parmi nos collègues, 8 o/o seulement employaient des femmes dans

---

(1) Qui, en dehors des quelques pages du résumé paru dans le *Bulletin*, a bien voulu me communiquer le détail des réponses qu'il avait reçues.

leurs ateliers avant la guerre ; 18 o/o déclarent ne pouvoir les employer en raison de la nature de leur travail ; enfin 74 o/o de nos adhérents ont, depuis la guerre, introduit chez eux le travail féminin. En résumé, à l'heure actuelle, 82 o/o de nos collègues emploient des femmes dans leurs usines : un tel pourcentage consacre à nos yeux l'introduction, à titre définitif, du travail des femmes à l'usine. » Et, en effet, « tous nos adhérents, ajoute le distingué rapporteur, se déclarent satisfaits de cet emploi ». Un grand nombre même se plaisent à reconnaître à cette main-d'œuvre certaines qualités de précision, d'adresse, de propreté, d'attention soutenue et d'assiduité supérieures à celles que présente la main-d'œuvre masculine. Aussi, l'ensemble des industries affiliées au seul syndicat des mécaniciens, en fait-il travailler aujourd'hui 22.000 soit 30 pour 100 de la main-d'œuvre totale occupée, dans 400 usines, aux travaux de la défense nationale. Or, un grand nombre d'adhérents, m'écrit le Président, n'ont pas encore donné leurs chiffres.

Une grande entreprise mécanique de Saint-Denis (l'Aster) n'avait jamais employé de femmes dans ses ateliers. Elle en a maintenant : elle est donc à même d'indiquer les améliorations qu'elle a déjà réclamées et celles qu'elle se propose de réaliser elle-même pour assurer le succès du régime nouveau. A la question : « Êtes-vous satisfaits de l'introduction de cette main-d'œuvre ? », il est répondu : « Excessivement satisfaits. En plus d'une assiduité plus grande au travail que les hommes se disant ouvriers, on remarque qu'à production égale le matériel est conduit par les femmes avec beaucoup plus de soin et que les détériorations de machines sont plus rares. Jusqu'ici les ouvrières, lorsqu'elles sont embarrassées, n'hésitent pas à demander ce qu'elles doivent faire, au lieu de prendre, par amour-propre ou pour toute autre raison, des dé-

cisions intempestives d'où découlent des loups (1). » N'omettons pas une dernière déclaration, mettant encore en relief la sincérité, la loyauté de ces réponses. Parmi les mesures appuyées figure la suivante : « Renonciation, de la part des industriels, aux salaires trop bas qui ne permettent pas à une femme de vivre de son travail. » Mais on sait à quel point, au cours de la guerre, les salaires féminins ont été relevés.

Telles sont les opinions, les prévisions et aussi les résolutions des principaux industriels. Ce qu'ils pensent des aptitudes et des agissements des ouvrières, du parti qu'il est possible d'en tirer dans un monde où jusque-là elles ne pénétraient guère, nous est connu dès à présent. Il ne sera cependant pas superflu de nous retourner du côté des travailleuses elles-mêmes, de voir comment elles se comportent pour l'organisation de cette nouvelle portion de leur avenir et pour la défense de leurs propres intérêts.

* * *

Ces intérêts, on ne les avait certainement pas négligés en dehors d'elles. Le fait qu'une quantité si effroyable de femmes se voyaient privées de leurs maris, de leurs fils, de leurs frères les a rendues particulièrement intéressantes, en même temps que le concours de leur travail devenait particulièrement nécessaire.

Sous ces deux impulsions réunies, on a organisé de tous les côtés des ouvroirs et des ateliers où elles ne rendaient pas moins de services qu'on ne leur en rendait à elles-mêmes. Depuis les sœurs de Saint-Vincent-de-Paul jusqu'à l'Institut de France, en passant par les bureaux de l'Intendance, tout le monde s'y est mis.

---

(1) En industrie on appelle un « loup » tout essai infructueux, toute affaire méritant d'être abandonnée.

Les dames du monde s'y sont multipliées autant que dans les hôpitaux et ambulances. Le rôle des patronages et celui des œuvres n'en a pas été suspendu, loin de là, et il convient, je crois, d'y insister. Il est vivement à désirer que les ouvriers et les ouvrières s'unissent, prennent directement connaissance des conditions de leur industrie, de ce qu'elle leur offre de possibilités et aussi leur oppose d'impossibilités ou tout au moins de difficultés, qu'ils ne se résignent pas à un rôle effacé, qu'ils gèrent eux-mêmes leurs affaires et s'efforcent de réaliser des accords librement discutés, librement conclus. Encore une fois, un syndicat n'est pas et ne peut pas être une copie du patronage : c'est une œuvre d'essence économique et non une annexe de la bienfaisance; mais est-il donc impossible d'allier sans confondre et sans méditer ni empiétement ni suppression? A l'égard des syndicats, l'œuvre en général et particulièrement l'œuvre du patronage est d'abord une initiatrice et une conseillère, une conseillère longtemps utile. C'est aussi je dirai une pacificatrice, car c'est l'instigatrice d'un esprit social plus large, plus ouvert, s'adressant à un plus grand nombre de besoins communs, donc préservant mieux l'esprit syndical des abus de cet esprit de classe qui ne doit pas aller jusqu'à la lutte de classe. Heureusement plus d'un symptôme nous prouve que cette union n'a rien de chimérique. La sœur Milcent et sa dévouée collaboratrice la sœur Marguerite (qu'elles ne m'en veuillent pas trop de les nommer ainsi) m'apprennent que non seulement les syndicats féminins de la rue de l'Abbaye déjà groupés autour des plus charitables patronages, n'ont pas faibli, mais que le recrutement s'en est développé; celles qui étaient déjà entrées dans les groupes font de la propagande et amènent sans cesse « des nouvelles ». Or c'est près de l'œuvre primitive, c'est sous ses auspices avec le bénéfice de son hospitalité,

que ces syndicats se créent et se forment à la gestion de leurs propres affaires. Comment le programme de cette action serait-il étroitement limité, puisqu'il y est dit : « L'association a pour objet d'aider par tous les moyens en son pouvoir à la création et au développement de syndicats professionnels féminins régis par la loi du 21 mars 1884. Ces syndicats devront avoir pour objet de grouper les travailleuses de la même profession dans un esprit d'aide et d'éducation mutuelle, de les unir de façon à tempérer entre elles les inconvénients de la concurrence, de défendre leurs intérêts professionnels et économiques et d'étendre leurs connaissances techniques. » Ainsi la belle association de la rue de l'Abbaye n'entend pas se borner à favoriser l'union de certaines professions de tout temps féminines. Elle ne se reconnaît pas le droit d'immobiliser la tradition. Elle est prête à encourager à se syndiquer toutes les travailleuses que les circonstances, les demandes des employeurs, les exemples des plus hardies auront fait entrer dans une profession nouvelle, renouvelée tout au moins, et où elles croiront avoir intérêt à s'unir sous la forme du syndicat. Le rôle de celles qui les conseillent est ici d'autant plus utile que ce qui importe le plus, c'est d'avoir, non des régiments, mais des élites de syndicalistes et des modèles de syndicats. Comme un homme des plus compétents, M. Em. Lefébure, l'écrivait dans le *Correspondant* du 25 mars 1909, « il n'est pas besoin que toutes les ouvrières soient syndiquées ; il suffit que quelques syndicats suivent avec persévérance les résultats qui intéressent toute la corporation, pour que leur influence grandisse et que leurs décisions s'imposent à tous, ouvriers et patrons (1) ».

---

(1) M. Lefébure a étudié, par exemple, de très près la question du minimum de salaire pour les femmes. C'est

Ce que même dans les industries où elles pouvaient passer pour tout à fait novices, réussissent à obtenir les ouvrières, un événement récent (il date de juillet 1916) et intéressant à bien des égards, vient nous le prouver. Le 16 de ce dit mois, la Fédération des métaux envoyait aux grands organes de la presse le communiqué suivant :

Une centaine d'ouvrières de la maison de Dion se sont mises en grève. Voici, succinctement résumés, les motifs du conflit :

Jeudi, à quatre heures du soir, on avisait les ouvrières usinant le support élévateur du fusil que les prix des 40 opérations qu'exige l'usinage de ces pièces étaient diminués. La 6e opération, par exemple, payée aux ouvrières conduisant 2 machines 1 fr. 40 le cent, ne le serait plus que 0 fr. 75 le cent. La 13e opération sur 2 machines, payée 1 fr. 40, serait réduite à 0 fr. 43 le cent, mais l'ouvrière conduirait 3 machines, et ainsi de suite.

Les ouvrières protestèrent en cessant de travailler immédiatement. Le vendredi matin, quand elles se présentèrent au travail, on leur demanda si elles acceptaient la diminution. Sur leur réponse négative on les obligea à sortir de l'usine.

Le coutrôleur de la main-d'œuvre fut appelé et prit note des réclamations ouvrières. Il eut une entrevue avec la direction qui maintint ses prétentions, prétextant que les ouvrières avaient mal saisi les modalités d'application du tarif et qu'elles arriveraient à gagner autant qu'avec l'ancien.

Les ouvrières firent alors la proposition suivante : nous acceptons de faire l'expérience du nouveau tarif et de conduire 3 machines, mais nous demandons que la direction nous garantisse un salaire de 6 francs pour 10 heures et demie de travail de jour et 7 francs pour les 11 heures de nuit. Le contrôleur soumit cette proposition à la direction, qui en fit une autre.

La diminution s'opérerait par quinzaine et en appliquant chaque fois le quart de la diminution. Exemple :

---

de cette action libre des syndicats, non de la loi, qu'il en attend la meilleure solution.

l'opération payée 1 fr. 40 et réduite à 0 fr. 78 le cent, la diminution serait de 0 fr. 195 par quinzaine. Les ouvrières firent alors éclater aux yeux du contrôleur la mauvaise foi de la direction, car, en admettant que l'expérience puisse être faite pour les ouvrières ayant 3 machines, les 5, 6, 7, 9, 11, 12, 24, 32, 37e opérations, pour lesquelles l'ouvrière ne conduit que 2 machines, c'était l'acceptation de la diminution se chiffrant par 1 fr. 10 à 0 fr. 75 le cent. Les ouvrières décidèrent à l'unanimité, en présence du contrôleur, de continuer la grève et de se réunir à nouveau le matin avec le délégué de la Fédération des métaux.

Quelques jours plus tard, le 11 juillet, nouveau communiqué :

Le désaccord qui s'est produit entre un certain nombre d'ouvrières de l'usine de Dion, à Puteaux, et la direction de cet établissement paraît terminé. Hier avait lieu, en la salle de la Revendication à Puteaux, une réunion protestataire des grévistes et on allait voter un ordre du jour, lorsque le capitaine Duvernois, contrôleur aux munitions, se présenta et annonça aux ouvrières que la maison de Dion, après étude de la situation, avait décidé le rétablissement du tarif en vigueur avant le 29 juin, date de l'origine du conflit. Le travail a été repris ce matin (1).

Donc les femmes ouvrières sont en voie de bien apprendre à discuter leurs intérêts. Les directeurs d'œuvres catholiques ne peuvent être indifférents à un tel mouvement et surtout à la façon de le conduire et de l'orienter. Pour les femmes, aussi bien que pour les hommes, on peut dire que si les travailleurs (prenons

---

(1) A ce sujet, le directeur du travail dans le plus puissant de nos établissements similaires me dit : « La maison de Dion a bien fait. Toutes les fois qu'on ne peut convaincre son personnel — tout en étant convaincu soi-même — que le nouveau tarif proposé lui est avantageux, à lui aussi, mieux vaut s'en tenir à l'ancienne méthode, sans quoi on aurait de l'hésitation et du relâchement dans le travail. »

ici le mot dans son sens général) voient enfin les périls de l'isolement et les avantages de l'union, et que si, d'autre part, ils ne trouvent pas à leur portée d'organisations ouvrières d'un esprit chrétien, ils se résigneront à entrer dans les autres. Peu de temps avant la guerre, la question était discutée et résolue dans des sens assez divers. Un écrivain, qui ne peut être que favorable à la cause des femmes et qui, de plus, collabore à des publications catholiques, estime que les femmes n'ont pas assez d'esprit de solidarité, de dignité professionnelle : il leur souhaite même plus de combativité, tout en désapprouvant qu'on y fasse appel contre l'élément masculin. Poussant plus loin, il aimerait voir les ouvrières entrer dans les syndicats communs : là, croit-il, l'esprit plus résolument syndicaliste de l'homme leur donnerait le courage qui leur manque. Elles en viendraient alors à réclamer des droits politiques et s'habitueraient ainsi de plus en plus à la discussion et à la lutte.

A cet appel d'une publiciste, qui semble surtout une théoricienne, on aime à opposer celui d'une femme qui connaît les problèmes féminins autrement que par la lecture, qui a mis vraiment la main à l'œuvre et y a obtenu, à force d'attention et de persévérance, des résultats positifs (1). N'oublions pas que les syndicats, malgré le bruit qu'ils ont fait et celui qu'on a fait autour d'eux, sont encore à l'état d'infime minorité, que la masse des travailleurs « braves gens », raisonnables et pacifiques, est extrêmement loin d'y avoir adhéré comme beaucoup le souhaitaient jusqu'à présent. Donc ce sont les plus exigeants et les plus audacieux qui donnent le branle. On dira, si l'on veut, que,

---

(1) Mme Cécile Poncet, fondatrice et directrice des syndicats féminins de l'Isère. Siège social, Voiron, 4, rue Jean-Jacques-Rousseau.

quand le mouvement se sera régularisé et modéré, on devra toujours de la reconnaissance à ceux qui l'auront déclanché, fût-ce avec une ardeur et des ambitions excessives. Soit ! Chez ceux qui, pour atteindre un but, s'y acheminent par petites et insensibles avances, il y a plus de prudence et plus de calcul. Chez ceux qui, dès le commencement de l'action, dépassent le but, il y a plus d'entraînement et de vaillance. Mettons que le concours des uns et des autres soit dans la nature des choses et dans celle des hommes. Il n'en est pas moins vrai que, pour le moment, les femmes qui entreraient dans les syndicats masculins risqueraient d'y jouer un rôle qui ne doit pas être le leur. Que, par exemple (comme le dit à peu près la dévouée fondatrice des syndicats féminins du sud-est), la femme entre dans des groupes affiliés à la C. G. T., « elle y sera vite ou annihilée ou brisée, à moins qu'elle ne soit vite acquise aux idées exagérées » et que, de la neutralité religieuse, elle ne glisse aussitôt à un socialisme antichrétien.

Faut-il conclure que les femmes syndiquées doivent être avant tout des personnes comprenant la sagesse comme une attitude de silence et d'yeux baissés ? Non ! ce n'est pas de cette sorte que les grands textes de l'Écriture sur la femme forte et sur la Sagesse nous invitent à comprendre le rôle du sexe féminin. L'auteur de la brochure dont je parle veut que les syndiquées s'habituent à raisonner leur travail et à essayer d'en améliorer les conditions, toutes les conditions. Elle s'associe à celles qui demandent en faveur des travailleuses une certaine aide des femmes du monde, sous forme de conseils et de visites, de démarches même comme celles des *Ligues des acheteurs* ou celles qui ont jadis obtenu des grands magasins des innovations très nécessaires. Il est clair que de telles interventions ne peuvent aboutir que si, au lieu d'être isolées, elles

s'appuient sur des groupements organisés. Par-dessus tout, il y a lieu d'enregistrer avec satisfaction les lignes suivantes : « Nous croyons pouvoir affirmer aujourd'hui (ceci était écrit au plus tard en 1913), en nous appuyant sur les résultats déjà obtenus, que c'est aux syndicats chrétiens que revient la charge de restaurer l'organisation du travail et que leurs efforts en ce sens peuvent prochainement atteindre le but poursuivi. Chaque fois, en effet, que la direction d'une usine a consenti à entendre les déléguées des syndicats libres, le résultat de cette entente a été si satisfaisant que les deux parties s'en sont félicitées. » Je sais qu'on peut en dire autant pour les rapports avec l'Intendance, là ou l'Intendance a trouvé devant elle des syndicats féminins tels que ceux auxquels je viens de faire allusion.

Tout converge donc à la même conclusion rendue de plus en plus évidente. Le nombre des femmes salariées, adonnées à des arts et métiers, allait de lui-même en augmentant. Pouvait-on ne pas s'occuper d'elles ? Pouvait-on ne pas leur apprendre à s'aider elles-mêmes, ce qui veut dire à s'entr'aider, et à relever aux yeux du monde comme à leurs propres yeux la valeur morale de leur travail ? Mais plus on rectifie le mouvement, plus on en favorise le développement, la continuité, l'intensité. Des milliers de femmes qui redoutaient le travail salarié, parce qu'il était trop mal pratiqué, trop mal défendu, trop « mal vu », n'ont plus autant de raisons de s'en détourner : elles y affluent.

La guerre, qui a privé nos usines d'une énorme quantité de travailleurs, est venue précipiter ce mouvement, surexciter les demandes et les offres de travail féminin. Nous sommes en plein dans une période où l'extension de ce travail ne peut être que considérable. Est-il permis de croire que ce sera momentané ?

* * *

De différents côtés on répondra : Pourquoi non ? La fabrication des obus n'aura plus, après la paix, des allures aussi vertigineuses ; les ateliers qui travaillent pour vingt autres besoins de la guerre, pour le ravitaillement, pour l'habillement, pour la chaussure d'armées innombrables, verront forcément leurs commandes se ralentir. Enfin, nous verrons bien revenir beaucoup d'ouvriers qui reprendront leur place à l'usine ; ainsi ils seront en nécessité et en droit de le faire.

Oui, on a dit tout cela ; mais il n'est que trop aisé d'y répondre et on y a répondu de bien des côtés, avec la même certitude, avec la même évidence lumineuse. Ne faisons pas ici le compte douloureux de ceux qui ne reviendront pas. Chacun de nous n'a qu'à regarder autour de lui et à se dire que partout les vides sont les mêmes.

Les tâches à exécuter par les survivants seront-elles sensiblement diminuées ? Certaines le seront, assurément ; mais après avoir fait face aux besoins de la guerre, il faudra rétablir l'état de paix, et ce ne sera pas une mince entreprise. Il faudra reconstituer tout ce qui a été détruit, reconstituer tous les stocks épuisés, comme il faudra repeupler toutes les étables. Si on continuait cette énumération en la détaillant, plus d'un lecteur dirait : « C'est à faire frémir ! » Il ne le dirait pas sans raison. Mais, Dieu merci ! la France ne se contentera pas de réparer ses pertes et de relever ses ruines. Elle voudra se suffire à elle-même là où elle n'y avait point réussi, là où elle se laissait envahir par ces industries étrangères à la suite desquelles pénétrait et se répandait tout ce que l'on sait. Espérer que nous restreindrons nos exigences et que nous comprimerons

nos besoins, que nous reviendrons tous volontiers à la vie simple, est peut-être un joli rêve, mais c'est un rêve. Disons-en tout autant de celui où l'on s'amuse à prévoir une France se suffisant absolument à elle-même, se réservant pour ce qu'on appelle son marché intérieur, accumulant ses petites épargnes et se gardant de cet esprit d'entreprise où l'on se heurte périodiquement aux surprises de la surproduction. Surveiller de près la surproduction, la surproduction industrielle surtout et encourager chez les Français leurs louables habitudes d'épargne, à coup sûr tout cela est bon, comme il est bon de réclamer moins de luxe et moins de dépenses superflues. Mais n'est-on pas encore mieux d'accord pour constater que la lutte économique sera de plus en plus notre loi, que nous ne pouvons pas nous y soustraire, et que là aussi, comme dans la guerre proprement dite, l'offensive sera encore le meilleur moyen de se défendre ? Autrement dit, la méthode la plus efficace pour conjurer le péril de la surproduction sera toujours de s'ouvrir des débouchés nouveaux. De même la meilleure source d'amélioration du marché de la consommation intérieure, c'est l'ensemble des bénéfices que la production générale réalise par le commerce extérieur et par la concurrence qu'elle y affronte. Si les produits allemands nous ont envahis comme ils l'ont fait, n'est-ce pas, en grande partie, parce que les gains de leurs exportateurs leur permettaient de nous les offrir à plus bas prix ?

Bon gré mal gré, il nous faudra profiter de cette leçon, comme de celles que nous ont données leurs canons lourds, leurs tranchées et le reste. Or, depuis plus de dix ans, les hommes avertis s'épuisaient déjà à démontrer que, par l'abaissement de notre natalité, nous manquions de main-d'œuvre, comme nous manquions de consommateurs. Que sera-ce demain ?

Il est vrai, nous avons eu recours à plus d'un million

d'étrangers, Allemands, Belges, Italiens, Polonais, etc. De ceux-là, combien seront désormais absents, les uns que nous repousserons avec énergie, les autres qui auront fort à faire chez eux pour y combler leurs propres vides et réparer leurs propres ruines ! Se flatte-t-on de trouver dans nos colonies des auxiliaires de nos industries comme on y a trouvé des auxiliaires de nos armées ? Mais nous nous plaignons que les Français de la métropole ne soient pas plus nombreux à aller mettre en valeur nos possessions lointaines en y propageant les bonnes méthodes, en y établissant des entreprises fécondes en y développant la production de tant de matières premières et de tant de denrées que nous achetons et que les exigences du change nous obligent à surpayer dans tous les coins du monde étranger. Allons-nous appauvrir ces mêmes colonies en leur enlevant le peu de travailleurs qu'on y a finalement mis en état de satisfaire eux-mêmes aux exigences de l'industrie contemporaine ? Les interprètes compétents des besoins coloniaux disent, non sans les plus grandes vraisemblances : « Nous souffrons déjà, non pas précisément de la pénurie des bras indigènes, mais de l'inertie de la plus grande majorité de ces bras. Si, pour combler les vides de la métropole, vous faites appel à de soi-disant travailleurs, habitués à l'inertie chronique, vous vous encombrerez d'un poids mort dont vous serez obligés de vous débarrasser à grands frais. Le seul moyen de vaincre peu à peu cette inertie, c'est d'encourager de proche en proche une production indigène améliorée, francisée, mieux rémunérée, plus tentante. Mais si vous nous prenez pour vous cette minorité, déjà si difficile à former, de bons travailleurs sénégalais, congolais, kabyles, tonkinois ou malgaches, avec quoi nos colons pourront-ils répondre à vos propres demandes de produits exotiques, de matières premières ou même de produits complémen-

taires des vôtres, puis de travaux publics et de collaborations commerciales, etc. ? » Nous avons commis la faute immense de laisser tomber notre natalité ; cette faute, nous la payons et nous la payerons jusqu'à ce que nous l'ayons réparée.

Nous ne sommes plus au temps où Jeanne d'Arc, pour s'excuser d'avoir revêtu l'armure, disait : « J'ai pensé qu'il y aurait toujours assez de femmes pour faire œuvre de femme. » Non ; nous n'avons plus, nous, assez de femmes faisant œuvre de femme ou la faisant normalement. Eh ! bien, nous ne pouvons pas ne pas en pâtir. On dit que le plus grand châtiment du péché, c'est de s'y enfoncer chaque jour davantage. Nous avons eu trop peu d'enfants et, pour en avoir eu trop peu, nous sommes contraints par toutes sortes de nécessités, à laisser les femmes se jeter dans des occupations qui semblent bien n'être pas trop favorables, en effet, à la vie de famille et à la repopulation par conséquent. Ceux qui ont commencé une sorte de croisade contre l'affaiblissement de notre natalité ne failliront pas à leur devoir, et il faut bien espérer que le peuple français se réveillera de ce cauchemar comme de quelques autres ; mais enfin il faut vingt ans pour former un homme et un travailleur (car si beaucoup travaillent utilement dès dix-sept ou dix-huit ans, le service militaire leur reprend ensuite ces deux ou trois années). Nous avons donc devant nous au moins vingt années où il est certain que le travail des femmes, même dans le genre d'occupations qu'on a le droit de regretter le plus pour elles, ne peut aller qu'en se développant.

* * *

Ce n'est cependant pas une raison pour laisser désormais tout aller, pour laisser faire la fatalité sans

en examiner la portée, sans essayer d'en voir les limites et de trouver les moyens de la maintenir dans un cercle raisonnable. Il faut d'abord noter ce qu'on doit s'abstenir de favoriser et chercher ce qu'on peut conseiller de palliatifs. Peut-être trouvera-t-on là l'indication de quelques réformes intéressantes, dignes, en tout cas, d'être examinées.

Nous nous voyons en présence, non certes d'une irréductible antinomie, mais de deux tâches également impérieuses et également difficiles à concilier dans le temps où nous vivons. Il nous faut des enfants, beaucoup d'enfants pour assurer l'avenir, et il nous faut de la main-d'œuvre, beaucoup de main-d'œuvre pour suffire à nos besoins ou immédiats ou prochains. Voilà ce que tous les bons Français s'accordent à proclamer. De ces deux instances répétées, la première est évidemment celle qui peut invoquer les plus incontestables enseignements de la morale et celle même de l'intérêt national puisé à sa source la plus élevée, la plus pure, finalement la plus salutaire. La seconde est soutenue par la poussée des nécessités les plus urgentes. Pour qui ne se paie pas de mots ni n'espère l'impossible, il est bien à prévoir qu'à ces nécessités l'intérêt privé, l'intérêt immédiat répondront avec un empressement, une ingéniosité, une conviction, un esprit de propagande et des offres dont l'action sera irrésistible. Sur le principe on ne peut plus guère épiloguer ni sophistiquer. L'affaiblissement de notre natalité a été un désastre lent, mais d'autant plus redoutable devant l'ennemi que nous n'en avons conjuré les effets qu'en l'aggravant encore. Nous avons creusé de nouveaux vides qu'il a bien fallu combler sous peine de ne plus pouvoir remonter du fond du précipice. Sur les conséquences à en tirer dès demain, on sait comment trop de familles croient pouvoir ruser. On reconnaît le principe, mais on réclame pour soi le bénéfice

d'une exception dont on se fait juge. Quant à ceux qui se montrent les plus sévères contre l'invasion de l'usine par les femmes et y voient pour la natalité un péril de plus, ils ne laissent pas de déclarer qu'ils subissent là une nécessité provisoire dont ils seront heureux, disent-ils, de se dégager le plus tôt possible. Seulement qui ne sait quelle est en toutes choses la tendance de l'exceptionnel à se multiplier et du provisoire à durer?

La situation ainsi donnée, un premier souhait à formuler est qu'on ne fasse rien qui détourne trop de jeunes filles du mariage artificiellement et pour trop de temps. Des hommes de recherche intellectuelle en même temps que d'activité pratique pensèrent un instant que, puisque les femmes allaient entrer de plus en plus dans l'industrie, il serait bon de leur offrir les moyens de faire un apprentissage complet. Ils construisirent des plans d'écoles et d'ateliers où la jeune fille serait initiée à une instruction et à des méthodes la mettant sur le même pied que les ouvriers masculins les meilleurs. Pour s'élever jusque-là, il lui faudrait, bien entendu, ne plus faire indéfiniment la même besogne limitée et exécuter le même genre de mouvement, mais connaître toutes les ressources de son métier et être à même d'en surmonter toutes les difficultés pratiques. Une fois les devis bien calculés et bien dressés, les initiateurs s'aperçurent que, pour être sérieuses, ces écoles coûteraient beaucoup trop cher et ne « paieraient » pas. Contentons-nous d'enregistrer cet aveu singulièrement autorisé (1), et tenons-nous-y. Ou

(1) Le président du Syndicat dont j'ai parlé a bien voulu me communiquer aussi tous les renseignements techniques ayant préparé les conclusions, c'est-à-dire ayant contraint de s'en tenir à la pratique des actes subdivisés d'un apprentissage immédiat et facile.

plutôt, non, ne nous contentons pas d'en prendre acte, ayons le courage de nous en féliciter hautement. Il y a des distinctions qui s'imposent entre l'apprentissage des hommes et celui des femmes et, chez les femmes mêmes, entre l'apprentissage d'un métier essentiellement féminin, ne détournant pas la jeune fille de ce qui convient à sa nature propre et à sa destination évidente, et, d'autre part, l'apprentissage d'une profession difficile à souhaiter pour elle autrement que comme ressource de supplément et comme expédient provisoire.

L'homme qui apprend, puis exerce un métier est fait pour l'exercer toute sa vie et pour y trouver son occupation principale, on peut dire presque unique. Il ne doit jamais cesser de faire son possible pour le comprendre toujours mieux. S'il s'y applique et y réussit, il y trouve, par voie d'analogie, de quoi élever son intelligence et perfectionner son instruction sociale. Il la perfectionnera plus encore si, dans ses réunions et discussions collectives, il sait prendre toujours pour base la pratique sérieuse et loyale de sa profession, non des utopies et des convoitises dont il n'a point assez appris à mesurer l'inanité. A la femme il faut, sans nul doute, souhaiter toujours plus de jugement, plus de réflexion, plus de souplesse et à la fois de fermeté dans la volonté. Mais à quoi lui faut-il conseiller de demander le secret de ces dons précieux? A l'art de discourir sur les hypothèses et les contingences en les examinant à la lumière fausse de l'esprit de parti, ou bien à l'art de faire vivre en paix tous ceux dont elle a la charge d'adoucir les difficultés et les misères? Il suffit de poser la question. Le plus précieux apprentissage de la jeune fille est celui de l'enseignement ménager; c'est, plus encore, celui que lui donne dans la famille une mère sensée, attentive et tendre, bref, une bonne mère.

Il est bien vrai que la femme sera de tout temps conviée à des travaux qu'on n'a le droit de lui déconseiller à aucun titre. Toutes celles qui ont besoin de gagner leur vie et d'avoir un métier doivent connaître ce métier de leur mieux. S'il est un de ceux qui relèvent ordinairement, naturellement, de leurs aptitudes, si surtout il est de ceux qu'elles peuvent mettre en valeur chez elles, au bénéfice immédiat de leurs maris et de leurs enfants, certes il est bon que la jeune fille l'apprenne entièrement et le connaisse — le mot est très à sa place — sur toutes les coutures. En lingerie et en confection, par exemple, si quelque entreprise a obligé ses ouvrières à ne faire jamais que la manchette ou qu'une partie de la manchette, à pousser ses ciseaux le long d'un patron tout taillé, etc., on a eu raison de le déplorer comme on l'a fait. Mieux inspirées sont les directrices d'ouvroirs qui répètent comme un axiome : chacune de nos enfants doit apprendre à bien faire, elle-même, une chemise complète ; car alors, en lingerie, elle saura tout faire. Le même principe doit présider à tous les travaux qui, même s'ils prennent à la jeune fille plus de temps qu'on ne le souhaiterait, ont du moins le mérite de ne pas trop la dépayser, de la laisser suffisamment à sa mission essentielle et de ne pas dénaturer son caractère. Qu'on ne se contente pas d'un apprentissage rapide et mécanique pour former une couturière, une lingère, une modiste, une tisseuse de soieries lyonnaises, je dirais également une fermière, si la meilleure fermière n'était pas celle qui s'est formée longuement et complètement dans la ferme de son père et de sa mère, tout le monde trouvera que c'est excellent. Organiser à grands frais des écoles pour y préparer des serrurières accomplies, c'est beaucoup moins indiqué.

La force des choses et de ce qui reste de bon dans notre nature vient heureusement modérer la tendance

aux innovations et aux fantaisies téméraires. J'ai dit que les syndicats industriels avaient sagement reculé devant les frais excessifs d'écoles d'apprentissage industriel féminin. Aux raisons devant lesquelles ils se sont inclinés on peut en ajouter d'autres. D'elles-mêmes, la majorité des ouvrières prennent ce travail plus tôt que les hommes, mais en revanche elles le quittent beaucoup plus vite. C'est là un fait qu'on peut observer en plus d'un pays. D'après l'Office de Travail d'avril-mai 1916, on constate, à la vérité, que depuis quelques années il y a, aux États-Unis, plus de jeunes filles et plus de jeunes filles de familles aisées s'employant à travailler au dehors : on en voit aussi un peu plus qui travaillent après leur mariage, donc à un âge moins limité. Du moment où le nombre total des femmes pratiquant le travail industriel s'accroît, le nombre de ces cas exceptionnels ne peut que s'accroître en proportion. Toutefois, on maintient que la vie industrielle de la femme aux États-Unis ne dure guère en général plus de six à huit ans, qu'elle commence entre quatorze et dix-huit pour finir entre vingt et ving-cinq. Revenons à la France. Au-dessous de vingt ans il y a plus de femmes que d'hommes y travaillant dans l'ensemble des ateliers; mais aux approches de trente ans, le nombre des femmes y diminue, tandis que celui des hommes y augmente (1). Il est certain que les femmes y fréquentent surtout les ateliers quand elles sont encore inexpérimentées, légères, inattentives et que c'est quand elles deviennent plus sérieuses et plus habiles qu'elles les quittent. Le plus souvent, par bonheur, elles les quittent pour s'établir ou se marier, car si le goût de la maternité a malheureusement faibli, le goût du mariage persiste. Mais de ce qui précède il résulte que les chefs

---

(1) On trouvera sur ce sujet quelques études dans la brochure de M. de Contenson, le *Travail féminin*. (Bloud.)

d'industrie devront hésiter encore davantage à former coûteusement des ouvrières qu'ils ne conserveront jamais comme ils conservent les ouvriers.

A cette raison peut s'en ajouter une autre qui y touche d'ailleurs d'assez près. Tout en se louant du concours nouveau qu'il trouve chez les femmes, un des industriels du syndicat observe qu'après avoir atteint un certain degré d'adresse, elles s'y tiennent, et que les ouvrières ne se perfectionnent pas comme le font les ouvriers. On a souvent fait une observation analogue au sujet de la précocité de l'esprit féminin et de la supériorité le plus souvent passagère des sœurs sur leurs frères. Il est assez intéressant de la voir confirmée dans un ordre de choses matériel et pratique.

*
* *

Pour toutes les raisons qu'on a vues plus haut, le nombre des femmes appelées à travailler dans l'industrie et dans une multitude d'emplois nouveaux n'en va pas moins être considérable et croissant. Comment faire pour ne pas les séparer de leurs familles et de leurs foyers plus que ne l'exigeront des nécessités impérieuses et véritablement inéluctables ?

A ce sujet, qu'on me permette de rappeler ce qui fut essayé jadis pour le travail des enfants. Ce ne sera pas déserter notre sujet (une comparaison justifiée n'est point une digression). Quand les progrès de l'industrie provoquèrent des demandes nouvelles auxquelles on n'était pas préparé, on chercha partout de la main-d'œuvre et on fit appel aux petites mains. On en vint même très vite à des abus contre lesquels s'élevèrent les plaintes les plus vives. Ceux que ces plaintes avaient émus ne se bornèrent heureusement pas à gémir. Ils imaginèrent trois sortes de solutions.

On essaya d'abord de mettre l'atelier, l'atelier d'ap-

prentissage tout au moins, dans l'école même, de façon à ne pas interrompre les leçons exigées par le soin d'une instruction élémentaire suffisante. On trouva vite qu'un tel mélange eût exigé trop de personnel, un trop grand mouvement de ce personnel, et qu'il eût finalement coûté trop cher. On tenta ensuite de mettre, au contraire, l'école dans l'atelier en remplaçant, à un moment donné, le contremaître par l'instituteur. Ceci était relativement plus pratique, mais exigeait encore trop de va-et-vient, ne tenant pas compte de ce que l'unité du mobilier, l'harmonie du mobilier ont d'importance pour des yeux et des imaginations d'enfants. Une très grande entreprise eût pu seule organiser les combinaisons nécessaires, en assumer tous les frais, s'assurer un personnel répondant à toutes les convenances.

Mieux appréciée et plus heureuse fut l'innovation créant des écoles de demi-temps, l'enfant, l'adolescent, passant une journée entière à l'école, le jour suivant tout entier à l'atelier, et ainsi de suite. M. Paul Leroy-Beaulieu m'apprenait que cette combinaison fut célébrée en son temps comme une découverte. Les autorités les plus graves la déclarèrent des plus fécondes pour les progrès de l'industrie et pour ceux de l'instruction populaire. Lord Brougham, en particulier, n'hésitait point à dire qu'elle valait telle idée ayant révolutionné la mécanique. N'en soyons pas trop surpris ! C'est là bien souvent le sort des idées les plus simples; on n'y arrive qu'après avoir tâtonné dans des essais factices et compliqués. De l'Angleterre, l'innovation passait en Belgique, comme en témoignent des rapports officiels de 1863 ; là aussi on s'en félicita. Il est juste d'ajouter qu'en France et ailleurs ce sont les Frères des écoles chrétiennes qui ont peut-être pris la plus grande part à cette réforme. On n'en parle plus autant, pour des raisons faciles à comprendre. La loi de 1881 sur l'ins-

truction obligatoire et les différentes lois votées pour la protection de l'enfance eurent un double résultat. Elles laissèrent moins de latitude aux diverses combinaisons des œuvres libres. Puis, comme il est plus facile de prendre législativement les intérêts des mineurs que ceux des personnes majeures réclamant la liberté de leur personne et de leur temps, on mit l'ensemble des enfants plus à l'abri d'un grand nombre de tentations et d'abus. Ces mêmes Frères des écoles chrétiennes ont cependant pu conserver, à Saint-Étienne, par exemple, la pratique des écoles de demi-temps, et ils y obtiennent un très grand succès. Une première année, les enfants visitent, une fois par semaine, tous les ateliers; on les leur montre en action, on leur en donne une explication sommaire. La seconde année, comme ils ont dû faire leur choix, on les distribue dans les divers ateliers, mais seulement pour une demi-journée. Les y envoyer un jour sur deux serait une autre application du même principe. Entre les deux on peut hésiter.

Revenons maintenant au travail des femmes. Il s'agit d'y concilier, non plus l'intérêt de la profession manuelle avec celui d'une certaine culture intellectuelle et d'une instruction suffisante, mais l'intérêt de la profession avec celui de la vie de famille. Or, ici aussi, on peut imaginer trois combinaisons correspondant tout à fait aux trois qui intéressent les enfants mineurs.

La première consiste à mettre la famille dans les usines avec des garderies où les plus petits seraient à deux pas de la mère qui viendrait les allaiter, manger avec eux, leur jeter un coup d'œil aux moments de repos... Cette méthode est à peu près appliquée dans quelques-unes de ces grosses usines qui ne reculent pas devant l'accroissement des frais généraux. On voit aisément ce qu'elle a de bon en soi..., quand on ne peut

rien trouver de mieux, mais combien elle est restreinte et insuffisante, à quel point il serait chimérique de chercher à en généraliser l'application. La seconde combinaison serait de mettre l'atelier dans la famille, comme on y met l'atelier masculin là où s'édifie l'un des immeubles aménagés pour la distribution de la force motrice à domicile. Ressource précieuse, ressource à développer, ressource à mettre même sur une plus grande échelle à la disposition de certaines femmes industrieuses : elles peuvent trouver ainsi à leur art féminin des applications, des perfectionnements dont le soin les laisse quand même tout près de leur famille. Mais ici encore il est évident que c'est une solution réservée à une élite ou toute formée ou toute prête à se former, mais que rêver de la généraliser sera pour plus d'un siècle peut-être une utopie.

Reste pour les femmes d'aujourd'hui et de demain la troisième solution, celle du travail de demi-temps et, plus précisément, du travail à la demi-journée.

Avant tout, spécifions bien qu'il ne s'agit pas ici d'une panacée. Il n'y a jamais eu de panacée nulle part. De plus, il est aisé de comprendre, à première vue, que les conditions de certains travaux, l'abondance ou la rareté de la main-d'œuvre féminine en état de s'offrir ne peuvent que varier d'un centre à un autre et rendre ici trop difficile ce qui là ne le serait pas du tout. Ce qui importe, croyons-nous, c'est de dégager une solution de plus de cette inquiétante difficulté : il faut plus de main-d'œuvre que nous n'en avons, donc il faut faire appel à la main-d'œuvre féminine, qui ne demande pas mieux que de s'employer, mais, d'autre part il ne faut pas que la femme oublie les devoirs du foyer. Devant cette pression contradictoire, quelques-uns, et non des moindres, se bornent à dire : « Certes, c'est très fâcheux que l'on embauche tant de femmes, mais, présentement, nous ne pouvons pas faire autrement :

espérons que l'avenir sera meilleur (1)... » Non, il faut pouvoir, là où il n'y a pas d'obstacle insurmontable, essayer d'une méthode pratique permettant de concilier le devoir et la nécessité. Devant une nouveauté, les chefs d'industrie commencent généralement par se réserver, car on trouble leurs habitudes et on leur impose des efforts nouveaux, mais ces efforts, ils les font, et souvent avec plein succès.

Ici, la chose en vaut la peine. Qu'il suffise à la femme d'une demi-journée de séjour à son foyer pour remplir correctement ses devoirs de mère de famille, c'est ce qui paraît heureusement exact. Sans malice, on peut dire que beaucoup de femmes qui ne travaillent pas dérobent bien à leur famille une bonne moitié de leur temps. Aujourd'hui les aides offertes de tous côtés, sous forme de crèches, de salles d'asile, d'écoles maternelles, d'écoles primaires obligatoires, de patronages libres, sont assez grandes pour simplifier la tâche. Elles ne la simplifieront jamais au point de la supprimer, et cela est heureux, parce que la mission par excellence de l'homme et de la femme, du père et de la mère, est de s'aimer mutuellement en se faisant également aimer de leurs communs enfants, témoins assidus et bénéficiaires constants de la tâche commune. Sans dire, par exemple, avec Karl Marx, que la question sociale est tout entière une question d'estomac, il est clair que la question du repas de famille est le fonds et le tréfonds

(1) Parmi les réponses aux questionnaires que j'ai pu consulter, un industriel réclame comme remède le mariage obligatoire. « Moi, je veux bien, » comme disait si souvent Sarcey dans ses feuilletons. Seulement il y a là le public, qui n'accepte pas toutes les réformes qu'on lui propose et qui surtout trouve le moyen d'en user autrement qu'on ne le prévoyait. Quand l'industriel en question aurait marié entre eux tous ses ouvriers et toutes ses ouvrières, il resterait encore beaucoup de desiderata.

de l'économie domestique. Quand les industriels de Roubaix eurent l'heureuse idée d'aménager le repos du milieu du jour de façon que leurs ouvriers pussent aller déjeuner chez eux, le nombre des cabarets diminua tout de suite dans une proportion considérable. Le résultat de la réforme a donc été excellent ; mais, pour qu'il soit complet, il faut que l'homme ait le temps de manger chez lui : il faut que la femme ait le temps de préparer à manger chez elle. Que les femmes ouvrières soient partagées en deux équipes laissant à chacune une demi-journée ; un peu d'entente suffira pour que toute mère de famille prépare en même temps un premier repas plus essentiel et un second assuré presque entièrement par les restes du premier. Un homme avec lequel il me serait extrêmement pénible d'être ou de paraître en désaccord, M. Isaac, me dit : « Mais toutes voudront choisir la portion de la journée qui leur plaira. » Il me semble qu'un profane même peut répondre : « Elles tireront au sort périodiquement ou bien elles accepteront un roulement qui leur donnera alternativement la demi-journée du matin, puis celle du soir. »

Ce que nous disons là des mères, on peut le dire aussi des jeunes filles ; car lorsqu'elles ont l'âge du travail manufacturier, elles ont aussi l'âge où elles doivent soit seconder soit remplacer leur mère pour ces travaux féminins sans lesquels il n'y a plus ni propreté, ni décence, ni bien-être raisonnable. Alors on voit de ces jeunes filles qui sacrifient leur dimanche pour tout nettoyer, tout ranger, tout raccommoder, aller au lavoir, et qui ne trouvent ainsi dans le jour de repos obligatoire qu'une occasion de plus d'épuiser leurs pauvres forces (1). Elles vieillissent ainsi avant l'âge, ou bien, dégoûtées de tant d'esclavage, elles font un mariage

---

(1) Sans parler même du déchet moral et religieux.

quelconque (et encore sera-ce un mariage véritable?), un mariage où l'on se gardera d'avoir des enfants et où les économies faites sur le travail antérieur — s'il en reste — ne serviront qu'à des dépenses de faux luxe. Mieux ménagées par le travail de demi-temps, elles eussent moins gagné pendant dix ans, mais elles eussent pu prolonger ce gain pendant vingt ans, avec beaucoup moins de peine et plus de profit pour elles-mêmes et pour leur famille.

Insistons sur ce dernier point : car c'est l'un de ceux où d'excellents esprits, des hommes de premier ordre croient voir un obstacle insurmontable. « On se plaint déjà que les femmes gagnent trop peu et vous voulez réduire leurs salaires de moitié en les condamnant à ne travailler que la moitié du temps. » A cela on peut d'abord répondre que la moitié restée libre serait loin d'être perdue ; car les femmes et filles qui accepteraient, qui solliciteraient même (il y en aurait certainement beaucoup) de ne toucher en argent sonnant que la moitié d'une journée de travail salarié, celles-là seraient incontestablement les meilleures. Elles se placeraient tout à côté de ces veuves de la guerre qui, se voyant offrir un travail bien rémunéré, le refusent, aimant mieux se priver et souffrir, que d'abandonner leurs enfants à l'aventure. Ceux qui s'occupent des œuvres actuelles savent qu'il y en a beaucoup qui sont dans ce cas. Pour accepter la combinaison qu'on explique ici, leur faudrait-il bien de l'héroïsme? Aujourd'hui et demain beaucoup moins qu'hier, heureusement. Combien n'y avait-il pas de femmes qui, pour rester chez elles, acceptaient de passer des heures à ourler des cravates ou des pantalons et à s'assurer ainsi vingt ou trente sous par jour! Présentement, on me dit dans les grandes organisations dont j'ai déjà recueilli de si précieux témoignages : « Les femmes pouvant gagner de 5 à 6 francs par jour de travail plein sont de plus en

plus nombreuses ; » et il est certain qu'avec l'essor industriel qui va coïncider avec une si triste raréfaction de la main-d'œuvre masculine, toutes les professions bénéficieront de proche en proche d'une élévation correspondante. Alors celles qui se résignaient à un gain de 1 fr. 50 pour rester chez elles ne seraient-elles pas heureuses de gagner 2 fr. 50 ou 3 francs tout en ayant le reste du temps à donner entièrement à leur foyer (1)?

Je puis heureusement donner aujourd'hui des indications plus précises. Des tableaux que j'ai sous les yeux, dressés, après enquêtes contradictoires entre syndicats catholiques de femmes et syndicats socialistes, permettront de comparer trois degrés de rémunération : le gain moyen dont devaient se contenter précédemment les ouvrières à domicile, celui qui semble devoir désormais leur être acquis, enfin ce qu'assurerait, dès aujourd'hui, le travail de demi-temps dans l'établissement du travail commun et public.

Voici d'abord, en regard l'un de l'autre, l'évaluation du gain de la journée moyenne antérieurement à la réforme et le taux de la moyenne demandée pour la fixation du salaire minimum :

Pour la couture à la main : torchons et draps ordinaires, antérieurement, 0 fr. 90; désormais, 2 fr. 25.

Pour les fleurs : antérieurement, de 1 fr. 20 à 1 fr. 40; désormais, 2 fr. 50.

---

(1) Il ne faudrait pas me faire d'objections contradictoires. On m'a dit d'une part : « L'ouvrière à la demi-journée trouvera qu'elle gagne trop peu ; » et, d'autre part : « Il ne faut pas habituer la population ouvrière, dans son ensemble, à réduire indifféremment les heures de travail. » Comme la réduction de la journée pleine à la demi-journée restera libre et qu'elle sera accompagnée — là où elle aura lieu — d'une réduction correspondante de salaire, le correctif sera, je crois, bien suffisant.

Pour la lingerie courante : antérieurement, 1 fr. 20, 1 fr. 75, 2 fr., suivant catégories: désormais, 2 fr. 50, 3 fr., 3 fr. 25.

Pour les confections d'hommes : antérieurement, 2 fr. 25 ; désormais, 3 fr. 75.

Pour les confections pour femmes et enfants : antérieurement, 1 fr. 15 à 1 fr. 25 ; désormais, 3 fr. 25.

Pour les chaussures : antérieurement, 1 fr. 60 ; désormais, 3 fr. 50.

Reportons-nous maintenant aux salaires que les ouvrières d'usine obtiennent aujourd'hui sans difficulté. Les réponses faites à mes questions disent avec une parfaite unanimité : « Il n'y a plus de travail de début, si élémentaire soit-il, qui soit inférieur à 5 francs. » Personnellement, je connais des domestiques, — cuisinières, ou femmes de chambre, ou bonnes à tout faire, — qui ont été engagées immédiatement à 6 fr. 40. Beaucoup montent assez promptement à 7, 8 et 9 francs. Il est aisé de voir, par ces chiffres, qu'en se réservant la pleine liberté de sa demi-journée pour son chez elle, l'ouvrière se verrait encore payée plus que pour une journée entière et acharnée de travail à domicile, même *avec les tarifs réformés*. Qu'on voie maintenant ce qu'elle y gagnerait en comparaison des tarifs anciens, dont tant de femmes étaient réduites à se contenter.

Mon si honorable et si redoutable contradicteur m'oppose encore le va-et-vient qu'occasionnera cette succession de deux équipes. Mais avec le système de plus en plus répandu du travail que j'appellerai impersonnel d'un machinisme subdivisé, les travailleuses — quel que soient leur nom et leur numéro — viennent s'asseoir les unes et les autres à la même place, devant le même métier, pour continuer la même besogne sous la surveillance et la direction d'un même chef d'équipe. On peut à divers points de vue regretter la disparition du travail individuel, plus artistique, plus soigné, enga-

geant davantage la responsabilité et mettant mieux en relief le mérite de l'ouvrière : mais puisque le mouvement contraire est irrésistible, pourquoi ne pas en accepter au moins les avantages (1) ?

On insiste et on me dit : « Croyez-vous qu'on aura partout assez de demandes de travail pour suffire aux deux équipes ? » Partout, probablement non ; et dans ce cas, nul n'ira contre l'impossible ; mais sans être soi-même d'aucun métier, on n'est pas sans avoir entendu parler de bien des côtés de ce mal qu'on appelle le chômage. Il semble que l'appel à deux équipes de travailleuses là où on n'en employait qu'une serait de nature à le diminuer singulièrement. Qui de nous n'a vu de ces familles nécessiteuses où sur deux ou trois sœurs, il y en a une qui travaille, tandis qu'il y en a une autre qui n'a pas pu trouver place à côté d'elle ? Dans l'enquête que j'ai sous les yeux, un industriel écrit : « Après affiches apposées aux murs de Vanves, Clamart et Issy, j'ai obtenu en 48 heures 400 inscriptions pour 30 places, et sur 50 nouvelles que j'ai prises, je n'ai eu à opérer que 2 éliminations après quelques jours d'observation. Les résultats sont très satisfaisants. » Ceci, me dira-t-on, a été observé dans la grande agglomération parisienne. Soit ! mais de ses établissements de Bordeaux, la maison Dyle et Bakalan répond au questionnaire : « Nous employons à nos travaux non mécaniques 150 femmes, à nos travaux mécaniques, 100 ; toutes nous donnent satisfaction à tous les points de vue, à la condition de les mettre à la place convenable. Actuellement (25 mars 1916) nous trouvons

(1) Quelques personnes ont cru et m'ont dit que là où il y aurait deux équipes, une pour le matin, une pour le soir, il faudrait doubles ateliers, doubles locaux. J'ai consulté à ce sujet les ingénieurs qui étaient venus m'entendre à la *Société d'encouragement*. Cette assertion les a surpris.

en abondance, dans toutes les professions, la main-d'œuvre féminine nécessaire à nos travaux. » Il me sera donc permis de conclure : si le système du demi-temps permet à un nombre double de sœurs, de voisines, de camarades, de gagner un salaire suffisant en ne les obligeant pas à déserter le logement familial, le résultat social n'en sera-t-il pas, dans son ensemble, absolument digne d'être encouragé ?

Il l'est, dans tous les cas, pour des autorités que j'ai déjà citées et qui, aux enquêtes écrites dont j'ai parlé, m'ont permis d'ajouter des enquêtes orales. Je m'adresse donc tout d'abord à l'Institut des sœurs de Saint-Vincent-de-Paul qui, avec un peu de rudesse, dit-on depuis quelque temps, mais toujours avec une charité extrêmement active, s'appliquent à connaître et à soulager les misères de leurs quartiers. « Depuis la guerre, me dit la sœur Milcent, nous avons eu à satisfaire, pour l'habillement, à de bien pressantes demandes de l'Intendance ; nous n'avons pas voulu d'équipes de nuit ; nous n'avons voulu même que des équipes de jour travaillant chacune six heures (travaillant six heures pour le métier ainsi organisé, s'entend). Nous en avons employé six mille. Nous voudrions voir ce système adopté partout. »

A la rue d'Anjou (siège social des établissements du Creusot et succursales), je me trouve en présence d'une industrie qui emploie certainement plus de dix mille ouvrières. Je demande : « Soit au point de vue de l'apprentissage, soit à tout autre, verrez-vous des inconvénients à l'introduction du travail de demi-temps par deux équipes ? » On me répond : « Pourvu que, dans un milieu donné, le nombre des mains disponibles soit suffisant et que les distances à parcourir pour les travailleuses ne soient pas trop grandes, nous n'y verrions, en ce qui nous concerne, aucun inconvénient d'aucune sorte. »

C'est exactement ce que l'on me répond au syndicat des mécaniciens. Le vice-président, qui a pris le soin de dépouiller toutes ses enquêtes personnelles, veut bien ajouter à peu près ceci :

« Sans l'avoir voulu, vous nous suggérez là une solution élégante d'un problème ancien et toujours troublant. Chaque fois qu'il a été question d'une réduction des heures de travail, les employeurs ont objecté : « En nous condamnant à laisser inactives des machines et des organisations coûteuses, exigeant un amortissement de plus en plus rapide, on nous met dans des conditions qui s'opposent de plus en plus à un abaissement des prix... Eh! bien, s'il n'est permis, à aucun point de vue, de pratiquer le *sweating system* à l'égard du producteur humain et de le faire suer à outrance, il serait avantageux de faire *suer* la machine et de lui faire produire, tant qu'elle est de mode et qu'elle dure, le maximum de ce qu'elle peut donner. Nous n'aurions plus les dix heures d'autrefois pour le personnel, mais avec deux équipes nous pourrions avoir les dix heures (peut-être plus pour certaines combinaisons) de travail utile et productif pour le matériel et l'outillage. L'industrie ne s'en trouverait pas mal. »

Qu'on me permette — pour aujourd'hui tout au moins, — de m'en tenir là. Il ne s'agit, on vient de le voir, ni de préconiser une pratique universelle et sans distinction, ni surtout, grands dieux! d'en appeler à une nouvelle intervention législative. Il s'agit d'attirer l'attention sur une idée qui, aux yeux de beaucoup, mérite d'être essayée et propagée librement par les travailleuses qu'elle peut tenter. C'est une combinaison de plus qu'on leur offre, en les invitant à réfléchir et à choisir, rien de plus. Pour le rappeler une dernière fois, nous sommes en présence de ces deux nécessités, également inéluctables, également urgentes : pour combler les vides de nos ateliers, pour répondre

aux besoins de nos industries et de notre commerce, pour remplacer la main-d'œuvre masculine qui va nous manquer, il faut que la femme travaille ! Pour combler les vides de notre population, il faut cependant que la femme ne perde ni le contact de la vie de famille, ni le goût du ménage. Que ceux qui, pour résoudre une si redoutable antinomie, croient avoir trouvé quelque chose de mieux que ce qui vient d'être suggéré ici veuillent bien le dire et l'expliquer.

* * *

Il est probable que les discussions continueront et cela est souhaitable; car il importe que toute réforme soit préparée par des calculs jugés convaincants : c'est le seul moyen de la faire réussir et durer. C'est peu à peu que les femmes de l'usine et de l'atelier verront clair dans leurs comptes. Le gain, elles l'ont vu d'un seul coup, sans avoir besoin de faire aucune addition. Il leur faut plus de temps pour supputer ce que leur enlèvent la dispersion de la famille, avec un mari mangeant d'un côté, la femme mangeant d'un autre, l'enfant ou les enfants à garder, à conduire, les travaux à faire faire au dehors, avec des prix doublés, les suites pathologiques d'une existence et d'un régime contraires à la nature de la femme : tous ces petits chiffres prépareront une soustraction dont la vue, s'ajoutant à la fatigue croissante et monotone de ces longues journées, doit amener à réfléchir.

Jadis Le Play avait favorisé l'art de dresser le budget familial des classes populaires. Pour y réussir, et pour en tirer des inférences sociales un peu sérieuses, il fallait que l'enquêteur eût devant lui des familles stables et des familles généralement connues pour avoir des coutumes, des ressources, des habitudes à peu près communes.

Aujourd'hui le budget — que d'ailleurs l'ouvrier ni l'ouvrière ne prennent jamais la peine de dresser — est quelque chose de très individuel et de très variable. Aujourd'hui on se procure le superflu sans compter, et demain on se privera du nécessaire. Des jeunes filles, des jeunes femmes qui ont quitté la domesticité pour le travail à l'usine ont dû, soit s'offrir une chambre d'un prix très variable, soit faire venir leur mère, déracinée du lieu natal où elle vivait à si bon compte. Comment calculer tout ce que ces changements mettent de perte à côté du gain ? Il est certain que, toutes les fois qu'on peut y regarder de près et tout voir, le chiffre de la perte augmente à vue d'œil. Encore une fois, les intéressés ne le croiront que quand ils auront fait leur calcul eux-mêmes. En attendant, il est une ou deux grandes vérités de fait et parfaitement évidentes, qui devraient aider tout le monde à comprendre que le bien-être social est beaucoup plus loin qu'on ne le croit de dépendre si étroitement de l'élévation des salaires.

Périodiquement on demande et on obtient cette élévation justifiée, dit-on, par l'élévation des prix des choses nécessaires à la vie. Mais non moins périodiquement, ces derniers s'élèvent encore à leur tour, précisément par suite de l'élévation des prix que les producteurs ont eu d'abord à payer pour leurs propres frais et leur propre main-d'œuvre. A ce cercle vicieux les agitateurs ne veulent rien comprendre et ils s'indignent. En 1910, je relevais dans plusieurs journaux la communication suivante : « Le groupe socialiste parlementaire, ému du renchérissement des vivres et des loyers, va envoyer une délégation près du président du conseil pour lui demander quelles mesures le gouvernement compte prendre pour connaître les causes de cette hausse et pour faire que la classe ouvrière n'en supporte pas le contre-coup. » Il y a là une naïveté qui véritablement fait peur. Et quand j'écris ici le mot

de peur, ce n'est pas par exagération. Le sang a coulé dans certains meetings d'Italie où j'entendais le même raisonnement qu'à Paris : « Comment! nous avons obtenu à grand'peine des augmentations de salaires de 40 pour 100; nous nous flattions d'en jouir, et voilà que tout ce dont nous avons besoin a augmenté déjà de 35 pour 100. Alors, pour peu que ce mouvement de hausse continue, il ne nous restera rien de nos avantages : la société capitaliste nous aura tout repris. »

Qu'ont à faire ici les distinctions de classe ouvrière et de classe capitaliste? Est-ce que ce n'est pas là classe ouvrière elle-même qui pousse à l'augmentation de tous les prix, des prix des objets qu'elle fabrique et des prix des objets beaucoup plus nombreux qu'elle est obligée d'acheter? D'acheter à qui? Finalement à des ouvriers. Le cordonnier a été heureux de gagner 2 francs de plus : qu'il les réclame à chaque client dans sa propre boutique ou qu'il se les fasse avancer par la grande usine, le prix de ses chaussures sera nécessairement augmenté d'autant. Comment donc la travailleuse en lingerie, en confections, en chapeaux, consentirait-elle à laisser le cordonnier bénéficier seul d'une augmentation? Comment n'en réclamerait-elle pas à son tour une équivalente? Ainsi de proche en proche dans la série entière des professions, sans exception.

Alors, dit-on, c'est l'illusion à perpétuité! C'est un leurre! Jamais, quoi qu'on fasse, nous n'en aurons plus « de reste ».

En effet, oui, si vous vous bornez à ne considérer que le salaire à vous faire payer sous menace de grève, puis à toucher, à dépenser selon vos caprices! Mais il est deux moyens de sortir du cercle vicieux, et ici la femme est particulièrement intéressée, particulièrement compétente, particulièrement apte à tempérer les fatalités économiques. Ces deux moyens, qui sont d'ordre

moral autant que d'ordre intellectuel et d'ordre social, sont la conscience dans la production et l'économie dans la consommation.

La conscience dans la production ; car si tout le personnel s'applique à fournir un travail dont la valeur et la qualité s'élèvent en même temps que s'élèvent les salaires, si la besogne n'est pas sabotée, si aucune parcelle de temps n'est perdue, tous les produits d'abord seront meilleurs ; puis les frais généraux de l'industrie resteront plus modérés : plus modérés devront donc rester les prix de vente, sous la pression de la concurrence, sous la pression des syndicats d'acheteurs et sous celle de l'opinion publique.

Il convient toutefois d'ajouter que cette conscience doit être aidée par le souci de ne pas lui demander l'impossible, c'est-à-dire de ménager raisonnablement les forces de la main-d'œuvre. Sans doute il est des raisonnements qu'il ne faut pas pousser trop loin. Il ne faut pas espérer que plus on abrégera le temps du travail, plus on accroîtra la production ; mais il n'est pas téméraire de penser que la femme travaillant cinq heures à l'usine, avec la perspective de cinq autres heures de liberté dans son ménage, produira plus de la moitié de ce qu'elle produisait en un travail continu de dix heures.

Vienne maintenant l'économie, c'est-à-dire non pas précisément la privation, le resserrement, mais l'aménagement réfléchi de la consommation nécessaire, la bonne entente des achats et du reste ! C'est ici, par excellence, le rôle de la femme. Il a été démontré cent fois qu'avec une connaissance et une pratique habituelle des moyens de subsistance et d'entretien les plus hygiéniques, elle pouvait économiser beaucoup plus du salaire familial; mais pour cela, il faut que la mère de famille ait à sa disposition le temps voulu. Si elle ne l'a pas, tout est livré au hasard et c'est le

désordre, désordre dans les santés, désordre dans les relations, désordre dans les mœurs.

Les meilleures le comprennent ; les autres n'ont, au fond, qu'un argument : « Nous gagnons 6 francs par jour, nous entendons les garder. Il arrivera ce qui arrivera, on verra plus tard. » Voici ce que m'écrit la directrice des Syndicats féminins de l'Isère : « L'obstacle principal à la réforme, c'est la déjà très grande déformation de l'esprit féminin au point de vue des devoirs domestiques qui fera préférer à la femme un gain plus élevé, quoique illusoire en partie, avec une absence de onze heures par jour, à un gain moindre avec possibilité de faire des économies dans son ménage. »

Est-ce là un argument valable contre l'idée en marche ? A notre avis, c'est le plus fort de tous ceux qu'il y a lieu de faire valoir en sa faveur. Essayons tout ; que les Syndicats catholiques et les œuvres fassent tout pour arrêter cette déformation qui menace tant de choses et pour y substituer une mentalité plus chrétienne. Nous le pouvons sans nuire à rien ni à personne, ni à la liberté de celles qui auront des raisons sérieuses pour continuer à travailler la journée entière, ni surtout aux intérêts de celles qui, ayant bien tout calculé, auront tenu à sauvegarder les exigences du travail vraiment productif et les exigences de la vie de famille.

VIII

L'avenir de la moralité publique.

Que la moralité publique et la moralité privée, agissent et réagissent l'une sur l'autre, c'est ce que personne ne niera. Pris dans son ensemble et dans la conduite à longue portée de ses destinées nationales, un peuple aura toujours un intérêt de premier ordre à avoir comme citoyens des individus sobres, tempérants, courageux, travailleurs, respectueux des droits d'autrui, prêts à s'entr'aider les uns les autres, apportant dans leurs actions un juste mélange d'amour et de dignité. D'autre part, la moralité des individus et celle des familles n'ont pas moins d'intérêt à voir les lois, les institutions, les coutumes et jusqu'aux modes assurer la répression des attentats, le respect de l'hygiène, la facilité de ces coopérations qui, à défaut d'une impossible égalité entre les divers groupes sociaux, les habituent tous à comprendre et à aimer l'harmonie de leurs mutuels concours : car ainsi se multiplient des populations saines, à la vigueur desquelles on épargne les surexcitations inutiles ou pires qu'inutiles. Il est encore évident que ces deux branches de la moralité exigent, l'une comme l'autre, une éducation ; la première sera donnée par la famille et par les aides individuelles qui

la complètent; de la seconde, on peut dire ce que disait Platon : « Il n'est personne, écrivait-il, qui puisse aller contre l'éducation que le peuple donne (1). » Ceci dit, rien ne saurait à coup sûr nous empêcher d'envisager en particulier l'une seulement de ces deux grandes tâches proposées à l'humanité.

Parlons donc, si on le veut bien, de la moralité publique et de son avenir probable, au moment présent.

Tout élément de la fortune économique ou morale d'un pays (or, la moralité en est un, et de premier ordre) dépend avant tout des legs du passé; elle dépend ensuite de la possibilité ou de les amortir s'ils sont onéreux, ou de leur faire honneur s'ils sont avantageux, de rendre ainsi de nouvelles ressources disponibles, puis de bien connaître ces dernières et d'être fermement résolu à les employer utilement.

Sans remonter trop haut, les charges qui, après avoir pesé sur la moralité d'hier, menacent encore celle de demain, sont bien connues. C'est d'abord l'alcoolisme, avec le sinistre cortège des infirmités et des désordres qu'il entraîne. C'est ensuite le plaisir précoce, poursuivi avec d'autant plus d'âpreté, d'autant moins d'empire sur soi-même, d'autant moins de discernement et de délicatesse, il faut bien ajouter avec d'autant moins d'hygiène, qu'il a été voulu plus prématurément, et sans la patience et sans les tempéraments nécessaires. Vient enfin l'esprit de lutte, non de lutte contre l'inerte matière, contre les difficultés qu'on rencontre en soi dans sa propre paresse et dans ses passions, mais de lutte contre ses semblables, contre ceux mêmes dans lesquels on est cependant convié à voir des auxiliaires intéressés au succès final de la même cause.

(1) On sait que le philosophe grec ajoutait : « si ce n'est celui qui... ayant reçu le dépôt d'une parole divine, s'appuie sur elle pour passer la vie. »

Bornons-nous à ces trois formes de désordre, ce sont bien celles dont la moralité publique souffre le plus. Mais il a été dit à ce sujet tant de choses — et de bonnes choses — qu'on me permettra de m'en tenir à un groupe très simplifié de considérations. Je voudrais surtout rappeler comment, dans ce qu'on trouve ici de difficultés à vaincre en vue d'un avenir meilleur, on se heurte à des obstacles factices encore plus qu'à des obstacles réels et qu'à des résistances positives de la nature des choses ou de la nature essentielle de l'homme.

* * *

Résignons-nous sans doute à reconnaître que l'homme réclamera toujours des excitants; toujours il leur demandera un entraînement momentané, un oubli du présent et de ses difficultés, une substitution des fantaisies imaginaires et de ses illusions au sentiment de la vie réelle. Avant qu'on ne reconnaisse que le simple aliment suffit pour subsister et pour entretenir la fonction normale, il faudra du temps. Mais en dehors de l'alcool, les excitants manqueraient-ils ? Y avait-il lieu d'en redouter la disparition? La France, en particulier, a toujours eu, de temps immémorial, le vin dont elle a été tout de suite fière et dont elle a usé largement. Elle a de plus à sa portée le cidre et la bière dont elle trouve aisément chez elle la matière première. Si elle ne produit elle-même ni le café, ni le thé, elle peut s'en procurer autant qu'elle en veut, à des prix très abordables. Ceux qui désirent un peu plus de ce mélange d'agitation distraite et d'oubli qui leur plaît trouvent encore à leur disposition le tabac. Devant cette gamme d'excitants toujours offerts et toujours prêts, peut-on voir dans l'usage de l'alcool autre chose qu'une habitude factice et non pas un usage provoqué par un besoin

naturel, mais un besoin artificiel imposé par un usage inutile?

De ceci tout le monde conviendra, en théorie, mais ce n'est pas là le seul élément factice de la maladie de l'alcoolisme : elle n'est pas comme, par exemple, la maladie du sommeil, née de l'action extérieure d'un microbe. Usage inutile, besoin provoqué par celui-là même qui doit en pâtir : qui entretient ces deux fléaux? Évidemment, ceux qui en bénéficient par la vente. Mais ceux-là même ne manquaient pas d'autres occasions de trafiquer à bénéfice. L'argent économisé sur le poison se fût retrouvé disponible pour autre chose, et les vendeurs n'y eussent pas plus perdu que les acheteurs. Les uns et les autres se fussent contentés de ce qui était sans danger et de ce qu'on pouvait inventer encore d'avantageux pour tous, si le gouvernement ne leur eût comme apporté lui-même une excitation non moins artificielle par les encouragements qu'il réservait à la multiplication des débits de boissons alcooliques. Ici non plus, ce n'est pas parce que le besoin s'en faisait sentir que l'État a prodigué tant de faveurs aux débitants, c'est parce qu'il leur a spontanément prodigué ces faveurs qu'il les a lancés ensuite à la poursuite des consommateurs, et que ces derniers s'y sont laissé prendre. Aujourd'hui sans doute, que le mal est fait, les débitants et leurs complices s'élèvent contre ceux qui voudraient les ramener vers des sources de gain plus naturelles, plus assurées par conséquent d'une clientèle plus large et plus digne d'être respectée. Ils sont comme les buveurs eux-mêmes chez qui le besoin factice est devenu plus impérieux qu'un besoin naturel, pour la bonne raison que, ce dernier, ils l'ont altéré, progressivement découragé, finalement éteint. Bref, tout ce que le législateur a fait là de fâcheux a la marque indélébile du factice et de l'inutile.

Invoquera-t-on le besoin de se procurer des ressources? Ici encore s'impose la même réponse, appuyée sur des faits de même ordre. S'il y a quelque chose de prouvé, c'est que les revenus qu'à force de creuser on fait jaillir du budget de l'alcool ont pour conséquence de tarir des sources supérieures et incontestablement plus bienfaisantes. De cette vérité ne devait déjà douter aucun homme réfléchi. La grande initiative de la Russie vient d'en donner une démonstration expérimentale qui comptera dans l'histoire du monde. De cette soi-disant colossale difficulté de la suppression de l'alcoolisme on pourra dire désormais :

De loin c'est quelque chose et de près ce n'est rien.

* * *

Que l'amour du plaisir charnel réponde à un besoin naturel, c'est indéniable ; mais il n'est pas moins certain que toute fonction doit attendre son heure et se mettre en harmonie avec les autres fonctions de l'organisme et les destinations évidentes de leur ensemble tout entier. S'il en est une pour laquelle la nature suffise et ne risque pas de se faire oublier, c'est bien celle-là. Il n'en est que plus indiqué de réfléchir sur ce que les excitations hâtives et fréquentes ont de factice, sur ce qu'elles ont de fâcheux, surtout dans la jeunesse.

Tous les enfants et adolescents sont faits pour vivre en famille. Mais en famille précisément, ils grandissent dans cette familiarité où la tendresse est tempérée par le respect, où les divers attraits masculins et féminins ne se laissent remarquer que peu à peu, sous l'influence heureusement retardatrice du milieu. Du milieu familial, en effet, rien de naturel et d'humain n'est exclu, mais rien ne s'y produira avant l'heure. Au

sortir de la guerre de 1870, les plus grands éducateurs, qui étaient en même temps des savants et des sociaux, et qui se préoccupaient activement de la régénération de la France, les Sainte-Claire-Deville, les Berthelot, les Bréal avaient insisté avec vigueur sur ce que le régime de l'internat a de factice et de dangereux pour les mœurs. Ils l'établissaient positivement, par des faits dont quelques-uns même étaient empruntés au monde animal. Certes, il y a des dangers partout, mais la séparation opérée par la vie des internats et la liberté qui y succède brusquement, sans préparations, sans transitions, sans ménagements, sont de ceux qu'on pourrait éviter sans aggraver les conditions de la vie de famille.

Que dire maintenant des excitations que les livres, les dessins, les objets figurés, puis les appels publics et multiples au désordre apportent à l'un et à l'autre, comme si l'attrait naturel des sexes ne suffisait pas amplement? Ceux qui prodiguent ces excitations font comme les débitants d'alcool et de boissons frelatées : ils provoquent des appétits hâtifs, exagérés et prolongés. Ce sont, d'ailleurs, là deux groupes qui s'entendent très bien et qui conspirent à l'envi pour désorganiser l'ordre naturel. En présence du double danger, que font les pouvoirs publics? Ils ne tolèrent pas seulement les offres des malfaiteurs, il les encouragent. Ce n'est pas qu'ici on doive considérer comme chose définitivement jugée et condamnée l'intervention de la police, quand elle se borne strictement à la surveillance d'un mal constaté. Mais il est un abus dont l'administration est responsable, c'est celui de la provocation publique, vulgairement qualifiée de racolage. De pareilles excitations et la légèreté avec laquelle on feint de les ignorer sont sans excuses parce qu'à des entraînements trop réels elles ajoutent des entraînements artificiels, nés d'occasions également factices.

Si encore ceux qui en subissent immédiatement et personnellement les effets étaient seuls à en pâtir! Mais faut-il donc revenir, pour la millième fois, sur les atteintes portées à la dignité de la femme spectatrice, à l'intégrité de l'adolescence surprise et scandalisée, en attendant d'être corrompue, puis sur l'empoisonnement public, d'autant plus menaçant et d'autant plus nocif qu'il est dû à des natures plus jeunes? Or, serait-il plus difficile de supprimer ce trafic public qu'il ne l'a été d'opérer la suppression radicale de l'absinthe? Qui donc, à part les vieux buveurs, se plaint aujourd'hui de ne plus trouver, dans les cafés, la liqueur abrutissante ?

Si ce mode de provocation est une cause artificielle de désordre, on peut en dire tout autant de certaines interprétations surprenantes de plus d'un texte de loi. La haute magistrature veut bien poursuivre et condamner les livres, les images, les affiches, les représentations contraires aux bonnes mœurs : mais à ses yeux ne peut tomber sous cette qualification que ce qui est littéralement « obscène ». Est-ce que ce qui est licencieux avec esprit, ou tout au moins avec des précautions perfides, plus tentantes que l'obscénité, n'est pas contraire aux mœurs, aux mœurs nécessaires, aux mœurs de la véritable vie de famille, aux mœurs préservatrices de la salubrité de ce milieu où tous, depuis les plus jeunes, ne peuvent faire autrement que de puiser? Si c'est une combinaison de textes impératifs qui réussit ici à lier les magistrats, serait-il donc si difficile d'obtenir du législateur une rédaction de nature à faire cesser tant de scandales? Que lui demande-t-on en effet? De ne pas sacrifier le fond à la forme, comme si, par exemple, telle drogue condamnée redevenait permise dès qu'elle se présente sous la forme d'un flacon plus élégant et avec une étiquette académique! N'oublions pas avec quelle facilité se répand depuis vingt

ans, le fléau national de la propagande anticonceptionnelle et même, sous des déguisements bien tranparents, de la provocation à l'avortement.

D'où vient l'impunité laissée à de pareils méfaits ? Elle s'excuse sur la prétendue obscurité d'un ou deux textes. De deux expressions qui figurent dans certain texte de loi, « obscène » et « contraire aux bonnes mœurs », les promoteurs d'une législation récente avaient pris la seconde dans un sens complémentaire, estimant avec raison que la première ne suffisait pas. Les magistrats ont pris, au contraire, la première comme limitatrice de la seconde. Là est, dit-on, l'origine de la crise dont nous souffrons. Obstacle plus factice encore que tous les autres, puisqu'il suffirait de deux lignes d'une rédaction nouvelle pour orienter à nouveau les esprits vers la suppression d'un vrai privilège, lucratif pour une petite minorité, ruineux pour l'immense majorité de la nation.

*
* *

Mais la morale publique ne suppose pas seulement le règne de la tempérance et le respect des bonues mœurs : elle réclame aussi la probité publique. Ce dernier mot d'ailleurs, doit être pris ici très largement. Ce qu'il implique n'est pas seulement cette crainte superficielle du vol et de ses formes plus ou moins détournées, mais tombant également sous le coup du Code pénal. Il implique un désir efficace de payer exactement la dette sociale à la patrie tout entière, sans accaparement, sans parasitisme, sans refus hypocrite de concours, à égale distanee de l'abdication servile et passive et de l'esprit de tyrannie envers autrui. En face de toutes les tendances individuelles dévoyées où risque de succomber, où succombe si souvent la moralité de chacun, il faut donc souhaiter un état de choses qui

les enraye ou les atténue le plus possible. Or, cet état, on peut le qualifier d'un seul mot dont la portée s'aperçoit d'un coup d'œil; c'est le mot de paix publique. La paix publique, en effet, sera toujours liée au travail, puisqu'il est indispensable à la vie même, et le travail à son tour appelle le respect de tout ce qui permet d'en recueillir les fruits légitimes. Ce travail pacifique et sans entraves artificielles permettra seul de créer non seulement l'ensemble des ressources nécessaires à tous, mais un superflu qui permette d'améliorer les conditions générales de la vie, pour ceux-là même qui ne profitent pas directement de ce superflu.

La paix publique faite de liberté et d'ordre, veut certainement que ceux qui portent atteinte à l'un ou à l'autre, soient réprimés : il faut même qu'ils le soient sans mollesse, sans que les gens lésés craignent de se faire rendre justice ou aient toujours à compter avec les obstacles émanés des ambitions, des complaisances, des calculs intéressés des divers partis politiques. Mais la cause de la paix gagne au moins autant à ce que chaque membre du corps social se sente attiré vers les autres par une sympathie le portant à la condescendance, au concours mutuel, à la libre organisation d'une coopération intelligente.

Cette coopération, nous venons d'en avoir, nous en avons encore sous les yeux un modèle admirable dans la nation armée à la frontière.

C'est là que, devant le commun danger, ceux qui avaient à le conjurer au péril de leur propre vie ont fait tomber, pour ainsi dire, instantanément ces deux obstacles factices accumulés par les haines de classes et par les haines antireligieuses, accumulés surtout par l'ignorance où tant de braves gens étaient les uns des autres avant de se rencontrer sur le front. Ce qu'on a justement appelé l'union sacrée les a supprimés... puissions-nous dire pour toujours ! L'avenir

de la paix et de la moralité publiques sont à ce prix.

Ce vœu est-il ici l'expression d'un esprit de prosélytisme dogmatique? Il est l'expression du désir que nous devons avoir tous d'éviter le plus possible ce qui nous divise et de laisser chacun aux inspirations de sa conscience... Que si cette conscience veut s'éclairer, veut s'adresser à qui lui semble capable de la soutenir et de la guider, elle en soit libre. Ce qui est sincère et réfléchi, donc vraiment libre, ne va pas sans un esprit averti des difficultés, des tentations et des pièges qui n'épargnent personne, donc porté à l'indulgence et prêt à unir ses efforts à ceux des hommes de bonne volonté. Pour qui ne croit pas avoir personnellement mission de transformer l'humanité, ceci est déjà d'un grand secours pour assurer cette moralité publique qui demande la paix et qui la donne autant qu'elle peut être donnée en ce monde à notre société. Débarrassée d'entraves surannées, de difficultés imaginaires et troublantes, de préjugés sans preuves et aussi de ces rêves irréalisables qui se heurtent toujours à des résistances renaissantes, l'âme française ira d'elle-même à tout ce qui répond à son besoin permanent de mesure et de clarté, de bonne humeur, de bonne entente et de générosité.

Assurément, le progrès de la civilisation suppose de grandes inventions, de belles découvertes, d'héroïques efforts, des fondations géniales, bref, l'introduction triomphante de nouveautés créatrices. Mais quel besoin n'a-t-elle pas aussi de supprimer les abus, les chimères, les complications arbitraires, les interprétations entortillées? On se plaint quelquefois que le christianisme impose un joug... que le Christ lui-même a cependant déclaré vouloir « doux et léger ». Comme l'a démontré Fustel de Coulanges, l'avènement de l'Évangile a supprimé beaucoup plus de rites, beaucoup plus d'observances méticuleuses, beaucoup plus de prohibitions for-

malistes, beaucoup plus de défenses et de procédures matérielles qu'il n'en a créés ou proposés. C'est sur la ruine de cent tyrannies factices et rebelles à toute justification qu'il a établi le règne de l'esprit ami de la simplicité, de la rectitude et de la paix. Dans nos sociétés contemporaines, est-ce que la plupart des obstacles qui s'opposent au raffermissement de la santé publique, aux progrès de la médecine et de l'hygiène ne sont pas dus à des superstitions tenaces, à des modes gênantes, à des formalités ridicules? Et les progrès si désirables de notre éducation nationale, depuis Montaigne jusqu'au jour encore attendu..., n'auront-ils pas eu pour condition toute une suite d'appels au bon sens, à la nature, à la pratique droite et simple, à la modération? Supprimons donc les excitations artificielles à l'intempérance, à la débauche, à la dissension, à la recherche de l'impossible, et la cause de la moralité publique, sans être, hélas ! à l'abri de trop de tendances malsaines, y gagnera, comme celle de la paix publique, dans les divers groupes de la majorité des Français.

IX

Les deux périls. — L'effort et l'obstacle.

A n'en pas pouvoir douter, nous courons encore et nous ne cesserons pas de courir bien des périls ; il en est deux dont aucun ne peut être perdu de vue : le péril militaire, le péril civil.

Le premier n'a pas besoin d'être expliqué ni décrit. A tous les instants du jour, sur tous les points du territoire, nous en sentons tous la formidable pression. Nous avons cependant la confiance de le conjurer, et nous savons pourquoi. C'est parce que, d'un bout à l'autre du gigantesque champ de bataille, nos armées ont su allier l'action du dévouement personnel le plus attentif, le plus intelligent, le plus prêt aux initiatives nécessaires, avec un véritable culte de la discipline collective et de ses exigences les plus rigoureuses. Il y avait là un double devoir, mais auquel les peuples étrangers se demandaient si nous n'étions pas tentés de tourner exactement le dos, indifférents aux intérêts généraux, amis de la moindre action, du moindre effort, du moindre sacrifice, et en même temps frondeurs à outrance, perpétuellement pris d'engouement pour ce qui divise, pour ce qui rompt les traditions, pour ce qui fait avorter, sous la première raillerie

venue d'une critique superficielle, les tentatives d'union et de concours les plus généreuses.

Dieu merci! tous les pronostics fondés sur ces derniers griefs, nous les avons démentis jusqu'à étonner le monde. Et qui a déterminé chez nous semblable volte-face? Il faut bien l'avouer, c'est le péril même, le péril enfin vu, enfin mesuré dans toute son étendue par une nation qui ne voulait point y succomber, mais enfin le péril le plus pressant, le plus menaçant, le plus enveloppant que nous ayons jamais connu.

Oui, c'est bien dans cette lutte contre le danger commun que le pays a senti partout la nécessité d'une action commune à tous et d'une action à la fois individuelle et collective, c'est-à-dire unissant dans un même faisceau deux genres de qualités qui ne doivent pas se laisser séparer si nous ne voulons pas que chacune des deux soit altérée et compromise par sa séparation d'avec l'autre; car alors c'est tantôt un esprit agité d'initiative sans suite et sans accord. tantôt le laisser-aller des gens qui, ne pensant qu'à leurs petits intérêts et à leurs petites passions, abandonnent à qui veut la prendre la direction des intérêts généraux.

L'admirable réaction qui a résolu comme par enchantement le double problème, c'est évidemment à l'armée que nous la devons. Jamais elle n'a eu et n'a pratiqué si complètement la vraie notion de la discipline, de la discipline qui, loin de supposer l'obéissance aveugle chez les uns et le commandement brutal chez les autres, exige de tous une égale convergence d'application, de lucidité, d'efforts et de dévouements. S'il est quelques sots à qui la discipline apparaisse comme l'invention de chefs désireux de se ménager des tâches faciles, soyons sûrs que ceux-là n'ont pas dépassé la frontière. Il est trop évident que si la discipline assujettit ceux qui obéissent, elle assujettit encore plus ceux qui ont à préparer, à soutenir, à

développer le succès du commandement. Les éléments de ce succès, ce sont bien les chefs qui les ont aménagés et groupés ; mais, d'autre part, les soldats appelés à s'en servir n'ont pas eu à aller uniquement droit devant eux, les yeux fermés ; mille faits pour un sont là pour nous prouver qu'ils ont su se donner mutuellement l'exemple du sang-froid, de la promptitude à profiter des fautes de l'adversaire, à comprendre au premier signal, l'appel attendu, à exécuter comme elle doit l'être, soit la retraite momentanée, soit la furie de l'attaque décisive (1).

Il n'est, en effet, aucun genre de succès qui s'accommode d'une obéissance passive et mécanique. La vraie vie religieuse est la première à récuser un mode aussi imparfait de discipline. Ainsi que l'a écrit un homme qui fut, ce jour-là, très digne d'être écouté, « dans les intentions de la Providence, les moyens de grâce ne sont pas destinés à nous épargner l'effort spirituel, mais à l'obtenir de nous ; ils ne sont pas faits pour nous endormir dans la sécurité, mais pour nous tenir perpétuellement en éveil ; ils ne nous exemptent d'aucun des devoirs de vigilance, de rétrospection, de prévision et de circonspection ; ils offrent les moyens, dont nous devons savoir nous servir, de nous dépenser toujours davantage ».

---

(1) Avec une familiarité de très bon aloi. Au dernier moment je vois cet exemple, entre une centaine d'autres : « Comme nous marchions, le capitaine et moi, en tête de la colonne, le caporal de la 1re escouade, qui venait derrière nous, se mit à dire : « Mon capitaine, le chemin devient mauvais, et il vaudrait peut-être mieux que deux officiers ne soient pas ensemble parce que nous risquons de perdre deux chefs à la fois. » Ni le capitaine ni moi ne songeâmes à juger déplacée cette remarque : elle nous parlait de la mort possible avec le plus grand bon sens. Le capitaine dit : « C'est juste ! » ; et je me plaçai à la fin de ma section. » (*Le Correspondant* du 10 mars 1917.)

Que nous nous soyons largement dépensés devant le péril militaire, Dieu merci! c'est assez visible. Il ne l'est pas moins que ceux qui ont invoqué comme ils le devaient le secours divin ne l'ont pas fait avec cette indifférence résignée dont il ne faut nulle part.

Mais après le péril militaire, quand il sera enfin dissipé, se fera sentir de nouveau, n'en doutons pas, le péril social, celui qui comprend à la fois le péril religieux, le péril civil, le péril des mœurs, le péril économique et, pour couronner l'ensemble, le péril politique.

Devant ce péril intérieur, si complexe, pourrait d'ailleurs sortir, une fois de plus, à l'improviste, un nouveau péril extérieur mondial : nous l'avons vu suffisamment, l'un entraîne l'autre, et l'un comme l'autre revêt des formes insidieuses dont la menace doit toujours nous être présente. En retour, il est certain qu'une nation qui est forte devant un genre de péril est en passe de l'être également devant tous les autres : alors les fruits de sa vaillance se multiplient, et à chaque mode de péril conjuré correspond une force de plus.

Or, ces moyens de conjurer le péril, quel qu'il soit, sont reconnaissables partout : bonne volonté d'assurer le concours mutuel dans les œuvres, bonne volonté d'aller également au-devant des sacrifices nécessaires, mais en même temps attention et prévoyance individuelles, efforts personnels constants pour ne rien sacrifier et pour ne rien gaspiller des ressources nationales, résolution de ne pas manquer à ce grand devoir de signaler et de décourager partout les calomnies, les mensonges et les injustes faveurs, résolution égale de n'être point jaloux des compagnons de lutte et de croyance et de ne pas leur mesurer avec trop de parcimonie et de mauvaise grâce les moyens d'une victoire commune.

Que feront, au lendemain de la paix, ceux qui auront

donné les exemples magnifiques du devoir militaire, c'est-à-dire de la vaillance personnelle et du respect de la discipline réclamés par les autorités compétentes? Les survivants hériteront-ils en toute chose de l'héroïsme des morts? En seront-ils fatigués, et diront-ils qu'ils ont, eux, payé suffisamment leur dette?

L'une et l'autre solution est également dans nos mains. A nous, à nous tous, de faire triompher la meilleure! Ne soyons pas intransigeants, mais ne soyons pas dupes. Tendons la main volontiers, mais ne tendons pas le dos; et disons-nous que s'il est quelquefois beau de se résigner pour soi-même à la souffrance et à l'injustice, il ne l'est jamais de s'y résigner pour les autres. Or, c'est s'y résigner que de trahir le devoir électoral, et de ne pas se mettre en état de le remplir par le concours étroit, cordial, désintéressé, de tous les hommes de bonne volonté. Il a dit vrai celui qui, dans la meilleure période de sa vie religieuse, a écrit ces paroles : « Si l'on pense apercevoir trop souvent le prêtre dans la politique, c'est peut-être que les laïques — les laïques catholiques surtout — ne s'y rencontrent et ne s'y concertent pas assez. »

* * *

Que tout le monde, sans exception, ait fait l'effort nécessaire, non! c'eût été trop beau. Nous savons tous que la guerre a tout soulevé, tout remué, depuis les plus belles vagues d'héroïsme dont quelques-unes dormaient, dont beaucoup étaient toutes prêtes, jusqu'à ces bas-fonds les plus fangeux que toute société humaine voit incessamment remonter à sa surface. Nous avons vu la contre-armée des paresseux, pessimistes systématiques, embusqués importants et bavards ou terrés dans quelques obscures sinécures. Nous avons vu aussi la contre-armée de la débauche se ruer

presque tout entière sur les régions où elle croyait pouvoir rencontrer ceux que ne rencontrait plus à sa portée l'amour des jouissances grossières et du désordre. A côté de ceux dont la générosité alimentait des œuvres admirables, nous avons vu les spéculateurs avides et les gens dont la mauvaise foi savait trop bien éluder des engagements qui, à n'en pas douter, pouvaient être tenus. Mais, enfin, essayons de mesurer, sur quelques points, sinon sur tous, l'effort accompli en vue du devoir. C'est le moyen de revenir plus utilement sur celui que notre avenir attend de nous.

A vrai dire, nous ne le connaissons peut-être pas encore dans toute son étendue. Nous pouvons cependant mesurer à peu près celle de nos pertes, et nous savons par mille témoignages quelle est tous les jours celle de la valeur et de l'enthousiasme réfléchi de nos soldats. Sait-on quelle est l'importance de ce travail ingénieux, savant, mais obscur et malsain, de nos tranchées ? Elles sont dures à défendre sans doute, comme les tranchées adverses sont dures à enlever ; mais elles sont peut-être encore plus dures à creuser, à organiser, à habiter. D'après un officier supérieur, dans les seules tranchées françaises de nos frontières, il a été remué autant de terre qu'il a fallu en enlever pour creuser le canal de Panama.

Étrange rapprochement! De ces deux gigantesques luttes contre le sol et contre l'aveugle nature, quelle est celle qui produira finalement les meilleurs effets pour les destinées de l'humanité ? Dieu le sait! Oui, Dieu seul ; car les États-Unis qui ont hérité, à peu de frais, semblait-il d'abord, des énormes travaux des ingénieurs français, sont à se demander maintenant s'ils n'eussent pas mieux fait de reprendre nos plans primitifs : ils commencent à faire le compte des frais nouveaux de consolidation et de réparation, le tout sans être à même de discerner sûrement à quoi le

canal, s'il est enfin terminé, ouvrira le plus largement ses eaux. Sera-ce au commerce pacifique? Sera-ce aux escadres de guerre? Et le fameux canal ne deviendra-t-il pas, un jour ou l'autre, entre l'Amérique et le Japon, un nouveau détroit des Dardanelles?

D'autre part, nous savons qu'aux lignes des tranchées françaises correspondent au moins autant de lignes allemandes; pour enlever les tranchées ennemies, il ne faudra pas moins d'efforts et collectifs et individuels, strictement militaires et techniques, qu'il en a fallu pour organiser les nôtres et pour les défendre. Une fois la victoire obtenue, resterons-nous plus tranquilles et plus rassurés derrière notre nouvelle frontière, que les Américains ne le sont devant les éboulements et les avalanches qui menacent à tout moment de compromettre l'œuvre de Panama?

A l'effort militaire s'ajoute très courageusement l'effort civil. C'est ce dernier qui donne l'argent, et il en faudra encore beaucoup pour reconstituer, par un surcroît d'activité agricole, industrielle, commerciale, les capitaux qui auront été consommés.

De ce nouveau genre d'effort le travailleur français est on ne peut plus capable; il a fait ses preuves, au lendemain même de nos pires calamités, au lendemain de la guerre de Cent Ans, au lendemain de la guerre de Trente Ans, au lendemain des longues guerres de Louis XIV, au lendemain des catastrophes finales de la Révolution et de l'Empire, au lendemain de 1870. Il y a d'autant moins lieu de douter du lendemain de 1916, que les travailleurs auxquels incombera la nouvelle tâche seront encore animés du feu de la vaillance et de la fierté nationales. Ils le rapporteront avec eux, ils le communiqueront plus largement encore à leur famille.

La plupart du temps, et dans le présent comme dans le passé, d'où vient l'obstacle le plus redoutable? On peut dire qu'à peu près toujours il est venu d'une forme

particulière de l'anarchie. Le peuple français, s'il ne juge pas vite, juge bien : il fait d'abord ses affaires privées et ne se demande que plus tard comment les affaires publiques ont été conduites. Or, dans ces sortes d'examen, il a appris à redouter plus d'une sorte d'anarchie. Ce fut jadis l'anarchie féodale, née des prétentions opposées et des querelles des princes; l'action monarchique y mit heureusement fin, mais ce ne fut pas sans guerre. Vint ensuite l'anarchie religieuse, alors que les sectes et confessions luttaient, non plus d'esprit à esprit, mais de corps d'armées à corps d'armées. Ce fut ensuite l'anarchie révolutionnaire qui revint périodiquement compromettre la grandeur du pays. Souffrons-nous en ce moment d'une nouvelle anarchie, et de laquelle? Tout le monde l'a nommée : c'est l'anarchie parlementaire.

Pour être justes, il faut dire deux choses. D'abord, nous ne sommes pas seuls à en souffrir, depuis que l'Angleterre a vu tant baisser le prestige et l'influence dirigeante d'une aristocratie traditionnelle sûre de son but, sûre de ses moyens, sûre de ses plans. Ensuite, convenons bien volontiers que l'anarchie a complètement épargné notre armée et que, si elle sévit encore dans certains services du centre et de l'arrière, elle laisse intactes nos forces vives de résistance et d'action. Il est néanmoins incontesté que ni les remaniements du droit public, ni l'action diplomatique, ni l'action administrative n'ont eu la suite, la tenue et la clairvoyance nécessaires. Le mal, assurément, n'a pas éclaté tout d'un coup devant le péril; il n'a été que la suite de l'anarchie dont la politique de clocher, les changements ministériels et l'absence de toute action présidentielle avouée, exercée au grand jour, ont été et demeurent les symptômes les plus inquiétants.

L'anarchie, en effet, s'aggrave là de deux genres de désordre : en premier lieu, ce ne sont pas les compé-

tences, ce sont les influences les plus subalternes qui décident et des lois et des décrets et des règlements et de l'exécution des uns ou des autres : en second lieu, l'anarchie n'a jamais préservé qui que ce soit — loin de là — de l'arbitraire et de l'esprit de persécution. Ce dernier esprit s'est considérablement adouci pendant la guerre, cela est vrai ; mais, à chaque instant, qu'il s'agisse des transports dont s'est si imprudemment chargé l'État, qu'il s'agisse de ce service de l'aéronautique qui, admirablement desservie par nos ingénieurs, par nos officiers spéciaux et par nos pilotes, se voit tout à coup livrée aux discussions incohérentes d'une Commission et d'un sous-secrétaire d'État, vaguement amateur de sport ; qu'il s'agisse de faire de l'État un marchand de viande ou un marchand de charbon, le public se sent tous les jours en présence de tergiversations, de discussions, d'essais empiriques sans méthode éprouvée et rationnelle.

Encore une fois, l'armée a obéi, avec discipline et entraînement, parce qu'elle s'est sentie en présence, non pas du tout d'un dictateur, mais d'un ensemble de chefs compétents, dévoués à leur mission spéciale et justement hiérarchisés. La population, dans son ensemble, dans sa meilleure et de beaucoup plus considérable partie, a souffert, a peiné, a consenti à résister toujours, a étouffé toute tentative grave de division et de désordre, parce qu'elle avait foi dans son génie et qu'elle y voyait un gage persistant d'un nouvel avenir. Aussi, après l'anarchie spontanée, avons-nous eu la concorde spontanée, l'union spontanée, le concours spontané. C'est là qu'aura été notre salut.

Quand il s'agira de reprendre la tâche de demain, il est à souhaiter que l'électeur s'en souvienne. Il est à souhaiter qu'il puisse, là aussi, se grouper autour de compétences éprouvées, de dévouements connus, d'activités familiarisées avec les responsabilités d'une

action véritablement nationale. Là sera et restera le nœud de la nouvelle situation.

Mais le salut n'est assuré sans condition à personne, et Dieu a voulu qu'une incertitude salutaire mît à l'épreuve l'espérance même qu'il demande de nous. Son Évangile aime à parler du père de famille, des « talents » qu'il fait fructifier, de ceux qu'il laisse enfouis sans avoir le courage de s'en servir et de ceux qu'il emploie mal ou qu'il dissipe imprudemment. En un langage contemporain, mais sous la même inspiration, car les conseils du saint livre couvrent tout à la fois des réalités terrestres et des symboles, disons que nous avons à nous préoccuper de notre fortune publique tout entière, c'est-à-dire de la fortune morale comme de la fortune économique du pays (1). Il y a là deux budgets, dont chacun a ses dépenses et ses recettes, les premières qu'il s'agit de modérer et d'amortir, les secondes qu'il est souhaitable de voir se développer spontanément par le seul effet d'une richesse croissante. Aucun de ces deux budgets n'est immobile : chacun des deux réagit sur l'autre pour en faciliter ou en gêner les allures. Toute inutile déperdition d'énergie, tout vice, tout désordre, toute erreur, se traduisent par une baisse du capital moral, puis par une diminution correspondante des intérêts espérés. Une première baisse menace toujours d'en provoquer une nouvelle, comme il arrive chez un particulier ou dans un État qui ne paient pas leurs dettes et n'ont pas au degré voulu la terreur du déficit. En retour, il n'est pas une vérité morale, pas une découverte, pas un acte de vertu ou d'héroïsme qui ne contribuent à l'amortissement de notre

---

(1) A partir d'ici, l'auteur se permet de reproduire une des conclusions de son discours à la séance publique de l'Académie des sciences morales et politiques de décembre 1916.

dette spirituelle. Ainsi est mis à notre disposition un accroissement de valeurs dont les revenus et les réserves disponibles en bon cœur, en bon sens, en courage, en lucidité, pourront aller toujours en augmentant.

Des deux côtés, la loi est la même, ou, si l'on veut, le déterminisme est le même. Seulement, il apparaît clairement que le déterminisme n'est ni simple, ni rectiligne. Après coup, sans doute, une fois le conflit terminé, il est relativement facile de retrouver la marche et de mesurer les efforts de celui qui l'a emporté; mais, d'avance, qui s'en chargera? Lorsqu'il n'entre en jeu qu'une série d'influences du même ordre, comme les mobiles intéressés, qui subissent eux-mêmes la pression de forces naturelles immuables et identiques, on peut encore envisager des vraisemblances qui touchent d'extrêmement près à la certitude. Nous sommes, par exemple, bien certains que notre vie économique reprendra, que nos usines rouvriront, que nos finances se rétabliront peu à peu, que la fécondité de nos inventions scientifiques et industrielles poursuivra son cours. Dans le monde moral, tout risque incessamment d'être remis en question, parce que tout y subit des attraits, des sollicitations, des secousses dont les répercussions nous créent, à chaque instant, des obligations, des difficultés imprévues. Qui donc prophétisera si, le péril une fois passé, l'esprit d'union l'emportera encore sur l'esprit de division, de lutte intestine, si le dévouement à la famille vaincra l'esprit individualiste et jouisseur, si, enfin, nous allons remonter ou redescendre encore la terrible pente sur laquelle la guerre est venue surprendre la natalité de notre pays?

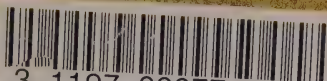
Ici, le doute n'est pas seulement inévitable, donc permis. Il est commandé, comme l'est le doute provisoire du savant. Le second est surtout un hommage à la majesté de la vérité, laquelle ne veut pas de faux

adorateurs. Le premier est surtout un hommage à la liberté humaine; il est aussi une mise en demeure de faire tout ce qui est nécessaire pour incliner du bon côté une balance toujours instable et agitée. Un pareil doute, excitateur des volontés inertes, et ennemi des illusions vaniteuses, n'a rien de commun avec le scepticisme ; il en est même si bien l'opposé, qu'entre les deux il faut choisir. On trouve des gens pour douter de toutes les grandes choses, parce qu'elles les dépassent; ils doutent de la vérité, de la justice, du droit et de leur Auteur éternel; mais dans les petites choses, qu'ils croient plus à leur portée, ils ne doutent plus de rien, ni de la supériorité de leur jugement, ni de leur mérite personnel, ni de la parfaite justesse de leurs vues, ni de la valeur esthétique de leurs moindres fantaisies, ni surtout de leur droit individuel, dédaigneux de toute dépendance et de toute limite. C'est au contraire celui qui croit aux grandes choses, qui commence toujours par douter des petites et des combinaisons fragiles qu'on en espère. Il en doute, non pas cependant pour les mépriser toutes également, mais pour les ajuster aux exigences des premières ; c'est alors seulement qu'il les maîtrise, et leur communique une valeur que, réduites à elles-mêmes, elles attendraient toujours. Qui croit trop aux petites, perd de vue les grandes et, finalement, se brouille avec les unes comme avec les autres. Quant à nous, sommes-nous bien engagés sur la voie qui conduit à la possession solidement assurée des grandes choses dont nous souhaitons l'achèvement ? Ayons le courage de provisoirement en douter. Convions notre jeunesse à en sonder les incertitudes, non pas pour paralyser son action, mais pour l'enflammer, en lui rappelant qu'elle seule aura la responsabilité de notre fortune à venir, comme elle est appelée à en avoir, si elle le veut, l'honneur.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS 5
I. — L'avenir des nationalités. — La part de la France 7
II. — L'avenir de la coopération franco-belge. . . 35
III. — Aurons-nous un nouvel art et une nouvelle littérature?. 65
IV. — Le présent et l'avenir de nos trois partis politiques. 91
V. — L'avenir de l'officier. 131
VI. — L'avenir du patron. 147
VII. — De l'extension du travail des femmes après la guerre 161
VIII. — L'avenir de la moralité publique 215
IX. — Les deux périls. — L'effort et l'obstacle. . . 227

Paris. — Imp. PAUL DUPONT (Cl.). 4.4.17.


3 1197 00077 2910

Paris. — Imp. PAUL DUPONT (Cl.).

L'avenir français

TACHES NOUVELLES

HENRI JOLY

Barcode in last page of book.